

## DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE

Le Dossier Technique Amiante (DTA) comprend :

- Une fiche récapitulative
- Les rapports de repérage amiante effectués sur le bien
- Annexes : tout autre document en rapport avec l'amiante concernant le bien



### IDENTIFICATIONS

<b>Référence DTA</b>	40622-4
<b>Adresse du site</b>	8/10, place du bataillon Pacifique 75012 PARIS
<b>Type</b>	Immeuble de bureaux
<b>Etendue de la mission N° de lot(s) copropriété</b>	Ensemble des locaux du bâtiment Crèche Necker <i>Hors Ascenseurs intégrés au DTA référence 19321-2 Bâtiment Necker</i>
<b>Localisation</b>	Bât : Crèche Necker Etages : RDD à R+2
<b>Locaux annexes</b>	Néant
<b>Date de construction / Date de permis de construire</b>	1989
<b>Date d'édition DTA</b>	12/11/2021

### REFERENCES REGLEMENTAIRES

- Code de la santé publique : art. R1334-14 à R1334-28 et R1334-29-5
- Décret n° 2011-629 du 3 juin 2011 modifié le 01/02/2012 (NOR : ETSP1013927D) – Protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis.
- Arrêté du 12 Décembre 2012 modifié le 01/01/2013 (NOR : AFSP1242167A) – Evaluation état de conservation liste A
- Arrêté du 12 Décembre 2012 modifié le 01/01/2013 (NOR : AFSP1242168A) – Evaluation état de conservation liste B
- Arrêté du 21 Décembre 2012 modifié le 01/01/2013 (NOR : AFSP1243362A) – Contenu de la fiche récapitulative.

### CONCLUSIONS

**PRESENCE DE MATERIAUX OU PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE**



## OBJECTIFS DU DTA ET OBLIGATIONS DU PROPRIETAIRE

**Les propriétaires constituent, conservent et actualisent un Dossier Technique « Amiante »** regroupant les documents suivants :

- 1° Les rapports de repérage des matériaux et produits des listes A et B contenant de l'amiante ;
- 2° Le cas échéant, la date, la nature, la localisation et les résultats des évaluations périodiques de l'état de conservation, des mesures d'empoussièrément, des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits contenant de l'amiante et des mesures conservatoires mises en œuvre ;
- 3° Les recommandations générales de sécurité à l'égard de ces matériaux et produits, notamment procédures d'intervention, y compris les procédures de gestion et d'élimination des déchets ;
- 4° Une fiche récapitulative

Le Dossier Technique « Amiante » est établi sur la base d'un repérage portant sur les matériaux et produits figurant dans les listes A et B définies à l'annexe 13-9 du code de la santé publique et accessibles sans travaux destructifs.

Les propriétaires des immeubles constituent le Dossier Technique « Amiante » avant les dates limites suivantes :

- Le 31 décembre 2003 pour les immeubles de grande hauteur et les établissements recevant du public classés de la première à la quatrième catégorie à l'exception des parties privatives des immeubles collectifs d'habitation.
- Le 31 décembre 2005 pour les immeubles de bureaux, les établissements recevant du public et classés dans la cinquième catégorie, les immeubles destinés à l'exercice d'une activité industrielle ou agricole, les locaux de travail et les parties à usage commun des immeubles collectifs d'habitation.

Préalablement à la réalisation de travaux un repérage complémentaire est nécessaire en fonction de la nature des travaux. En effet, des matériaux susceptibles de contenir de l'amiante pouvaient être occultés lors du repérage non destructif en vue de la constitution du DTA.

Le Dossier Technique « Amiante » est tenu à jour par le propriétaire et intègre les éléments relatifs aux matériaux et produits contenant de l'amiante découverts à l'occasion de travaux ou d'opérations d'entretien.

## MODALITES DE CONSULTATION & COMMUNICATION DU DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE

La fiche récapitulative du Dossier Technique « Amiante » est communiquée par le propriétaire dans un délai d'un mois après sa constitution ou sa mise à jour aux occupants de l'immeuble bâti et, si cet immeuble comporte des locaux de travail, aux employeurs.

Le Dossier Technique « Amiante » est tenu par le propriétaire à la disposition des occupants de l'immeuble bâti concerné, des employeurs, des représentants du personnel et des médecins du travail lorsque l'immeuble comporte des locaux de travail. Ces personnes sont informées des modalités de consultation du dossier.

Le Dossier Technique « Amiante » est communiqué par le propriétaire aux personnes et instances suivantes, sur leur demande et dans le cadre de leurs attributions respectives :

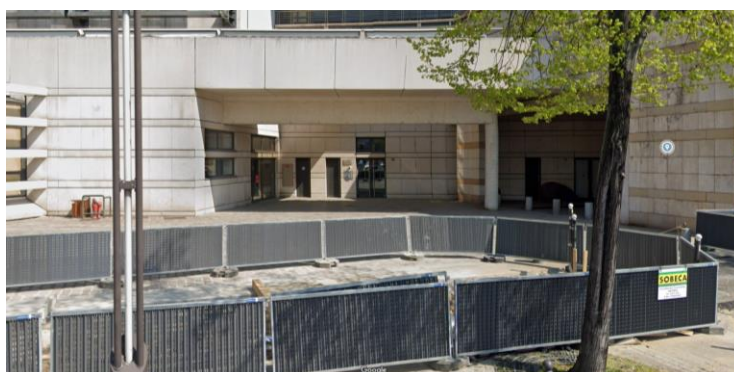
- a) Agents ou services mentionnés au premier alinéa de l'article L. 1312-1, aux articles L. 1421-1 et L. 1435-7 et au deuxième alinéa de l'article L. 1422-1 du code de la santé publique ;
  - b) Inspecteurs et contrôleurs du travail ;
  - c) Inspecteurs d'hygiène et sécurité ;
  - d) Agents du service de prévention des organismes de sécurité sociale et de l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics ;
  - e) Agents du ministère chargé de la construction mentionnés à l'article L. 151-1 du code de la construction et de l'habitation ;
  - f) Inspecteurs de la jeunesse et des sports ;
  - g) Personnes chargées de l'inspection des installations classées et des installations nucléaires de base mentionnées à l'article L. 514-5 du code de l'environnement ;
  - h) Commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité ;
  - i) Toute personne physique ou morale appelée à effectuer des travaux dans l'immeuble bâti.
- Le propriétaire conserve une attestation écrite de la communication du dossier à ces personnes.



## FICHE RECAPITULATIVE

## FICHE RECAPITULATIVE DU DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE

<b>Référence DTA</b>	40622-4
<b>Propriétaire</b>	MINISTERE DE L'ECONOMIE 59, boulevard Vincent Auriol 75013 PARIS
<b>Adresse du site</b>	8/10, place du bataillon Pacifique 75012 PARIS
<b>Type</b>	Immeuble de bureaux
<b>Etendue de la mission</b>	Ensemble des locaux du bâtiment Crèche Necker
<b>Localisation</b>	Bât : Crèche Necker Etages : RDD à R+2
<b>Locaux annexes</b>	Néant



## PREAMBULE

La présente fiche récapitulative répond aux obligations édictées par les articles R1334-14 à R1334-29- 9 du code de la Santé Publique. Elle est établie selon le nouveau modèle défini par l'annexe II de l'arrêté du 21 décembre 2012, dans le cadre de la restructuration réglementaire amiante issue du décret 2011-629 du 3 juin 2011.

Elle concerne les locaux désignés ci-dessus et sa mise à jour est effectuée à chaque modification du Dossier Technique Amiante.

La fiche récapitulative mentionne les travaux qui ont été réalisés pour retirer ou confiner des matériaux ou produits contenant de l'amiante. Elle est mise à jour systématiquement à l'occasion de travaux ayant conduit à la découverte ou à la suppression de matériaux ou produits contenant de l'amiante.

Elle est destinée aux occupants, aux entreprises ou à toute personne susceptible d'intervenir directement ou à proximité de matériaux contenant de l'amiante.

Cette fiche récapitulative constitue également l'état amiante mentionné à l'article L.1334-13 du code de la Santé Publique à fournir, en particulier, au plus tard à la date de toute promesse de vente ou d'achat, lors d'une transaction immobilière.

Date	Référence	Objet	Nom du rédacteur DTA	Coordonnées de la société
12/11/2021	40622-1	Mise à jour	Farid SOUCHANE	QUALITAT EXPERTISES - 92-98 Bd Victor Hugo 92110 CLICHY
28/08/2017	19324-2	Mise à jour	LOURENCO Victor	QUALITAT EXPERTISES - 92-98 Bd Victor Hugo 92110 CLICHY
22/12/2009	027.AMIA.002	Création du DTA	Mr JACOB	APAVE 13-17 rue Salneuve 75854 PARIS CEDEX 17



## Sommaire

<b>1. Identification immeuble, détenteur et modalités de consultation du DTA</b>	<b>3</b>
<b>2. Rapport(s) de repérage de référence et documents annexes</b>	<b>4</b>
a. Rapports de repérage de référence	4
b. Documents annexes	4
<b>3. Liste des parties de l'immeuble bâti ayant donné lieu au repérage</b>	<b>5</b>
<b>4. Identification et évaluations périodiques de matériaux et produits contenant de l'amiante</b>	<b>6</b>
a. Matériaux et produits de la liste A de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante	6
b. Matériaux et produits de la liste B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante	6
c. Matériaux et produits hors listes A et B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante	6
<b>5. Matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante pour lesquels des analyses ultérieures sont à effectuer</b>	<b>7</b>
a. Matériaux et produits de la liste A de l'annexe 13-9	7
b. Matériaux et produits de la liste B de l'annexe 13-9	7
c. Matériaux et produits hors listes A et B de l'annexe 13-9	7
<b>6. Travaux de retrait ou de confinement – Mesures conservatoires</b>	<b>8</b>
a. Matériaux et produits de la liste A de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante	8
b. Matériaux et produits de la liste B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante	8
c. Matériaux et produits contenant de l'amiante (hors listes A et B de l'annexe 13-9)	8
<b>7. Recommandations générales de sécurité</b>	<b>9</b>

### Annexe : Plans / Croquis



## 1. Identification immeuble, détenteur et modalités de consultation du DTA

Référence DTA	40622-4
Propriétaire	MINISTERE DE L'ECONOMIE 59, boulevard Vincent Auriol 75013 PARIS
Adresse du site	8/10, place du bataillon Pacifique 75012 PARIS
Type	Immeuble de bureaux
Etendue de la mission N° de lot(s) copropriété	Ensemble des locaux du bâtiment Crèche Necker <i>Hors Ascenseurs intégrés au DTA référence 19321-2 Bâtiment Necker</i>
Localisation	Bât : Crèche Necker Etages : RDD à R+2
Locaux annexes	Néant
Date de construction / Date de permis de construire	1989

### Modalités de consultation

**Détenteur du DTA :**

MINISTERES ECONOMIQUES ET FINANCIERS  
120, rue de Bercy  
75012 PARIS – TÉLÉDOC 731

**Consultation :** sur demande, aux heures de bureau.

**Lieu :**

MINISTERES ECONOMIQUES ET FINANCIERS  
120, rue de Bercy  
75012 PARIS – TÉLÉDOC 731



## 2. Rapport(s) de repérage de référence et documents annexes

### a. Rapports de repérage de référence

Date rapport	Type rapport	Référence rapport	Nom du rédacteur	Société	Type de repérage	Conclusions
12/11/2021	Rapport état de conservation	40622-4	Farid SOUCHANE	QUALITAT EXPERTISES	Liste A et B	Présence d'amiante
28/08/2017	Rapport de repérage	19324-1	LOURENCO Victor	QUALITAT EXPERTISES	Liste A et B	Présence d'amiante
28/08/2017	Rapport état de conservation	19324-1	LOURENCO Victor	QUALITAT EXPERTISES	Liste A et B	Présence d'amiante
15/01/2010	Rapport de repérage	027.AMIA.001	Mr JACOB	APAVE	Liste A et B	Présence d'amiante
06/06/1997	Rapport de repérage	97.803.860.154 9/CN/AL	Mr NOISELIET	APAVE	Liste A	Absence d'amiante

### b. Documents annexes

Date document	Type document	Référence document	Nom du rédacteur	Société
Aucun document fourni				



### 3. Liste des parties de l'immeuble bâti ayant donné lieu au repérage

Liste des différents repérages	Référence rapport de repérage	Liste des parties de l'immeuble bâti visitées (1)	Liste des parties de l'immeuble bâti non visitées devant donner lieu à une prochaine visite (2)
Repérage des matériaux de la liste A au titre de l'article R. 1334-20 du code de la santé publique :	Rapport état de conservation 40622-4 12/11/2021 QUALITAT EXPERTISES	Ensemble des matériaux contenant de l'amiante des listes A et B, référencés dans les rapports de référence, aux localisations correspondantes	Néant
	Rapport de repérage 19324-1 28/08/2017 QUALITAT EXPERTISES	<u>Eléments extérieurs</u> Ensemble des éléments extérieurs de la crèche	
	Rapport état de conservation 19324-1 28/08/2017 QUALITAT EXPERTISES	<u>Eléments intérieurs</u> Ensemble des locaux concernés par l'évaluation de l'état de conservation - se référer au Rapport correspondant	
	Rapport de repérage 027.AMIA.001 15/01/2010 APAVE	<u>Eléments intérieurs</u> Ensemble des locaux de la crèche	
	Rapport de repérage 97.803.860.1549/CN/AL 06/06/1997 APAVE	<u>Eléments intérieurs</u> Ensemble des locaux du bâtiment Necker dont les locaux de la crèche.	
Repérage des matériaux de la liste B au titre de l'article R. 1334-21 du code de la santé publique :	Rapport état de conservation 40622-4 12/11/2021 QUALITAT EXPERTISES	Ensemble des matériaux contenant de l'amiante des listes A et B, référencés dans les rapports de référence, aux localisations correspondantes	Néant
	Rapport de repérage 19324-1 28/08/2017 QUALITAT EXPERTISES	<u>Eléments extérieurs</u> Ensemble des éléments extérieurs de la crèche	
	Rapport état de conservation 19324-1 28/08/2017 QUALITAT EXPERTISES	<u>Eléments intérieurs</u> Ensemble des locaux concernés par l'évaluation de l'état de conservation - se référer au Rapport correspondant	
	Rapport de repérage 027.AMIA.001 15/01/2010 APAVE	<u>Eléments intérieurs</u> Ensemble des locaux de la crèche	
Autre repérages (préciser)	-	-	

(1) Tous les locaux doivent être obligatoirement visités

(2) Pour les locaux non visités, permettre leur identification et en indiquer le motif (exemple : locaux inaccessibles, clefs absentes...) et, lorsqu'elle est connue, la date du repérage complémentaire programmé.



## 4. Identification et évaluations périodiques de matériaux et produits contenant de l'amiante

### a. Matériaux et produits de la liste A de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

N° MCA	Dernier rapport de référence	Réf. matériau	Matériau ou produit	Etat de conservation + Mesures réglementaires	Mesures d'empoussièrement
NEANT					

### b. Matériaux et produits de la liste B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

N° MCA	Dernier rapport de référence	Réf. matériau	Matériau ou produit	Etat de conservation + Mesures réglementaires	Mesures d'empoussièrement
1	12/11/2021 Rapport état de conservation 40622-4 QUALITAT EXPERTISES	1	Enveloppe de calorifuge bitumineuse sur réseau d'eau glacée	Protection physique non étanche ou absence de protection physique - Matériau dégradé - Dégradation ponctuelle EP - Evaluation périodique	-
	<b>Localisation précise (réf plan ou croquis ou photos joints)</b>				
	<b>RDC :</b> COULOIR PRINCIPAL, LOCAL CÔTÉ SORTIE DE SECOURS, LOCAL POUBELLES, LOCAL TECHNIQUE 2240 (CTA)				
	<b>REZ DE DALLE :</b> OFFICE 1837, PLACARD TECHNIQUE, WC 1				
	<b>Historique des repérages et des évaluations de l'état de conservation :</b> 28/08/2017 - Rapport état de conservation - 19324-1 - QUALITAT EXPERTISES - 1 - Présence - Protection physique non étanche ou absence de protection physique - Matériau dégradé - Dégradation ponctuelle - EP - Evaluation périodique 15/01/2010 - Rapport de repérage - 027.AMIA.001 - APAVE - / - Présence - Protection physique non étanche ou absence de protection physique - Matériau dégradé - Dégradation ponctuelle - EP - Evaluation périodique				

N° MCA	Dernier rapport de référence	Réf. matériau	Matériau ou produit	Etat de conservation + Mesures réglementaires	Mesures d'empoussièrement
2	12/11/2021 Rapport état de conservation 40622-4 QUALITAT EXPERTISES	2	Accessoires fibres-ciment plaques fibreuses grises en garnissage intérieur de bacs à fleurs métalliques	Protection physique non étanche ou absence de protection physique - Matériau non dégradé EP - Evaluation périodique	-
	<b>Localisation précise (réf plan ou croquis ou photos joints)</b>				
	<b>ÉLÉMENTS EXTERIEURS :</b> TERRASSE 2 R+1				
	<b>Historique des repérages et des évaluations de l'état de conservation :</b> 28/08/2017 - Rapport de repérage - 19324-1 - QUALITAT EXPERTISES - 1 - Présence - Protection physique non étanche ou absence de protection physique - Matériau non dégradé - EP - Evaluation périodique				

### c. Matériaux et produits hors listes A et B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

N° MCA	Dernier rapport de référence	Réf. matériau	Matériau ou produit	Etat de conservation (1)
3	15/01/2010 Rapport de repérage 027.AMIA.001 APAVE	/	Joints (tresses) coupe-feu au droit de passage de murs ou planchers	Bon état
	Localisation précise (réf plan ou croquis ou photos joints)			
	RDC : COULOIR CÔTE SORTIE DE SECOURS, LOCAL CÔTÉ SORTIE DE SECOURS			
	R+2 : LOCAL RIA CÔTE CIRCULATION, LOCAL RIA FACE A L'ASCENSSEUR, PLACARD TECHNIQUE CÔTE SALLES ACTIVITES			
	REZ DE DALLE : FACE AU LOCAL 1217, LOCAL RIA, LOCAL TECHNIQUE FACE AU VIDOIRE, PLACARD TECHNIQUE CÔTE RIA, PLACARD TECHNIQUE CÔTE WC FEMMES, RIA CÔTE DORTOIRE 1217			
	Historique des repérages et des évaluations de l'état de conservation : Néant			

(1) Les matériaux et produits contenant de l'amiante (hors listes A et B), lors de leur repérage, ne sont pas soumis réglementairement à une évaluation de leur état de conservation. L'information concernant l'état de conservation de ces matériaux n'est donnée qu'à titre indicatif. De plus ce matériau (Hors liste A&B) n'a pas été cartographié dans le rapport de référence.



## 5. Matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante pour lesquels des analyses ultérieures sont à effectuer

### a. Matériaux et produits de la liste A de l'annexe 13-9

N° MCA	Dernier rapport de référence	Réf. matériau	Matériau ou produit	Etat de conservation + Mesures réglementaires (1)	Raisons pour lesquelles il n'a pas été possible de conclure
NEANT					

(1) Ces matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante, ne sont pas soumis réglementairement à une évaluation de leur état de conservation. L'information concernant l'état de conservation de ces matériaux est donnée à titre indicatif.

### b. Matériaux et produits de la liste B de l'annexe 13-9

N° MCA	Dernier rapport de référence	Réf. matériau	Matériau ou produit	Etat de conservation + Mesures réglementaires (1)	Raisons pour lesquelles il n'a pas été possible de conclure
NEANT					

(1) Ces matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante, ne sont pas soumis réglementairement à une évaluation de leur état de conservation. L'information concernant l'état de conservation de ces matériaux est donnée à titre indicatif.

### c. Matériaux et produits hors listes A et B de l'annexe 13-9

N° MCA	Dernier rapport de référence	Réf. matériau	Matériau ou produit	Etat de conservation (1)
NEANT				

(1) Ces matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante, ne sont pas soumis réglementairement à une évaluation de leur état de conservation. L'information concernant l'état de conservation de ces matériaux est donnée à titre indicatif.



## 6. Travaux de retrait ou de confinement – Mesures conservatoires

### a. Matériaux et produits de la liste A de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

N° MCA	Matériau ou produit	Documents annexes de référence	Réf. Matériau existant	Nature, dates et entreprises concernant les travaux ou mesures conservatoires	Résultats de l'examen visuel et des mesures d'empoussièrement (art. R 1334-29-3 du code de la santé publique)
NEANT					

### b. Matériaux et produits de la liste B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

N° MCA	Matériau ou produit	Documents annexes de référence	Réf. Matériau existant	Nature, dates et entreprises concernant les travaux ou mesures conservatoires	Résultats de l'examen visuel et des mesures d'empoussièrement (art. R 1334-29-3 du code de la santé publique)
NEANT					

### c. Matériaux et produits contenant de l'amiante (hors listes A et B de l'annexe 13-9)

N° MCA	Matériau ou produit	Documents annexes de référence	Réf. Matériau existant	Nature, dates et entreprises concernant les travaux ou mesures conservatoires	Résultats de l'examen visuel et des mesures d'empoussièrement (art. R 1334-29-3 du code de la santé publique)
NEANT					



## 7. Recommandations générales de sécurité

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à la présence d'amiante dans un bâtiment. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans le bâtiment et des personnes appelées à intervenir sur les matériaux ou produits contenant de l'amiante.

Ces mesures sont inscrites dans le dossier technique amiante et dans sa fiche récapitulative que le propriétaire constitue et tient à jour en application des dispositions de l'article R. 1334-29-5 du code de la santé publique.

La mise à jour régulière et la communication du dossier technique amiante ont vocation à assurer l'information des occupants et des différents intervenants dans le bâtiment sur la présence des matériaux et produits contenant de l'amiante, afin de permettre la mise en œuvre des mesures visant à prévenir les expositions.

Les recommandations générales de sécurité définies ci-après rappellent les règles de base destinées à prévenir les expositions. Le propriétaire (ou, à défaut, l'exploitant) de l'immeuble concerné adapte ces recommandations aux particularités de chaque bâtiment et de ses conditions d'occupation ainsi qu'aux situations particulières rencontrées.

Ces recommandations générales de sécurité ne se substituent en aucun cas aux obligations réglementaires existantes en matière de prévention des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs, inscrites dans le code du travail.

### 1. Informations générales

#### a) Dangerosité de l'amiante

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérogènes avérées pour l'homme. Elles sont à l'origine de cancers qui peuvent atteindre soit la plèvre qui entoure les poumons (mésothéliomes), soit les bronches et/ou les poumons (cancers broncho-pulmonaires). Ces lésions surviennent longtemps (souvent entre 20 à 40 ans) après le début de l'exposition à l'amiante. Le Centre international de recherche sur le cancer (CIIRC) a également établi récemment un lien entre exposition à l'amiante et cancers du larynx et des ovaires. D'autres pathologies, non cancéreuses, peuvent également survenir en lien avec une exposition à l'amiante. Il s'agit exceptionnellement d'épanchements pleuraux (liquide dans la plèvre) qui peuvent être récidivants ou de plaques pleurales (qui épaississent la plèvre). Dans le cas d'empoussièrement important, habituellement d'origine professionnelle, l'amiante peut provoquer une sclérose (asbestose) qui réduira la capacité respiratoire et peut dans les cas les plus graves produire une insuffisance respiratoire parfois mortelle. Le risque de cancer du poumon peut être majoré par l'exposition à d'autres agents cancérogènes, comme la fumée du tabac.

b) Présence d'amiante dans des matériaux et produits en bon état de conservation L'amiante a été intégré dans la composition de nombreux matériaux utilisés notamment pour la construction. En raison de son caractère cancérogène, ses usages ont été restreints progressivement à partir de 1977, pour aboutir à une interdiction totale en 1997. En fonction de leur caractéristique, les matériaux et produits contenant de l'amiante peuvent libérer des fibres d'amiante en cas d'usure ou lors d'interventions mettant en cause l'intégrité du matériau ou produit (par exemple perçage, ponçage, découpe, friction...). Ces situations peuvent alors conduire à des expositions importantes si des mesures de protection renforcées ne sont pas prises. Pour rappel, les matériaux et produits répertoriés aux listes A et B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique font l'objet d'une évaluation de l'état de conservation dont les modalités sont définies par arrêté. Il convient de suivre les recommandations émises par les opérateurs de repérage dits « diagnostiqueurs » pour la gestion des matériaux ou produits repérés. De façon générale, il est important de veiller au maintien en bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante et de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation de ceux-ci.

### 2. Intervention de professionnels soumis aux dispositions du code du travail.

Il est recommandé aux particuliers d'éviter dans la mesure du possible toute intervention directe sur des matériaux et produits contenant de l'amiante et de faire appel à des professionnels compétents dans de telles situations. Les entreprises réalisant des opérations sur matériaux et produits contenant de l'amiante sont soumises aux dispositions des articles R. 4412-94 à R. 4412-148 du code du travail. Les entreprises qui réalisent des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits contenant de l'amiante doivent en particulier être certifiées dans les conditions prévues à l'article R. 4412-129. Cette certification est obligatoire à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2013 pour les entreprises effectuant des travaux de retrait sur l'enveloppe extérieure des immeubles bâtis et à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2014 pour les entreprises de génie civil. Des documents d'information et des conseils pratiques de prévention adaptés sont disponibles sur le site Travailler-mieux (<http://www.travailler-mieux.gouv.fr>) et sur le site de l'Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles (<http://www.inrs.fr>).

### 3. Recommandations générales de sécurité

Il convient d'éviter au maximum l'émission de poussières notamment lors d'interventions ponctuelles non répétées, par exemple :

- perçage d'un mur pour accrocher un tableau ;
- remplacement de joints sur des matériaux contenant de l'amiante ;
- travaux réalisés à proximité d'un matériau contenant de l'amiante en bon état, par exemple des interventions légères dans des boîtiers électriques, sur des gaines ou des circuits situés sous un flocage sans action directe sur celui-ci, de remplacement d'une vanne sur une canalisation calorifugée à l'amiante. L'émission de poussières peut être limitée par humidification locale des matériaux contenant de l'amiante en prenant les mesures nécessaires pour éviter tout risque électrique et/ou en utilisant de préférence des outils manuels ou des outils à vitesse lente. Le port d'équipements adaptés de protection respiratoire est recommandé. Le port d'une combinaison jetable permet d'éviter la propagation de fibres d'amiante en dehors de la zone de travail. Les combinaisons doivent être jetées après chaque utilisation. Des informations sur le choix des équipements de protection sont disponibles sur le site internet amiante de l'INRS à l'adresse suivante : [www.amiante.inrs.fr](http://www.amiante.inrs.fr). De plus, il convient de disposer d'un sac à déchets à proximité immédiate de la zone de travail et d'une éponge ou d'un chiffon humide de nettoyage.



#### 4. Gestion des déchets contenant de l'amiante

Les déchets de toute nature contenant de l'amiante sont des déchets dangereux. A ce titre, un certain nombre de dispositions réglementaires, dont les principales sont rappelées ci-après, encadrent leur élimination. Lors de travaux conduisant à un désamiantage de tout ou partie de l'immeuble, la personne pour laquelle les travaux sont réalisés, c'est-à-dire les maîtres d'ouvrage, en règle générale les propriétaires, ont la responsabilité de la bonne gestion des déchets produits, conformément aux dispositions de l'article L. 541-2 du code de l'environnement. Ce sont les producteurs des déchets au sens du code de l'environnement.

Les déchets liés au fonctionnement d'un chantier (équipements de protection, matériel, filtres, bâches, etc.) sont de la responsabilité de l'entreprise qui réalise les travaux.

##### a. Conditionnement des déchets

Les déchets de toute nature susceptibles de libérer des fibres d'amiante sont conditionnés et traités de manière à ne pas provoquer d'émission de poussières. Ils sont ramassés au fur et à mesure de leur production et conditionnés dans des emballages appropriés et fermés, avec apposition de l'étiquetage prévu par le décret no 88-466 du 28 avril 1988 relatif aux produits contenant de l'amiante et par le code de l'environnement notamment ses articles R. 551-1 à R. 551-13 relatifs aux dispositions générales relatives à tous les ouvrages d'infrastructures en matière de stationnement, chargement ou déchargement de matières dangereuses. Les professionnels soumis aux dispositions du code du travail doivent procéder à l'évacuation des déchets, hors du chantier, aussitôt que possible, dès que le volume le justifie après décontamination de leurs emballages.

##### b. Apport en déchèterie

Environ 10 % des déchèteries acceptent les déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité provenant de ménages, voire d'artisans. Tout autre déchet contenant de l'amiante est interdit en déchèterie. A partir du 1er janvier 2013, les exploitants de déchèterie ont l'obligation de fournir aux usagers les emballages et l'étiquetage appropriés aux déchets d'amiante.

##### c. Filières d'élimination des déchets

Les matériaux contenant de l'amiante ainsi que les équipements de protection (combinaison, masque, gants...) et les déchets issus du nettoyage (chiffon...) sont des déchets dangereux. En fonction de leur nature, plusieurs filières d'élimination peuvent être envisagées. Les déchets contenant de l'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité peuvent être éliminés dans des installations de stockage de déchets non dangereux si ces installations disposent d'un casier de stockage dédié à ce type de déchets. Tout autre déchet amianté doit être éliminé dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés. En particulier, les déchets liés au fonctionnement du chantier, lorsqu'ils sont susceptibles d'être contaminés par de l'amiante, doivent être éliminés dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés.

##### d. Information sur les déchèteries et les installations d'élimination des déchets d'amiante

Les informations relatives aux déchèteries acceptant des déchets d'amiante lié et aux installations d'élimination des déchets d'amiante peuvent être obtenues auprès :

- de la préfecture ou de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie en Ile-de-France) ou de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- du conseil général (ou conseil régional en Ile-de-France) au regard de ses compétences de planification sur les déchets dangereux ;
- de la mairie ;
- ou sur la base de données « déchets » gérée par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, directement accessible sur internet à l'adresse suivante : [www.sinoe.org](http://www.sinoe.org).

##### e. Traçabilité

Le producteur des déchets remplit un bordereau de suivi des déchets d'amiante (BSDA, CERFA no 11861). Le formulaire CERFA est téléchargeable sur le site du ministère chargé de l'environnement. Le propriétaire recevra l'original du bordereau rempli par les autres intervenants (entreprise de travaux, transporteur, exploitant de l'installation de stockage ou du site de vitrification). Dans tous les cas, le producteur des déchets devra avoir préalablement obtenu un certificat d'acceptation préalable lui garantissant l'effectivité d'une filière d'élimination des déchets. Par exception, le bordereau de suivi des déchets d'amiante n'est pas imposé aux particuliers voire aux artisans qui se rendent dans une déchèterie pour y déposer des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité. Ils ne doivent pas remplir un bordereau de suivi de déchets d'amiante, ce dernier étant élaboré par la déchèterie.

# ANNEXE

## PLANS / CROQUIS

### Explications pour la lecture du plan / croquis :

Les informations notées sur les plans / croquis comprennent :

- **Les matériaux contenant de l'amiante**

Ils sont identifiés par des zones de couleurs (cf. légende)

- **Les matériaux susceptibles de contenir de l'amiante**

Si des investigations complémentaires sont nécessaires, il peut exister des matériaux pour lesquels un doute subsiste. Ces matériaux sont identifiés par des zones de couleurs (cf. légende)

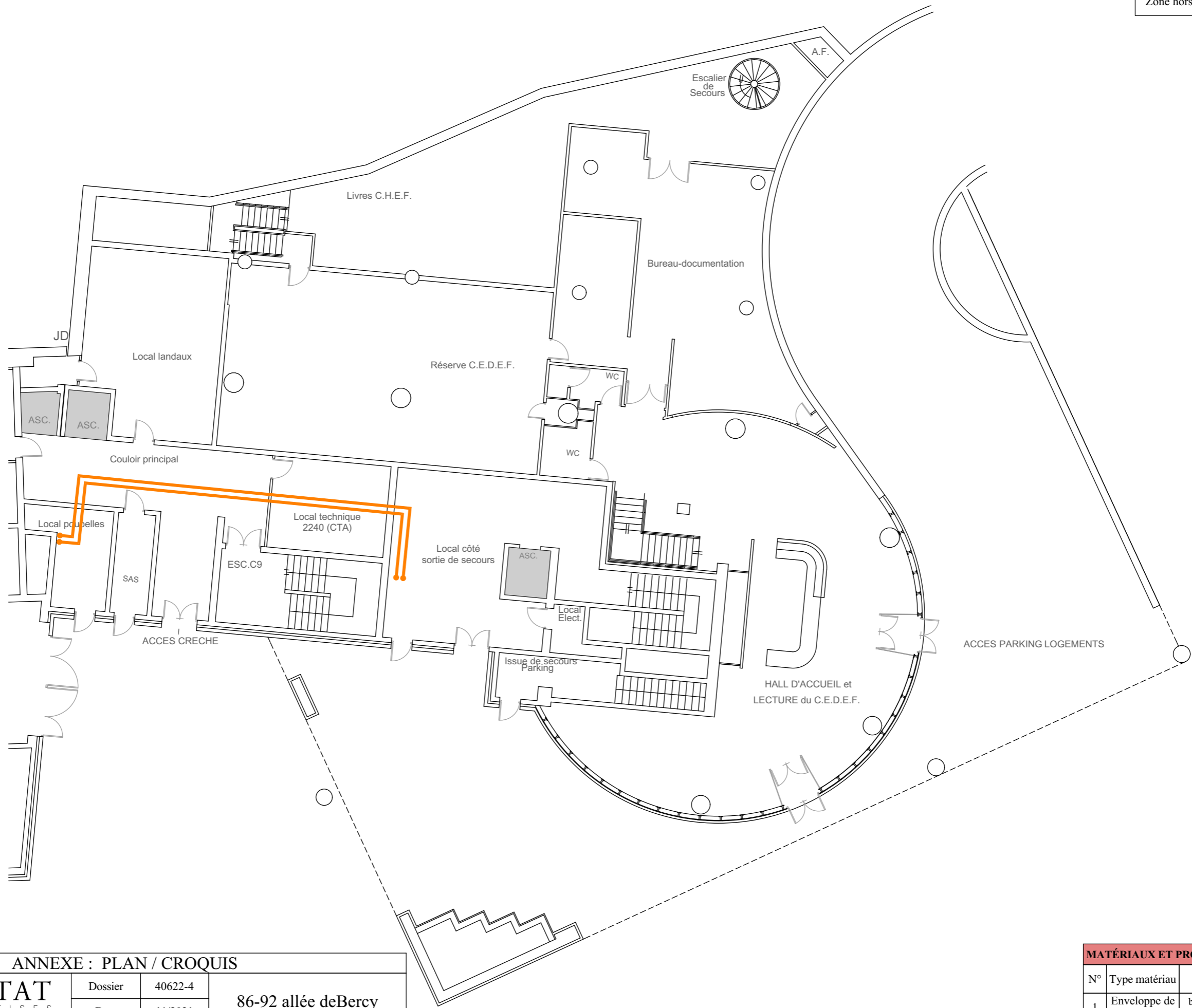
- **Les zones hors champ de la mission**

Elles sont identifiées par des zones de couleurs (cf. légende)


- **Les zones qui doivent faire l'objet d'investigations ultérieures**



Elles sont identifiées par des zones de couleurs (cf. légende)

LÉGENDE	
Zone hors champ de mission	



ANNEXE : PLAN / CROQUIS


 <b>QUALITAT</b> EXPERTISES 92/98, Bd Victor Hugo 92110 CLICHY 01 41 27 93 47    courriel@qualitat.fr	Dossier	40622-4	86-92 allée deBercy 75012 PARIS
	Date	11/2021	
	Format : A3	Page : 1/3	



MATÉRIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE			
N°	Type matériau	Descriptif	Légende
1	Enveloppe de calorifuge	bitumineuse sur réseau d'eau glacée (EP)	 
3	Joint	tresse coupe-feu au droit de passage de mursou planchers	non cartographié

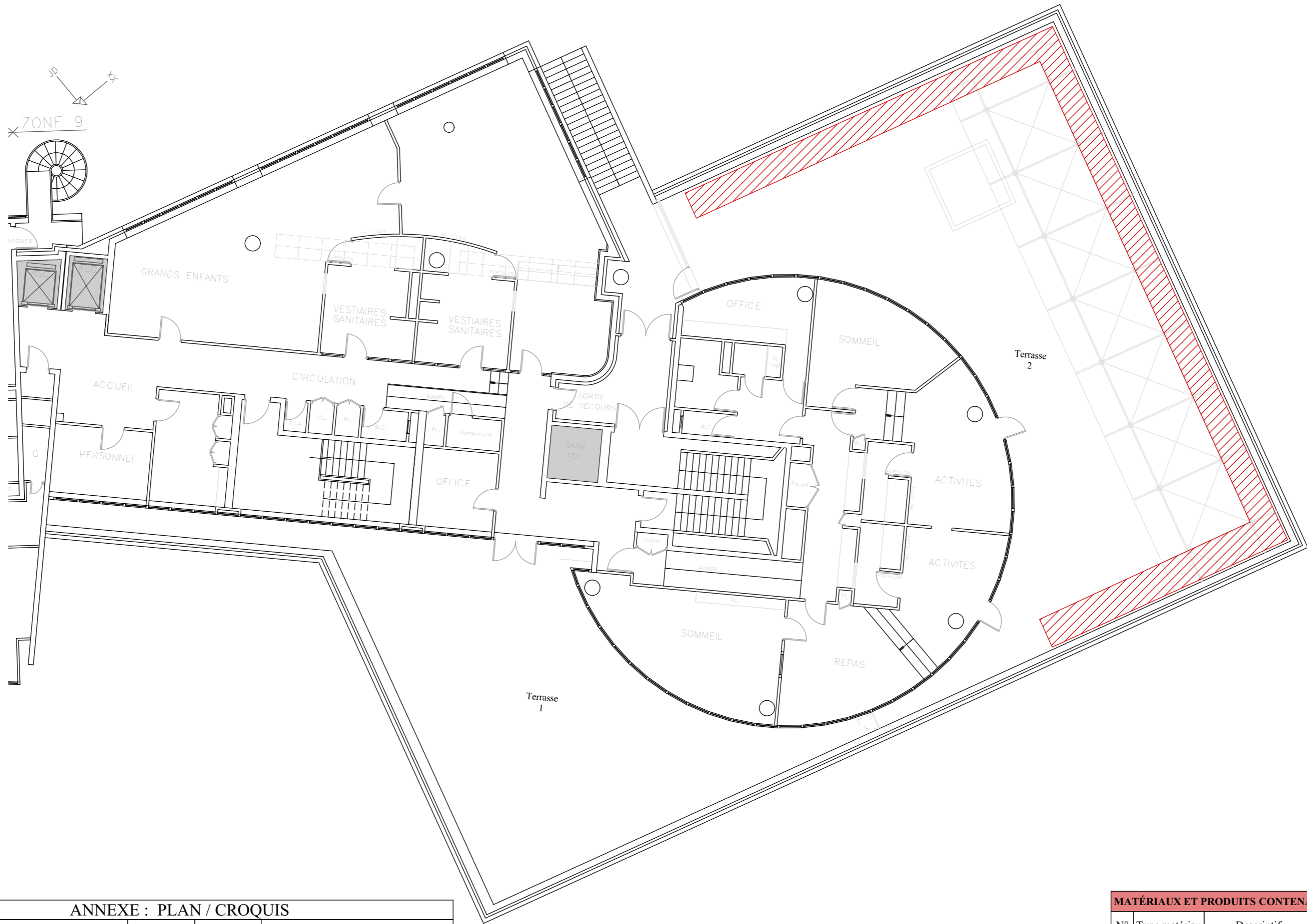
LÉGENDE	
Zone hors champ de mission	




ANNEXE : PLAN / CROQUIS

 <b>QUALITAT</b> EXPERTISES 92/98, Bd Victor Hugo 92110 CLICHY 01 41 27 93 47    courriel@qualitat.fr	Dossier	40622-4	86-92 allée deBercy 75012 PARIS
	Date	11/2021	
	Format : A3	Page : 2/3	

MATÉRIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE			
N°	Type matériau	Descriptif	Légende
1	Enveloppe de calorifuge	bitumineuse sur réseau d'eau glacée (EP)	 
3	Joint	tresse coupe-feu au droit de passage de mursou planchers	non cartographié



ANNEXE : PLAN / CROQUIS

MATÉRIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE			
N°	Type matériau	Descriptif	Légende
2	Accessoires fibres-ciment	plaques grises en garnissage intérieur de bacs à fleurs métalliques (EP)	
3	Joint	tresse coupe-feu au droit de passage de mursou planchers	non cartographié



## RAPPORTS DE REPERAGE AMIANTE

Date rapport	Type rapport	Référence rapport	Nom du rédacteur	Société	Type de repérage	Conclusions
12/11/2021	Rapport état de conservation	40622-4	Farid SOUCHANE	QUALITAT EXPERTISES	Liste A et B	Présence d'amiante
28/08/2017	Rapport de repérage	19324-1	LOURENCO Victor	QUALITAT EXPERTISES	Liste A et B	Présence d'amiante
28/08/2017	Rapport état de conservation	19324-1	LOURENCO Victor	QUALITAT EXPERTISES	Liste A et B	Présence d'amiante
15/01/2010	Rapport de repérage	027.AMIA.001	Mr JACOB	APAVE	Liste A et B	Présence d'amiante
06/06/1997	Rapport de repérage	97.803.860.154 9/CN/AL	Mr NOISELIET	APAVE	Liste A	Absence d'amiante

## RAPPORT D'EVALUATION DE L'ETAT DE CONSERVATION DE MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE EN VUE DE LA MISE A JOUR DU DTA

Référence rapport	40622-4	
Références client	Immeuble : Crèche Necker	Lot gestion : -
Adresse du site	8/10, place du bataillon Pacifique 75012 PARIS	
Type	Immeuble de bureaux	
Etendue de la mission	Ensemble des matériaux contenant de l'amiante des listes A et B, référencés dans les rapports de référence, aux localisations correspondantes.	
Localisation	Bât : Crèche Necker Etages : RDD à R+2	
Locaux annexes	Néant	
Date de construction	1989	

Propriétaire	MINISTERE DE L'ECONOMIE 59, boulevard Vincent Auriol 75013 PARIS
Donneur d'ordre	MINISTERES ECONOMIQUES ET FINANCIERS 120, rue de Bercy 75012 PARIS – TÉLÉDOC 731
Accompagnateur	MR AMIARD
Laboratoire d'analyse	Sans objet
Opérateur de repérage	Le présent rapport est établi par une personne, SOUCHANE Farid, dont les compétences sont certifiées par DEKRA Certification - 5 avenue garlande - 92220 Bagneux - Certification n° DTI3616 Date de validité : 23/05/2024
Date de repérage	12/11/2021
Date du rapport	12/11/2021

**Rédacteur :** SOUCHANE Farid



**Vérificateur :** ANCE Pierre





Historique des mises à jour du rapport		
Date	Objet	Modifications
12/11/2021	Création rapport	Pas de modification

En cas de mise à jour du rapport, la dernière version émise annule et remplace la version précédente.

## Sommaire

<b>A. Conclusions .....</b>	<b>3</b>
<b>B. Documents de référence utilisés .....</b>	<b>4</b>
<b>C. Résultats détaillés de l'évaluation .....</b>	<b>5</b>
1. Evaluation de l'état de conservation des matériaux de la liste A .....	5
2. Evaluation de l'état de conservation des matériaux de la liste B .....	6
3. Evaluation de l'état de conservation des matériaux hors liste A et B .....	8
4. MPCA non repérés .....	8
5. MPCA retirés .....	8
6. Observations .....	9
<b>D. Conditions de réalisation de l'évaluation .....</b>	<b>10</b>
1. Objet de la mission .....	10
2. Références réglementaires .....	10
3. Limite de la mission .....	10
4. Validité du rapport .....	10
5. Présentation des résultats .....	10
6. Mesures préconisées par l'opérateur lors de l'identification de matériaux et produits contenant de l'amiante selon la liste A de l'annexe 13-9 .....	11
7. Mesures préconisées par l'opérateur lors de l'identification de matériaux et produits contenant de l'amiante selon la liste B de l'annexe 13-9 .....	12
<b>E. Attestations d'assurance, de compétence, d'impartialité .....</b>	<b>13</b>

### Annexe : Plans / Croquis



## A. Conclusions

### Etat de conservation des matériaux et produits repérés :

N°	Matériau / produit	Rapport de repérage de référence	Référence matériau initiale	Etat de conservation + Mesures réglementaires	Liste Matériau
1	Enveloppe de calorifuge bitumineuse sur réseau d'eau glacée	Rapport état de conservation N°19324-1 du 28/08/2017 réalisé par LOURENCO Victor de la société QUALITAT EXPERTISES	1	Protection physique non étanche ou absence de protection physique - Matériau dégradé - Dégradation ponctuelle EP - Evaluation périodique	Liste B
Localisation / ZPSO :					
RDC : COULOIR PRINCIPAL, LOCAL CÔTÉ SORTIE DE SECOURS, LOCAL POUBELLES, LOCAL TECHNIQUE 2240 (CTA)					
REZ DE DALLE : OFFICE 1837, PLACARD TECHNIQUE, WC 1					

N°	Matériau / produit	Rapport de repérage de référence	Référence matériau initiale	Etat de conservation + Mesures réglementaires	Liste Matériau
2	Accessoires fibres-ciment plaques fibreuses grises en garnissage intérieur de bacs à fleurs métalliques	Rapport de repérage N°19324-1 du 28/08/2017 réalisé par LOURENCO Victor de la société QUALITAT EXPERTISES	1	Protection physique non étanche ou absence de protection physique - Matériau non dégradé EP - Evaluation périodique	Liste B
Localisation / ZPSO :					
ÉLÉMENTS EXTERIEURS : TERRASSE 2 R+1					

### Liste des matériaux et produits non repérés :

N°	Matériau / produit	Rapport de repérage de référence	Référence matériau initiale	Observations matériau / produit	Liste Matériau
NEANT					

### Liste des matériaux et produits ayant été retirés :

N°	Matériau / produit	Rapport de repérage de référence	Référence matériau initiale	Observations matériau / produit	Liste Matériau
NEANT					



## B. Documents de référence utilisés

Les documents ci-dessous ont été fournis par le donneur d'ordre ou son représentant :

### Rapports de repérage

Date rapport	Type rapport	Référence rapport	Nom du rédacteur	Société	Type de repérage	Conclusions
28/08/2017	Rapport de repérage	19324-1	LOURENCO Victor	QUALITAT EXPERTISES	Liste A et B	Présence d'amiante
28/08/2017	Rapport état de conservation	19324-1	LOURENCO Victor	QUALITAT EXPERTISES	Liste A et B	Présence d'amiante

### Autres documents

Date document	Type document	Référence document	Nom du rédacteur	Société
Aucun document fourni				



## C. Résultats détaillés de l'évaluation

### 1. Evaluation de l'état de conservation des matériaux de la liste A


Liste des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante encore en place et accessibles le jour de notre visite avec l'état de conservation correspondant

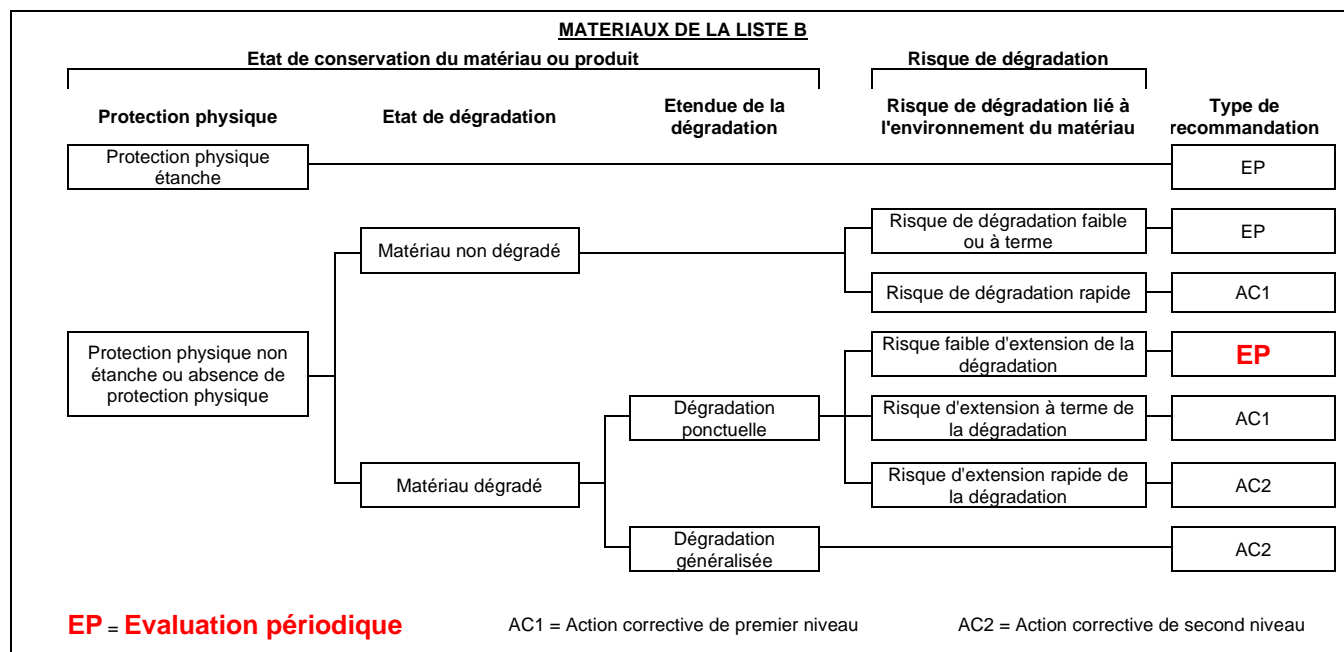
Néant



## 2. Evaluation de l'état de conservation des matériaux de la liste B


Liste des matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante encore en place et accessibles le jour de notre visite avec l'état de conservation correspondant

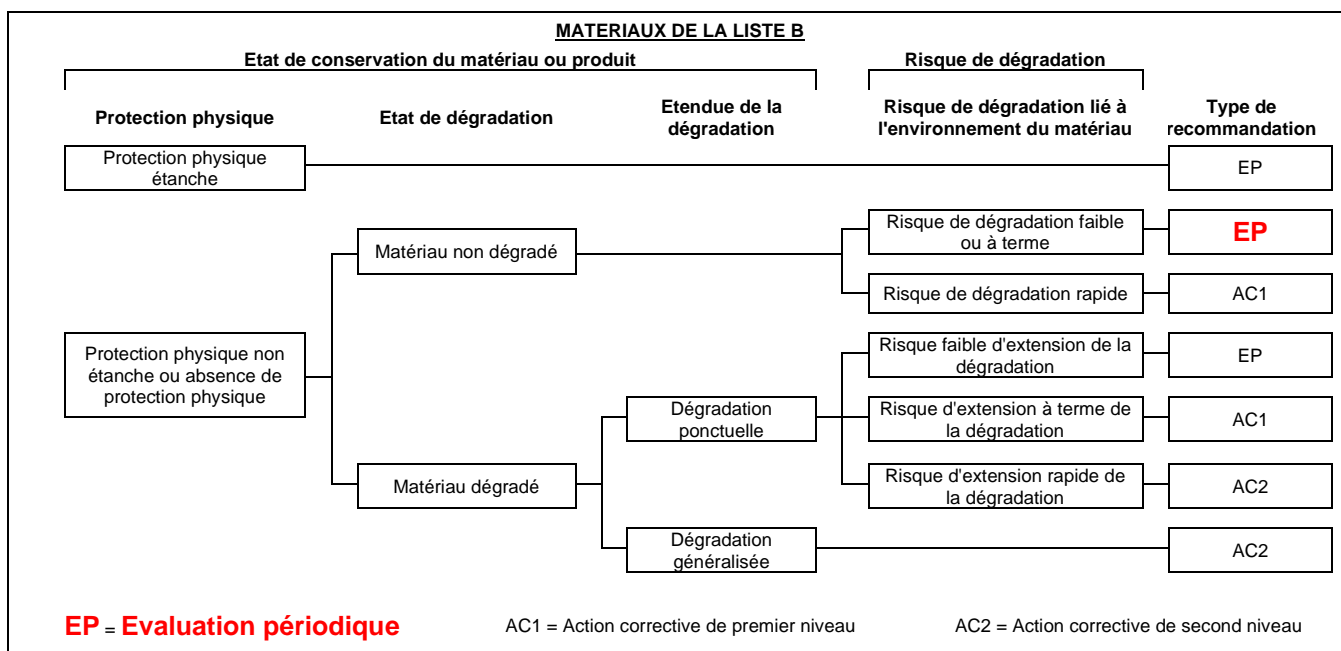
Matériau / Produit N°1 : Enveloppe de calorifuge			
Conclusion	Matériau contenant de l'amiante		
Type matériau / produit	Enveloppe de calorifuge bitumineuse sur réseau d'eau glacée		
Rapport de référence	Rapport état de conservation N°19324-1 du 28/08/2017 réalisé par LOURENCO Victor de la société QUALITAT EXPERTISES		
Réf. matériau (Dans rapport de référence)	1		
Etat conservation		Mesures réglementaires	Mesures conservatoires
Protection physique non étanche ou absence de protection physique - Matériau dégradé - Dégradation ponctuelle		EP - Evaluation périodique	NEANT
Localisation / ZPSO			
<b>RDC :</b> COULOIR PRINCIPAL, LOCAL CÔTÉ SORTIE DE SECOURS, LOCAL POUBELLES, LOCAL TECHNIQUE 2240 (CTA) <b>REZ DE DALLE :</b> OFFICE 1837, PLACARD TECHNIQUE, WC 1			





## Matériau / Produit N°2 : Accessoires fibres-ciment

Conclusion	Matériau contenant de l'amiante		
Type matériau / produit	Accessoires fibres-ciment plaques fibreuses grises en garnissage intérieur de bacs à fleurs métalliques		
Rapport de référence	Rapport de repérage N°19324-1 du 28/08/2017 réalisé par LOURENCO Victor de la société QUALITAT EXPERTISES		
Réf. matériau (Dans rapport de référence)	1		
Etat conservation		Mesures réglementaires	Mesures conservatoires
Protection physique non étanche ou absence de protection physique - Matériau non dégradé		EP - Evaluation périodique	NEANT
Localisation / ZPSO			
ÉLÉMENTS EXTERIEURS : TERRASSE 2 R+1			





### 3. Evaluation de l'état de conservation des matériaux hors liste A et B

---

Liste des matériaux et produits n'appartenant ni à la liste A ni à la liste B et contenant de l'amiante encore en place et accessibles le jour de notre visite avec l'état de conservation correspondant.

Néant

### 4. MPCA non repérés

---

Liste des matériaux et produits non repérés le jour de notre visite pour lesquels il ne nous a, par conséquent, pas été possible d'établir l'état de conservation correspondant.

Néant

### 5. MPCA retirés

---

Liste des matériaux et produits ayant été retirés. Conclusions basées sur un constat visuel ou après consultation de documents spécifiques.

Néant



## 6. Observations

Locaux non visités	Justification
NEANT	

### Liste des investigations approfondies à mettre en place pour mener la mission à son terme

NEANT

### Observations et/ou investigations complémentaires

NEANT



## D. Conditions de réalisation de l'évaluation

### 1. Objet de la mission

Notre mission consiste à réaliser l'évaluation de l'état de conservation de matériaux et produits contenant de l'amiante repérés et identifiés dans des rapports de repérage antérieurs, ou le cas échéant à constater le retrait de ces matériaux et produits.

La commande a été passée le 25/10/2021

### 2. Références réglementaires

Le présent rapport établit un diagnostic sur les risques inhérents à la présence d'amiante en application des textes suivants :

- Code de la santé publique (partie réglementaire : R1334-14 à 29 ; partie législative L1334-13).
- Décret n° 2011-629 du 3 juin 2011 – Protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis.
- Arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage.
- Arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante et du risque de dégradation lié à l'environnement ainsi que le contenu du rapport de repérage.

### 3. Limite de la mission

- La mission est limitée aux parties de l'immeuble bâti pour lesquelles une mission a été confiée à l'opérateur de repérage et aux éléments rendus accessibles lors de l'intervention de l'opérateur de repérage.
- Les résultats obtenus dans le cadre de la mission ne pourront en aucun cas tenir lieu de repérage exhaustif de matériaux et produits contenant de l'amiante du ou des bâtiments ou zones visités, ou d'examen visuel des surfaces traitées au sens du Code de la Santé Publique.
- Le cas échéant, en cas de date de dépôt du permis de construire non communiquée, il a été considéré, notamment au vu même du bien, que celui-ci est bien antérieur au 01/07/1997

### 4. Validité du rapport

Seule l'intégralité du rapport original peut engager la responsabilité de la Société QUALITAT EXPERTISES (Annexes comprises).

### 5. Présentation des résultats

#### **Matériau / Produit :**

Dans les résultats présentés, un matériau ou produit est un élément de la construction – ou partie d'ouvrage – de même nature et présentant des caractéristiques intrinsèques identiques, dont la composition a pu intégrer de l'amiante pendant certaines périodes de sa fabrication.

Chaque matériau ou produit fait l'objet d'une fiche d'identification et de cotation.

Un matériau ou produit peut comporter plusieurs couches.

Dans ce rapport tous les matériaux ou produits sont indiqués par des numéros différents qui ne se suivent pas forcément.



## 6. Mesures préconisées par l'opérateur lors de l'identification de matériaux et produits contenant de l'amiante selon la liste A de l'annexe 13-9

Le propriétaire met en œuvre les préconisations mentionnées à l'article [R. 1334-20](#) selon les modalités suivantes :

- **Score 1 :** Faire réaliser une évaluation périodique de l'état de conservation du matériau

**L'évaluation périodique** de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante est effectuée dans un délai maximal de trois ans à compter de la date de remise au propriétaire du rapport de repérage ou des résultats de la dernière évaluation de l'état de conservation ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage ou de son usage. La personne ayant réalisé cette évaluation en remet les résultats au propriétaire contre accusé de réception ;

- **Score 2 :** Faire réaliser une surveillance du niveau d'empoussièrement

**La mesure d'empoussièrement** dans l'air est effectuée dans les conditions définies à l'article [R. 1334-25](#), dans un délai de trois mois à compter de la date de remise au propriétaire du rapport de repérage ou des résultats de la dernière évaluation de l'état de conservation. L'organisme qui réalise les prélèvements d'air remet les résultats des mesures d'empoussièrement au propriétaire contre accusé de réception.

Si le niveau d'empoussièrement mesuré dans l'air en application de l'article [R. 1334-27](#) est inférieur ou égal à la valeur de cinq fibres par litre, le propriétaire fait procéder à l'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante prévue à l'article [R. 1334-20](#), dans un délai maximal de trois ans à compter de la date de remise des résultats des mesures d'empoussièrement ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage ou de son usage.

Si le niveau d'empoussièrement mesuré dans l'air en application de l'article [R. 1334-27](#) est supérieur à cinq fibres par litre, le propriétaire fait procéder à des travaux de confinement ou de retrait de l'amiante selon les modalités prévues à l'article [R. 1334-29](#).

- **Score 3 :** Faire réaliser des travaux de retrait ou de confinement du matériau

**Les travaux de confinement ou de retrait de l'amiante** sont mis en œuvre selon les modalités prévues à l'article [R. 1334-29](#).

Les travaux sont achevés dans un délai de trente-six mois à compter de la date à laquelle sont remis au propriétaire le rapport de repérage ou les résultats des mesures d'empoussièrement ou de la dernière évaluation de l'état de conservation.

Pendant la période précédant les travaux, des mesures conservatoires appropriées sont mises en œuvre afin de réduire l'exposition des occupants et de la maintenir au niveau le plus bas possible, et, dans tous les cas, à un niveau d'empoussièrement inférieur à cinq fibres par litre. Les mesures conservatoires ne doivent conduire à aucune sollicitation des matériaux et produits concernés par les travaux.

Le propriétaire informe le préfet du département du lieu d'implantation de l'immeuble concerné, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle sont remis le rapport de repérage ou les résultats des mesures d'empoussièrement ou de la dernière évaluation de l'état de conservation, des mesures conservatoires mises en œuvre, et, dans un délai de douze mois, des travaux à réaliser et de l'échéancier proposé.



## 7. Mesures préconisées par l'opérateur lors de l'identification de matériaux et produits contenant de l'amiante selon la liste B de l'annexe 13-9

Recommandations détaillées en fonction des évaluations des matériaux et produits contenant de l'amiante de la liste B :

- **L'évaluation périodique :**

Lorsque le type de matériau ou produit concerné contenant de l'amiante, la nature et l'étendue des dégradations qu'il présente et l'évaluation du risque de dégradation ne conduisent pas à conclure à la nécessité d'une action de protection immédiate sur le matériau ou produit. Dans ce cas, l'opérateur de repérage indique au propriétaire que cette évaluation périodique consiste à :

- a) Contrôler périodiquement que l'état de dégradation des matériaux et produits concernés ne s'aggrave pas et, le cas échéant, que leur protection demeure en bon état de conservation ;
- b) Rechercher, le cas échéant, les causes de dégradation et prendre les mesures appropriées pour les supprimer.

- **L'action corrective de premier niveau :**

Lorsque le type de matériau ou produit concerné contenant de l'amiante, la nature et l'étendue des dégradations et l'évaluation du risque de dégradation conduisent à conclure à la nécessité d'une action de remise en état limitée au remplacement, au recouvrement ou à la protection des seuls éléments dégradés. A cette recommandation est associé, le cas échéant, un rappel de l'obligation de faire appel à une entreprise certifiée pour le retrait ou le confinement. Dans ce cas, l'opérateur de repérage indique au propriétaire que cette action corrective de premier niveau consiste à :

- a) Rechercher les causes de la dégradation et définir les mesures correctives appropriées pour les supprimer ;
- b) Procéder à la mise en œuvre de ces mesures correctives afin d'éviter toute nouvelle dégradation et, dans l'attente, prendre les mesures de protection appropriées afin de limiter le risque de dispersion des fibres d'amiante ;
- c) Veiller à ce que les modifications apportées ne soient pas de nature à aggraver l'état des autres matériaux et produits contenant de l'amiante restant accessibles dans la même zone ;
- d) Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles ainsi que, le cas échéant, leur protection demeurent en bon état de conservation.

- **L'action corrective de second niveau :**

Elle concerne l'ensemble d'une zone, de telle sorte que le matériau ou produit ne soit plus soumis à aucune agression ni dégradation. Dans ce cas, l'opérateur de repérage indique au propriétaire que cette action corrective de second niveau consiste à :

- a) Prendre, tant que les mesures mentionnées au c n'ont pas été mises en place, les mesures conservatoires appropriées pour limiter le risque de dégradation et la dispersion des fibres d'amiante. Cela peut consister à adapter, voire condamner l'usage des locaux concernés afin d'éviter toute exposition et toute dégradation du matériau ou produit contenant de l'amiante. Durant les mesures conservatoires, et afin de vérifier que celles-ci sont adaptées, une mesure d'empoussièrement est réalisée, conformément aux dispositions du code de la santé publique ;
- b) Procéder à une analyse de risque complémentaire, afin de définir les mesures de protection ou de retrait les plus adaptées, prenant en compte l'intégralité des matériaux et produits contenant de l'amiante dans la zone concernée ;
- c) Mettre en œuvre les mesures de protection ou de retrait définies par l'analyse de risque ;
- d) Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles, ainsi que leur protection, demeurent en bon état de conservation.



## E. Attestations d'assurance, de compétence, d'impartialité.

### Votre Assurance

► RCE PRESTATAIRES



Assurance et Banque

ATTESTATION

### COURTIER

**CARENE ASSCES PACT OFFICE**

9 PLACE BENOIT CREPU

BP 5004

69245 LYON CEDEX 05

**Tél : 04 72 41 96 96**

Fax : 04 72 40 99 96

Portefeuille : 0201351084

SAS AGENCE QUALITAT EXPERTISE  
0092 BD VICTOR HUGO  
92 A 98  
92110 CLICHY FR

### Vos références :

**Contrat n° 4981163004**

Client n° 0404788720

AXA France IARD, atteste que :

**SAS AGENCE QUALITAT EXPERTISE  
0092 BD VICTOR HUGO  
92 A 98  
92110 CLICHY**

est titulaire d'un contrat d'assurance **N° 4981163004** ayant pris effet le **03/04/2017** garantissant les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile pouvant lui incomber du fait de l'exercice des activités suivantes :

### **ACTIVITE 1 :**

- Contrôle périodique amiante
- Diagnostic amiante avant travaux/avant démolition
- Diagnostic amiante avant vente
- Dossier technique amiante
- contrôle visuel amiante après travaux, conformément à la norme NFX 46 021
- Diagnostic gaz
- Diagnostic termites
- Etat parasitaire
- Exposition au plomb (CREP)
- Recherche de plomb avant travaux
- Diagnostic d'intoxication au plomb peinture (DRIP)
- Loi Carrez
- Mesurage surface utile
- Mesurage SHON (Surface Hors Œuvre Nette) et SHOB (Surface Hors Œuvre Brute)
- Mesurage surface de plancher
- Etat des risques naturels, miniers et technologiques
- Diagnostic de performance énergétique
- Etat de l'installation intérieure de l'électricité
- Diagnostic légionellose

10055202010104

### **AXA France IARD SA**

Société anonyme au capital de 214 799 030 Euros

Siège social : 313, Terrasses de l'Arche - 92727 Nanterre Cedex 722 057 460 R.C.S. Nanterre

Entreprise régie par le Code des assurances - TVA intracommunautaire n° FR 14 722 057 460

Opérations d'assurances exonérées de TVA - art. 261-C CGI - sauf pour les garanties portées par AXA Assistance

1/3



- Prêt conventionné et prêts à taux zéro (normes d'habitabilité)
- Calcul des tantièmes et millièmes de copropriétés
- Diagnostic technique SRU - Diagnostic technique d'immeuble
- Diagnostic accessibilité des personnes à mobilité réduite
- Diagnostic portant sur la gestion des déchets issus de la démolition de bâtiments conformément au Décret n° 2011-610 du 31 mai 2011
- Recherche de plomb dans l'eau
- Dossier Amiante Parties Privatives

**A L'EXCLUSION DE TOUTE MISSION D'ARCHITECTE, DE BUREAU D'ETUDES TECHNIQUES ET DE TOUTE IMMIXTION EN MAITRISE D'OEUVRE OU PRECONISATION TECHNIQUE PORTANT SUR DES OUVRAGES VISES PAR LES ARTICLES 1792 A 1792-6 DU CODE CIVIL**

- Audit Energétique avec préconisation de mesures visant à réaliser des économies d'énergie
- Etude Capacitaire
- Mesurage d'empoussièrement en fibres d'amiante

**A L'EXCLUSION DE TOUTE MISSION D'ARCHITECTE, DE BUREAU D'ETUDES TECHNIQUES ET DE TOUTE IMMIXTION EN MAITRISE D'OEUVRE OU PRECONISATION TECHNIQUE PORTANT SUR DES OUVRAGES VISES PAR LES ARTICLES 1792 A 1792-6 DU CODE CIVIL**

**A L'EXCLUSION DE TOUTE PRESTATION DE REALISATION DE DEVIS OU CHIFFRAGE DE TRAVAUX.**

- Formation aux diagnostics immobiliers **SANS DELIVRANCE DE CERTIFICAT DE COMPETENCE**

## **ACTIVITE 2**

Prestations de relevé et modélisation 3D (B.I.M. : Building Information Modeling), pour le compte de maîtres d'ouvrages, maîtres d'œuvre et de bureaux d'études, relatives à tous types de bâtiments existants dans le cadre de projet de rénovation/réhabilitation ou de maintenance/exploitation

**A L'EXCLUSION DE TOUTE MISSION D'ARCHITECTE, DE BUREAU D'ETUDES TECHNIQUES ET DE TOUTE IMMIXTION EN MAITRISE D'OEUVRE OU PRECONISATION TECHNIQUE PORTANT SUR DES OUVRAGES VISES PAR LES ARTICLES 1792 A 1792-6 DU CODE CIVIL**

### **AXA France IARD SA**

Société anonyme au capital de 214 799 030 Euros  
Siège social : 313, Terrasses de l'Arche - 92727 Nanterre Cedex 722 057 460 R.C.S. Nanterre  
Entreprise régie par le Code des assurances - TVA intracommunautaire n° FR 14 722 057 460  
Opérations d'assurances exonérées de TVA - art. 261-C CGI - sauf pour les garanties portées par AXA Assistance

2/3



NATURE DES GARANTIES	LIMITES DES GARANTIES
Tous dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs confondus (autres que ceux visés au paragraphe « Autres garanties » ci-après)	9 000 000 € par année d'assurance
<b>Dont :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• <b>Dommages corporels</b></li></ul>	9 000 000 € par année d'assurance
<ul style="list-style-type: none"><li>• <b>Dommages matériels et immatériels consécutifs confondus</b></li></ul>	3 000 000 € par année d'assurance
<b>Autres garanties :</b>	
<b>Faute inexcusable</b> (dommages corporels) (article 2.1 des conditions générales)	2 000 000 € par année d'assurance dont 1.000.000 € par sinistre
<b>Atteinte accidentelle à l'environnement</b> (tous dommages confondus) (article 3.1 des conditions générales)	750 000 € par année d'assurance
<b>Dommages immatériels non consécutifs</b> (selon extension aux conditions particulières y compris <b>la Responsabilité Civile Professionnelle obligatoire</b> )	3 000 000 € par année d'assurance
<b>Dommages aux biens confiés</b> (selon extension aux conditions particulières)	150 000 € par sinistre
<b>Reconstitution de documents/ médias confiés</b> (selon extension aux conditions particulières)	30 000 € par sinistre

La présente attestation ne peut engager l'Assureur au-delà des limites et conditions du contrat auquel elle se réfère.

La présente attestation est valable pour la période du **01/01/2021** au **01/01/2022** sous réserve des possibilités de suspension ou de résiliation en cours d'année d'assurance pour les cas prévus par le Code des Assurances ou le contrat.

Fait à PARIS le 4 janvier 2021  
Pour la société :

**AXA France IARD SA**

Société anonyme au capital de 214 799 030 Euros  
Siège social : 313, Terrasses de l'Arche - 92727 Nanterre Cedex 722 057 460 R.C.S. Nanterre  
Entreprise régie par le Code des assurances - TVA intracommunautaire n° FR 14 722 057 460  
Opérations d'assurances exonérées de TVA - art. 261-C CGI - sauf pour les garanties portées par AXA Assistance

3/3



## ATTESTATION SUR L'HONNEUR

Je soussigné SOUCHANE Farid, exerçant la profession d'opérateur en diagnostic immobilier, conformément à l'application de l'article L 271-6 du Code de la Construction et de l'Habitation, atteste sur l'honneur que :

- La présente prestation est réalisée en totale indépendance et impartialité.

- Je dispose des compétences requises pour effectuer le (ou les) diagnostic(s) convenu(s) ainsi qu'en atteste(nt) ma (ou mes) certification(s) de compétences, ainsi que de l'organisation et des moyens appropriés requis par les textes légaux et réglementaires.

- Certificat DEKRA
- N° de certificat DTI3616
- Certificats délivrés jusqu'au :

1. Amiante : 23/05/2024
2. Termites : 23/09/2024
3. DPE : 23/09/2024

- Je suis couvert par une assurance couvrant les éventuelles conséquences qui pourraient résulter de mon intervention.

- J'ai conscience que toute fausse déclaration ainsi que toute intervention effectuée en violation des contraintes légales est passible de sanctions pénales d'un montant de 1 500 € par infraction constatée, le double en cas de récidive.

Fait à CLICHY  
Le 27/09/2019  
Signature



# CERTIFICAT

DE COMPETENCES

## Diagnosticqueur immobilier certifié

DEKRA CERTIFICATION SAS certifie que Monsieur

**Farid SOUCHANE**

est titulaire du certificat de compétences N°DTI3616 pour :

	DU	AU
- Diagnostic amiante sans mention	24/05/2019	23/05/2024
- Diagnostic amiante avec mention	24/05/2019	23/05/2024
- Etat relatif à la présence de termites (France Métropolitaine)	24/09/2019	23/09/2024
- Diagnostic de performance énergétique	24/09/2019	23/09/2024
- Diagnostic de performance énergétique tous types de bâtiments	24/09/2019	23/09/2024

Ces compétences répondent aux exigences de compétences définies en vertu du code de la construction et de l'habitation (art. L.271-4 et suivants, R.271-1 et suivants ainsi que leurs arrêtés d'application\*) pour les diagnostics réglementaires. La preuve de conformité a été apportée par l'évaluation de certification. Ce certificat est valable à condition que les résultats des divers audits de surveillance soient pleinement satisfaisants.

\* Arrêté du 21 novembre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs des constats de risque d'exposition au plomb ou agréés pour réaliser des diagnostics plomb dans les immeubles d'habitation et les critères d'accréditation des organismes de certification modifié par l'arrêté du 7 décembre 2011 ; Arrêté du 24 juillet 2016 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérage et d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification ; Arrêté du 30 octobre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment et les critères d'accréditation des organismes de certification modifié par les arrêtés des 14 décembre 2009 et du 7 décembre 2011 ; Arrêté du 18 octobre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique ou l'évaluation de plus en compte de la réglementation thermique et les critères d'accréditation des organismes de certification modifié par les arrêtés des 03 décembre 2009 et du 13 décembre 2011 ; Arrêté du 6 avril 2007 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure de gaz et les critères d'accréditation des organismes de certification modifié par les arrêtés des 15 décembre 2009 et 18 décembre 2011 ; Arrêté du 8 juillet 2008 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification modifié par les arrêtés des 10 décembre 2009 et 2 décembre 2011.



Le Directeur Général, Yvan MAINGUY  
Bagneux, le 27/09/2019



Numéro d'accréditation :  
4-0081  
Portée disponible  
sur [www.cofrac.fr](http://www.cofrac.fr)

Le non-respect des clauses définies dans les Conditions Générales peuvent rendre ce certificat invalide

Seule la version originale du certificat, avec bande argentée à gauche, fait foi

DEKRA Certification SAS \* 5 avenue Garlande - F92220 Bagneux \* [www.dekra-certification.fr](http://www.dekra-certification.fr)

# ANNEXE

## PLANS / CROQUIS

### **Explications pour la lecture du plan / croquis :**

Les informations notées sur les plans / croquis comprennent :

- **Les matériaux contenant de l'amiante**

Ils sont identifiés par des zones de couleurs (cf. légende)

- **Les matériaux susceptibles de contenir de l'amiante**

Si des investigations complémentaires sont nécessaires, il peut exister des matériaux pour lesquels un doute subsiste. Ces matériaux sont identifiés par des zones de couleurs (cf. légende)

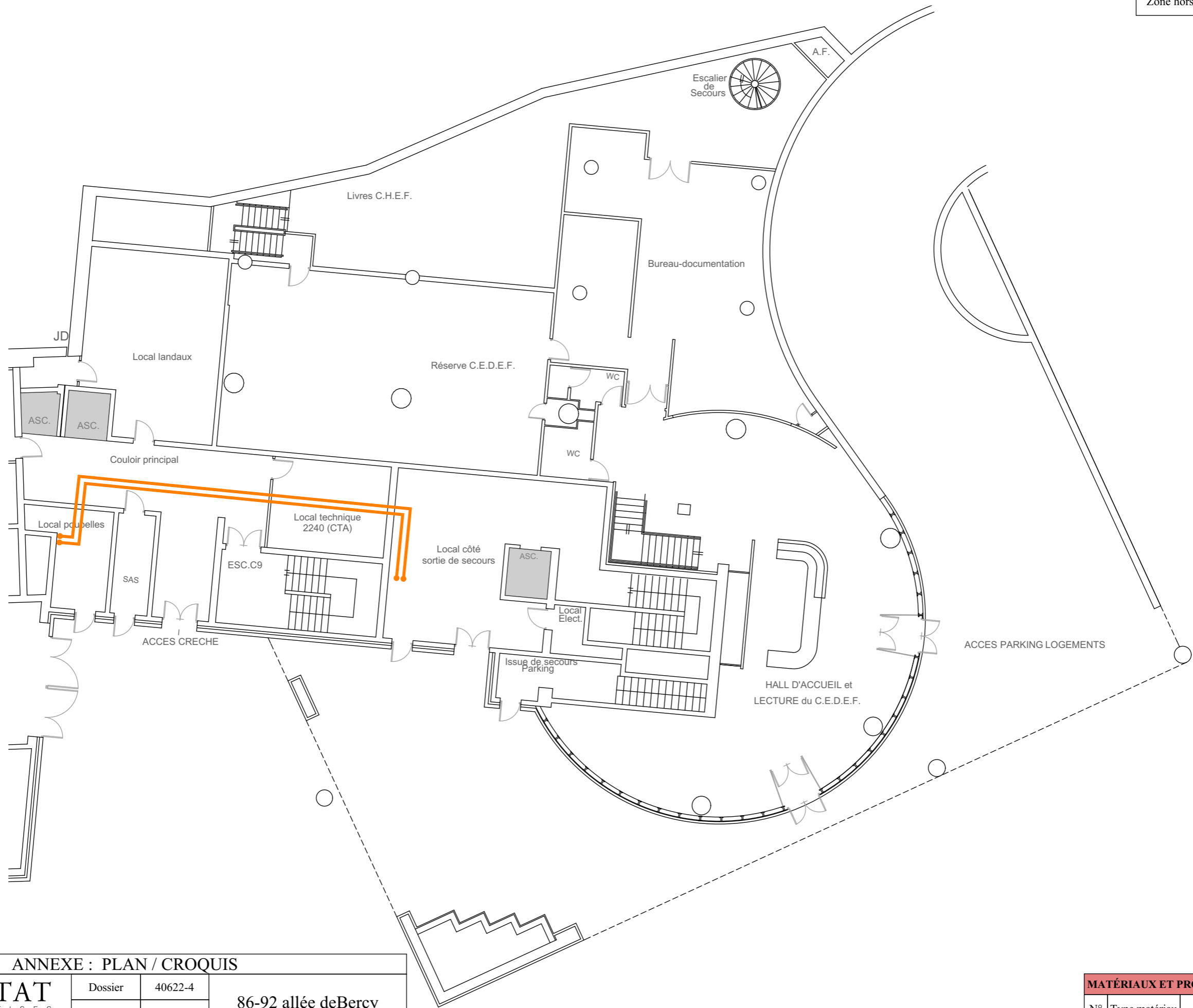
- **Les zones hors champ de la mission**

Elles sont identifiées par des zones de couleurs (cf. légende)

- **Les zones qui doivent faire l'objet d'investigations ultérieures**

Elles sont identifiées par des zones de couleurs (cf. légende)

LÉGENDE	
Zone hors champ de mission	






ANNEXE : PLAN / CROQUIS

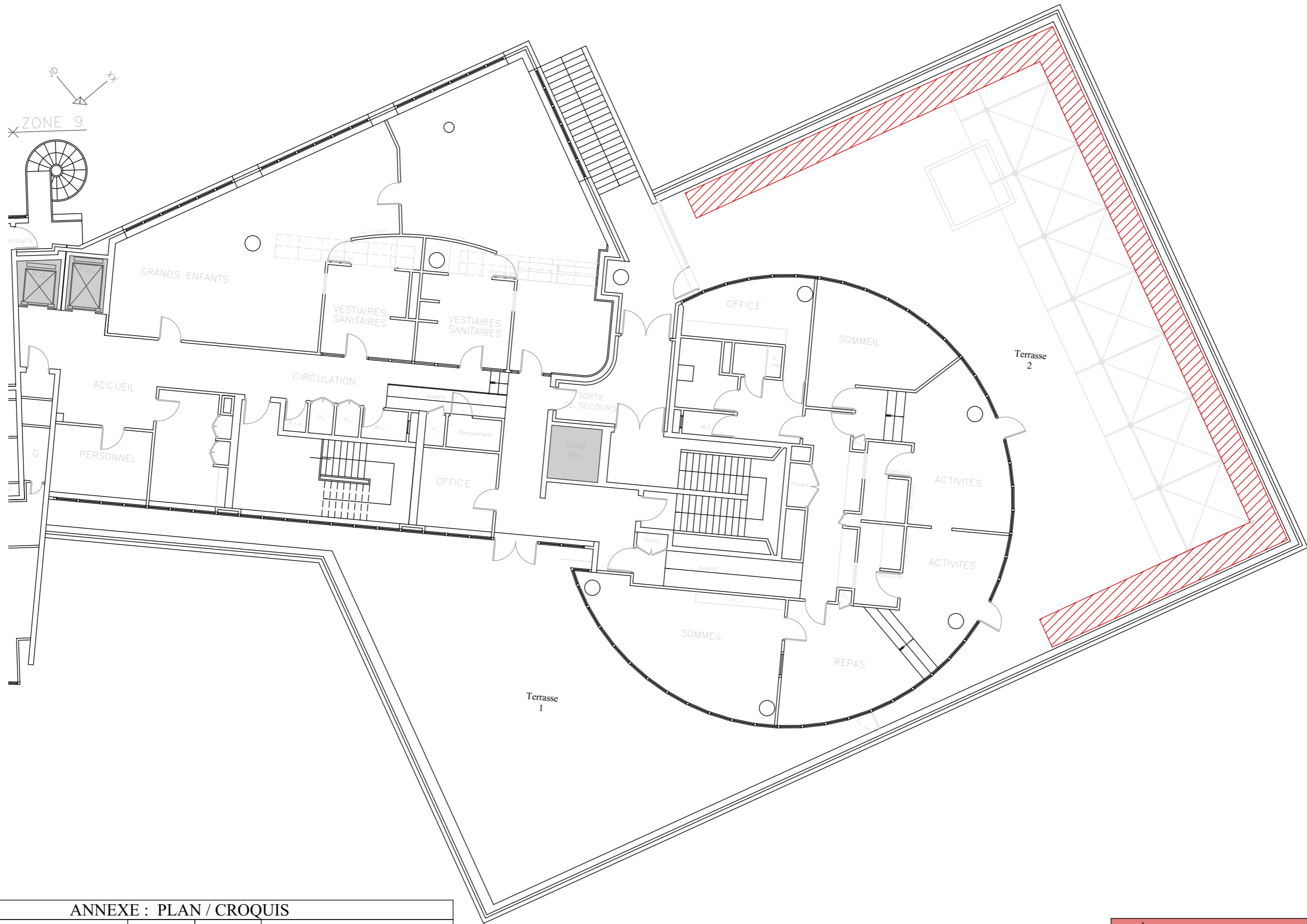
MATÉRIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE			
N°	Type matériau	Descriptif	Légende
1	Enveloppe de calorifuge	bitumineuse sur réseau d'eau glacée (EP)	




ANNEXE : PLAN / CROQUIS


 <div>QUALITAT EXPERTISES 92/98, Bd Victor Hugo 92110 CLICHY 01 41 27 93 47    courriel@qualitat.fr</div>	Dossier	40622-4	86-92 allée deBercy 75012 PARIS
	Date	11/2021	
	Format : A3	Page : 2/3	

MATÉRIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE			
N°	Type matériau	Descriptif	Légende
1	Enveloppe de calorifuge	bitumineuse sur réseau d'eau glacée (EP)	 



ANNEXE : PLAN / CROQUIS

 <b>QUALITAT</b> EXPERTISES 92/98, Bd Victor Hugo 92110 CLICHY 01 41 27 93 47    courriel@qualitat.fr	Dossier	40622-4	86-92 allée deBercy 75012 PARIS
	Date	11/2021	
	Format : A3	Page : 3/3	

MATÉRIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE			
N°	Type matériau	Descriptif	Légende
2	Accessoires fibres-ciment	plaques grises en garnissage intérieur de bacs à fleurs métalliques (EP)	



**RAPPORT D'EVALUATION DE L'ETAT DE CONSERVATION  
DE MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE  
EN VUE DE LA MISE A JOUR DU DTA**

Référence rapport	19324-1	BON DE COMMANDE : 1508126744
Références client	Immeuble : Crèche Necker	Lot gestion : -
Adresse du site	8/10, place du bataillon Pacifique 75012 PARIS	
Type	Immeuble de bureaux	
Etendue de la mission	Ensemble des locaux intérieurs présentant de l'amiante d'après le rapport de référence	
Localisation	<b>RDC :</b> COULOIR PRINCIPAL LOCAL CÔTÉ SORTIE DE SECOURS LOCAL POUBELLES LOCAL TECHNIQUE 2240 (CTA)	<b>REZ DE DALLE :</b> OFFICE 1837 PLACARD TECHNIQUE WC 1
Locaux annexes	NEANT	
Date de construction	Décennie 1980	

Propriétaire	Bureau SEP2B 139, rue de Bercy 75012 PARIS
Donneur d'ordre	Bureau SEP2B 139, rue de Bercy 75012 PARIS
Accompagnateur	MR JEAN-PIERRE LOUZE
Laboratoire d'analyse	EUROFINS 117, Quai de Valmy 75010 PARIS
Opérateur de repérage	Le présent rapport est établi par LOURENCO Victor - Certification n° C0738 délivrée par QUALIXPERT - 17 rue Borrel - 81100 CASTRES Date de validité : 21/01/2018
Date(s) de repérage	26/07/2017
Date du rapport	28/08/2017

**Rédacteur :** LOURENCO Victor

**Vérificateur :** AMAURY Hadrien

## Sommaire

<b>A. Conclusions .....</b>	<b>3</b>
<b>B. Documents de référence utilisés .....</b>	<b>4</b>
<b>C. Conditions de réalisation de l'évaluation.....</b>	<b>4</b>
1. Objet de la mission .....	4
2. Références réglementaires .....	4
3. Limite de la mission .....	4
4. Validité du rapport .....	4
5. Mesures préconisées par l'opérateur lors de l'identification de matériaux et produits contenant de l'amiante selon la liste A de l'annexe 13-9 .....	5
6. Mesures préconisées par l'opérateur lors de l'identification de matériaux et produits contenant de l'amiante selon la liste B de l'annexe 13-9 .....	6
<b>D. Résultats détaillés de l'évaluation .....</b>	<b>7</b>
1. Evaluation de l'état de conservation des matériaux de la liste A .....	7
2. Evaluation de l'état de conservation des matériaux de la liste B .....	7
3. Evaluation de l'état de conservation des matériaux hors liste A et B .....	8
4. MCA non repérés .....	8
5. MCA retirés.....	8
6. Observations .....	9
<b>E. Annexe : Schéma de repérage .....</b>	<b>10</b>
<b>F. Attestations d'assurance, de compétence, d'impartialité.....</b>	<b>13</b>

## A. Conclusions

### Etat de conservation des matériaux repérés :

N°	Matériau	Localisation	Rapport de repérage de référence	Référence matériau initiale	Etat de conservation + Mesures réglementaires	Liste Matériau
1	Enveloppe de calorifuge bitumineuse sur réseau d'eau glacée	<u><b>RDC :</b></u> COULOIR PRINCIPAL LOCAL CÔTÉ SORTIE DE SECOURS LOCAL POUBELLES LOCAL TECHNIQUE 2240 (CTA)  <u><b>REZ DE DALLE :</b></u> OFFICE 1837 PLACARD TECHNIQUE WC 1	Rapport de repérage N°027.AMIA.001 du 15/01/2010 réalisé par Mr JACOB de la société APAVE	N1	Protection physique non étanche ou absence de protection physique - Matériau dégradé - Dégradation ponctuelle  EP - Evaluation périodique	Liste B

### Liste des matériaux non repérés :

N°	Matériau	Localisation	Rapport de repérage de référence	Référence matériau initiale	Observations matériau	Liste Matériau
NEANT						

### Liste des matériaux ayant été retirés :

N°	Matériau	Localisation	Rapport de repérage de référence	Référence matériau initiale	Observations matériau	Liste Matériau
NEANT						

## B. Documents de référence utilisés

### Rapports de repérage

Date rapport	Type rapport	Référence rapport	Nom du technicien	Société	Type de repérage	Conclusions
15/01/2010	Rapport de repérage	027.AMIA.001	Mr JACOB	APAVE	Liste A et B	Présence d'amiante

### Autres documents

Date document	Type document	Référence document	Nom du technicien	Société
Aucun document fourni				

## C. Conditions de réalisation de l'évaluation

### 1. Objet de la mission

La Société QUALITAT Expertises a été sollicitée afin d'effectuer une évaluation de l'état de conservation de matériaux contenant de l'amiante repérés dans des rapports de repérage déjà existants et de confirmer le cas échéant le retrait de ces derniers. Il ne s'agit donc pas d'un repérage des matériaux contenant de l'amiante. La commande a été passée le 04/07/2017

### 2. Références réglementaires

Le présent rapport établit un diagnostic sur les risques inhérents à la présence d'amiante en application :

- Du code de la santé publique (partie réglementaire : R1334-14 à 29 ; partie législative L1334-13).
- Décret n° 2011-629 du 3 juin 2011 modifié le 01/02/2012 – Protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis.
- De l'arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage.
- De l'arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante et du risque de dégradation lié à l'environnement ainsi que le contenu du rapport de repérage.

### 3. Limite de la mission

La mission est limitée aux parties de l'immeuble bâti pour lesquelles une mission a été confiée à l'opérateur de repérage et aux éléments rendus accessibles lors de l'intervention de l'opérateur de repérage.

Seuls les locaux cités dans le rapport de référence comme présentant des matériaux amiantés des listes A et B ont fait l'objet de la présente évaluation de l'état de conservation. Les autres locaux intérieurs étant hors champs de mission.

### 4. Validité du rapport

- Seule l'intégralité du rapport original peut engager la responsabilité de la Société QUALITAT Expertises.

QUALITAT Expertises	Amiante état de conservation 19324 - 1
Immeuble de bureaux – Crèche Necker 8/10, place du bataillon Pacifique 75012 PARIS	5/16

## 5. Mesures préconisées par l'opérateur lors de l'identification de matériaux et produits contenant de l'amiante selon la liste A de l'annexe 13-9

Le propriétaire met en œuvre les préconisations mentionnées à l'article R. 1334-20 selon les modalités suivantes :

- **Score 1 :** Faire réaliser une évaluation périodique de l'état de conservation des flocages

**L'évaluation périodique** de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante est effectuée dans un délai maximal de trois ans à compter de la date de remise au propriétaire du rapport de repérage ou des résultats de la dernière évaluation de l'état de conservation ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage ou de son usage. La personne ayant réalisé cette évaluation en remet les résultats au propriétaire contre accusé de réception ;

- **Score 2 :** Faire réaliser une surveillance du niveau d'empoussièrement

**La mesure d'empoussièrement** dans l'air est effectuée dans les conditions définies à l'article R. 1334-25, dans un délai de trois mois à compter de la date de remise au propriétaire du rapport de repérage ou des résultats de la dernière évaluation de l'état de conservation. L'organisme qui réalise les prélèvements d'air remet les résultats des mesures d'empoussièrement au propriétaire contre accusé de réception ;

3° Les travaux de confinement ou de retrait de l'amiante sont mis en œuvre selon les modalités prévues à l'article R. 1334-29.

Si le niveau d'empoussièrement mesuré dans l'air en application de l'article [R. 1334-27](#) est inférieur ou égal à la valeur de cinq fibres par litre, le propriétaire fait procéder à l'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante prévue à l'article [R. 1334-20](#), dans un délai maximal de trois ans à compter de la date de remise des résultats des mesures d'empoussièrement ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage ou de son usage.

Si le niveau d'empoussièrement mesuré dans l'air en application de l'article R. 1334-27 est supérieur à cinq fibres par litre, le propriétaire fait procéder à des travaux de confinement ou de retrait de l'amiante selon les modalités prévues à l'article [R. 1334-29](#).

- **Score 3 :** Faire réaliser des travaux de retrait ou de confinement des flocages

**Les travaux de retrait ou de confinement** mentionnés à la présente sous-section sont achevés dans un délai de trente-six mois à compter de la date à laquelle sont remis au propriétaire le rapport de repérage ou les résultats des mesures d'empoussièrement ou de la dernière évaluation de l'état de conservation.

Pendant la période précédant les travaux, des mesures conservatoires appropriées sont mises en œuvre afin de réduire l'exposition des occupants et de la maintenir au niveau le plus bas possible, et, dans tous les cas, à un niveau d'empoussièrement inférieur à cinq fibres par litre. Les mesures conservatoires ne doivent conduire à aucune sollicitation des matériaux et produits concernés par les travaux.

Le propriétaire informe le préfet du département du lieu d'implantation de l'immeuble concerné, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle sont remis le rapport de repérage ou les résultats des mesures d'empoussièrement ou de la dernière évaluation de l'état de conservation, des mesures conservatoires mises en œuvre, et, dans un délai de douze mois, des travaux à réaliser et de l'échéancier proposé.

## 6. Mesures préconisées par l'opérateur lors de l'identification de matériaux et produits contenant de l'amiante selon la liste B de l'annexe 13-9

Recommandations détaillées en fonction des évaluations des matériaux et produits contenant de l'amiante de la liste B :

- **L'évaluation périodique :**

Lorsque le type de matériau ou produit concerné contenant de l'amiante, la nature et l'étendue des dégradations qu'il présente et l'évaluation du risque de dégradation ne conduisent pas à conclure à la nécessité d'une action de protection immédiate sur le matériau ou produit. Dans ce cas, l'opérateur de repérage indique au propriétaire que cette évaluation périodique consiste à :

a) Contrôler périodiquement que l'état de dégradation des matériaux et produits concernés ne s'aggrave pas et, le cas échéant, que leur protection demeure en bon état de conservation ;

b) Rechercher, le cas échéant, les causes de dégradation et prendre les mesures appropriées pour les supprimer.

- **L'action corrective de premier niveau :**

Lorsque le type de matériau ou produit concerné contenant de l'amiante, la nature et l'étendue des dégradations et l'évaluation du risque de dégradation conduisent à conclure à la nécessité d'une action de remise en état limitée au remplacement, au recouvrement ou à la protection des seuls éléments dégradés. A cette recommandation est associée, le cas échéant, un rappel de l'obligation de faire appel à une entreprise certifiée pour le retrait ou le confinement. Dans ce cas, l'opérateur de repérage indique au propriétaire que cette action corrective de premier niveau consiste à :

a) Rechercher les causes de la dégradation et définir les mesures correctives appropriées pour les supprimer ;

b) Procéder à la mise en œuvre de ces mesures correctives afin d'éviter toute nouvelle dégradation et, dans l'attente, prendre les mesures de protection appropriées afin de limiter le risque de dispersion des fibres d'amiante ;

c) Veiller à ce que les modifications apportées ne soient pas de nature à aggraver l'état des autres matériaux et produits contenant de l'amiante restant accessibles dans la même zone ;

d) Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles ainsi que, le cas échéant, leur protection demeurent en bon état de conservation.

- **L'action corrective de second niveau :**

Elle concerne l'ensemble d'une zone, de telle sorte que le matériau ou produit ne soit plus soumis à aucune agression ni dégradation. Dans ce cas, l'opérateur de repérage indique au propriétaire que cette action corrective de second niveau consiste à :

a) Prendre, tant que les mesures mentionnées au c n'ont pas été mises en place, les mesures conservatoires appropriées pour limiter le risque de dégradation et la dispersion des fibres d'amiante. Cela peut consister à adapter, voire condamner l'usage des locaux concernés afin d'éviter toute exposition et toute dégradation du matériau ou produit contenant de l'amiante. Durant les mesures conservatoires, et afin de vérifier que celles-ci sont adaptées, une mesure d'empoussièrément est réalisée, conformément aux dispositions du code de la santé publique ;

b) Procéder à une analyse de risque complémentaire, afin de définir les mesures de protection ou de retrait les plus adaptées, prenant en compte l'intégralité des matériaux et produits contenant de l'amiante dans la zone concernée ;

c) Mettre en œuvre les mesures de protection ou de retrait définies par l'analyse de risque ;

d) Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles, ainsi que leur protection, demeurent en bon état de conservation.

L'opérateur de repérage peut apporter des compléments et précisions à ces recommandations en fonction des situations particulières rencontrées lors de l'évaluation de l'état de conservation.

## D. Résultats détaillés de l'évaluation


### 1. Evaluation de l'état de conservation des matériaux de la liste A

Liste des matériaux de la liste A contenant de l'amiante encore en place et accessible le jour de notre visite avec l'état de conservation correspondant : Néant.

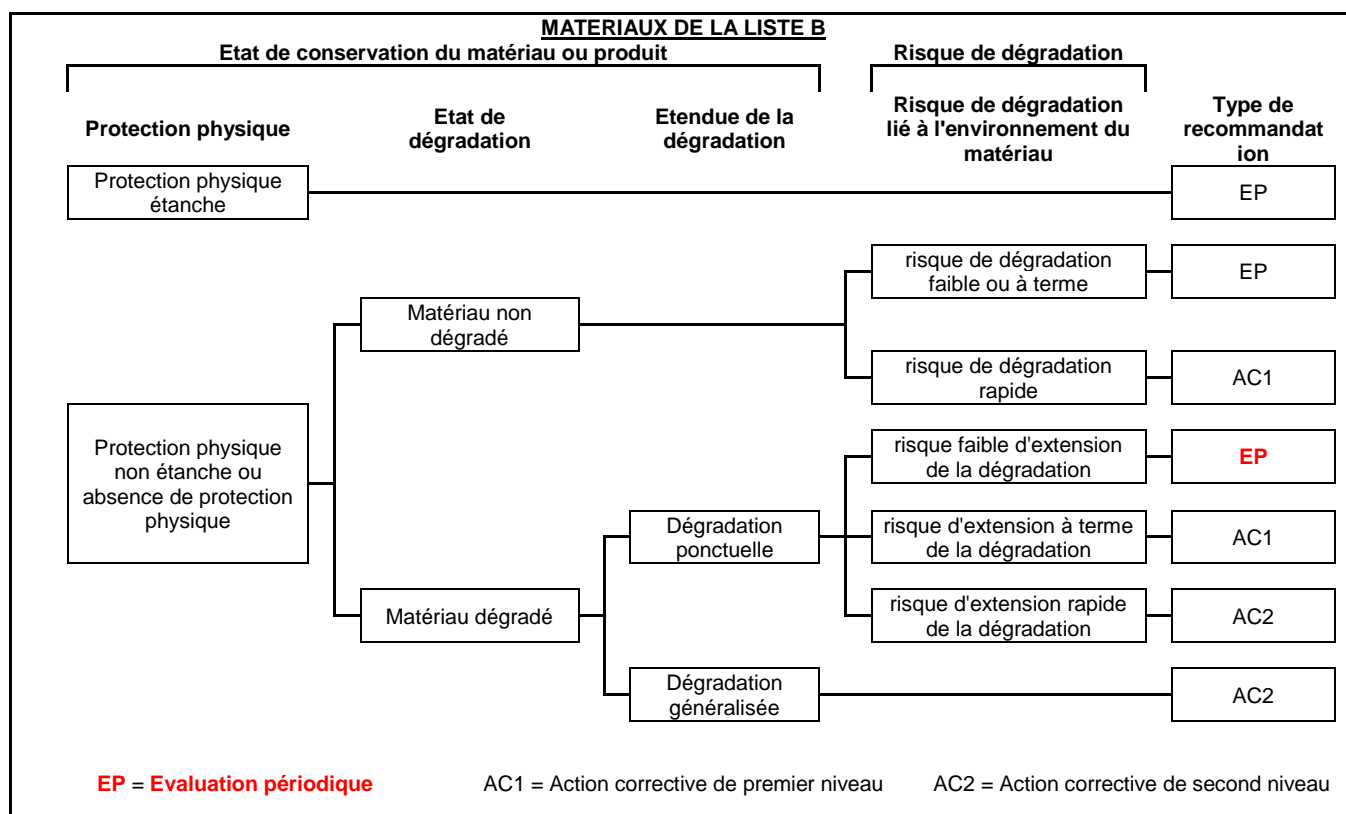
### 2. Evaluation de l'état de conservation des matériaux de la liste B

Liste des matériaux de la liste B contenant de l'amiante encore en place et accessible le jour de notre visite avec l'état de conservation correspondant

#### Matériau N°1 : Enveloppe de calorifuge

Absence/Présence d'amiante	<b>Matériau contenant de l'amiante</b>	
Type Matériau	Enveloppe de calorifuge bitumineuse sur réseau d'eau glacée	
Rapport de référence	Rapport de repérage N°027.AMIA.001 du 15/01/2010 réalisé par Mr JACOB de la société APAVE	
Réf. matériau (Dans rapport de référence)	N1	

Localisation	Etat conservation	Mesures réglementaires	Mesures conservatoires
<b>RDC :</b> COULOIR PRINCIPAL LOCAL CÔTÉ SORTIE DE SECOURS LOCAL POUBELLES LOCAL TECHNIQUE 2240 (CTA) <b>REZ DE DALLE :</b> OFFICE 1837 PLACARD TECHNIQUE WC 1	Protection physique non étanche ou absence de protection physique - Matériau dégradé - Dégradation ponctuelle	EP - Evaluation périodique	NEANT



QUALITAT Expertises	Amiante état de conservation 19324 - 1
Immeuble de bureaux – Crèche Necker 8/10, place du bataillon Pacifique 75012 PARIS	8/16

### 3. Evaluation de l'état de conservation des matériaux hors liste A et B

Liste des matériaux n'appartenant ni à la liste A ni à la liste B et contenant de l'amiante encore en place et accessible le jour de notre visite avec l'état de conservation correspondant.

Néant

### 4. MCA non repérés

Liste des matériaux non repérés le jour de notre visite pour lesquels il ne nous a, par conséquent, pas été possible d'établir l'état de conservation correspondant.

Néant

### 5. MCA retirés

Liste des matériaux ayant été retirés. Conclusions basées sur un constat visuel ou après consultation de documents spécifiques.

Néant

QUALITAT Expertises	Amiante état de conservation 19324 - 1
Immeuble de bureaux – Crèche Necker 8/10, place du bataillon Pacifique 75012 PARIS	9/16

## 6. Observations

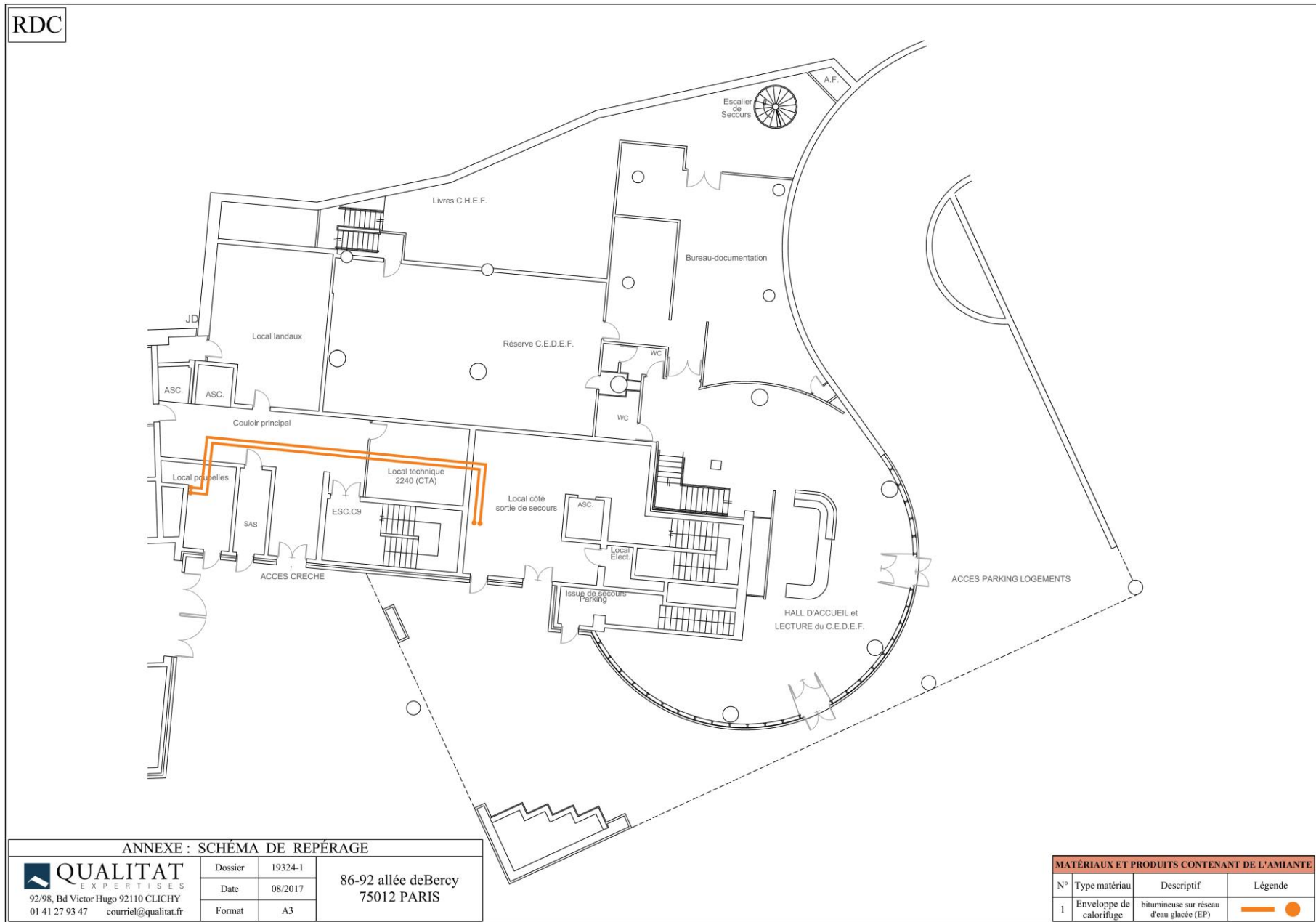
Locaux non visités	Justification
NEANT	

Liste des investigations approfondies à mettre en place pour mener la mission à son terme
NEANT

Observations
NEANT

QUALITAT Expertises	Amiante état de conservation 19324 - 1
Immeuble de bureaux – Crèche Necker 8/10, place du bataillon Pacifique 75012 PARIS	10/16

## E. Annexe : Schéma de repérage



RDD



ANNEXE : SCHÉMA DE REPÉRAGE

**QUALITAT**  
EXPERTISES  
92/98, Bd Victor Hugo 92110 CLICHY  
01 41 27 93 47 courriel@qualitat.fr

Dossier	19324-1
Date	08/2017
Format	A3

86-92 allée deBercy  
75012 PARIS

MATÉRIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE			
N°	Type matériau	Descriptif	Légende
1	Enveloppe de calorifuge	bitumineuse sur réseau d'eau glacée (EP)	

QUALITAT Expertises	Amiante état de conservation 19324 - 1
Immeuble de bureaux – Crèche Necker 8/10, place du bataillon Pacifique 75012 PARIS	13/16

## F. Attestations d'assurance, de compétence, d'impartialité.

Votre Assurance

► RCE PRESTATAIRES



ATTESTATION

SAS AGENCE QUALITAT EXPERTISE  
0092 BD VICTOR HUGO  
92 A 98  
92110 CLICHY FR

COURTIER

CARENE ASSCES PACT OFFICE  
9 PLACE BENOIT CREPU  
BP 5004  
69245 LYON CEDEX 05  
Tél : 04 72 41 96 96  
Fax : 04 72 40 99 96  
Portefeuille : 0201351084

Vos références :

Contrat n° 4981163004  
Client n° 0404788720

AXA France IARD, atteste que :

SAS AGENCE QUALITAT EXPERTISE  
0092 BD VICTOR HUGO  
92 A 98  
92110 CLICHY

Est titulaire d'un contrat d'assurance N° 4981163004 garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant lui incomber du fait de l'exercice des activités suivantes

ACTIVITE 1 :

- Contrôle périodique amiante
- Diagnostic amiante avant travaux/avant démolition
- Diagnostic amiante avant vente
- Dossier technique amiante
- contrôle visuel amiante après travaux, conformément à la norme NFX 46 021
- Diagnostic gaz
- Diagnostic termites
- Etat parasitaire
- Exposition au plomb (CREP)
- Recherche de plomb avant travaux
- Diagnostic d'intoxication au plomb peinture (DRIP)
- Loi Carrez
- Mesurage surface utile
- Mesurage SHON (Surface Hors Œuvre Nette) et SHOB (Surface Hors Œuvre Brute)
- Mesurage surface de plancher
- Etat des risques naturels, miniers et technologiques
- Diagnostic de performance énergétique
- Etat de l'installation intérieure de l'électricité
- Diagnostic légionellose
- Prêt conventionné et prêts à taux zéro (normes d'habitabilité)
- Calcul des tantièmes et millièmes de copropriétés
- Diagnostic technique SRU - Diagnostic technique d'immeuble
- Diagnostic accessibilité des personnes à mobilité réduite
- Diagnostic portant sur la gestion des déchets issus de la démolition de bâtiments conformément au Décret n° 2011-610 du 31 mai 2011
- Recherche de plomb dans l'eau

A L'EXCLUSION DE TOUTE MISSION D'ARCHITECTE, DE BUREAU D'ETUDES TECHNIQUES ET DE TOUTE IMMIXTION EN MAITRISE D'OEUVRE OU PRECONISATION TECHNIQUE PORTANT SUR DES OUVRAGES VISES PAR LES ARTICLES 1792 A 1792-6 DU CODE CIVIL

- Audit Energétique avec préconisation de mesures visant à réaliser des économies d'énergie
- Etude Capacitaire
- Mesurage d'empoussièrement en fibres d'amiante

A L'EXCLUSION DE TOUTE MISSION D'ARCHITECTE, DE BUREAU D'ETUDES TECHNIQUES ET DE TOUTE IMMIXTION EN MAITRISE D'OEUVRE OU PRECONISATION TECHNIQUE PORTANT SUR DES OUVRAGES VISES PAR LES ARTICLES 1792 A 1792-6 DU CODE CIVIL

**AXA France IARD SA**

Société anonyme au capital de 214 799 030 Euros  
Siège social : 313, Terrasses de l'Arche - 92727 Nanterre Cedex 722 057 460 R.C.S. Nanterre  
Entreprise régie par le Code des assurances - TVA intracommunautaire n° FR 14 722 057 460  
Opérations d'assurances exonérées de TVA - art. 261-C CGI - sauf pour les garanties portées par AXA Assistance

1/2

QUALITAT Expertises	Amiante état de conservation 19324 - 1
Immeuble de bureaux – Crèche Necker 8/10, place du bataillon Pacifique 75012 PARIS	14/16

A L'EXCLUSION DE TOUTE PRESTATION DE REALISATION DE DEVIS OU CHIFFRAGE DE TRAVAUX.

- Formation aux diagnostics immobiliers SANS DELIVRANCE DE CERTIFICAT DE COMPETENCE

#### ACTIVITE 2

Prestations de relevé et modélisation 3D (B.I.M. : Building Information Modeling), pour le compte de maitres d'ouvrages, maitres d'œuvre et de bureaux d'études, relatives à tous types de bâtiments existants dans le cadre de projet de rénovation/réhabilitation ou de maintenance/exploitation A L'EXCLUSION DE TOUTE MISSION D'ARCHITECTE, DE BUREAU D'ETUDES TECHNIQUES ET DE TOUTE IMMIXTION EN MAITRISE D'OEUVRE OU PRECONISATION TECHNIQUE PORTANT SUR DES OUVRAGES VISES PAR LES ARTICLES 1792 A 1792-6 DU CODE CIVIL

La présente attestation ne peut engager l'Assureur au-delà des limites et conditions du contrat auquel elle se réfère.

La présente attestation est valable pour la période du 01/01/2017 au 01/01/2018 sous réserve des possibilités de suspension ou de résiliation en cours d'année d'assurance pour les cas prévus par le Code des Assurances ou le contrat.

Fait à PARIS

le 28 décembre 2016

Pour la société :



#### Montant des garanties

(« Lorsqu'un même sinistre met en jeu simultanément différentes garanties, l'engagement maximum de l'assureur n'excède pas, pour l'ensemble des dommages, le plus élevé des montants prévus pour ces garanties » ainsi qu'il est précisé à l'article 6.3 des conditions générales. )

NATURE DES GARANTIES	LIMITES DES GARANTIES
Tous dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs confondus (autres que ceux visés au paragraphe « Autres garanties » ci-après)	9 000 000 € par année d'assurance
<u>Dont :</u>	
• Dommages corporels	9 000 000 € par année d'assurance
• Dommages matériels et immatériels consécutifs confondus	3 000 000 € par année d'assurance
<u>Autres garanties :</u>	
Atteinte accidentelle à l'environnement (tous dommages confondus) (article 3.1 des conditions générales)	750 000 € par année d'assurance
Dommages immatériels non consécutifs (selon extension aux conditions particulières y compris la Responsabilité Civile Professionnelle obligatoire)	3 000 000 € par année d'assurance
Dommages aux biens confiés (selon extension aux conditions particulières)	150 000 € par sinistre
Reconstitution de documents/ médias confiés (selon extension aux conditions particulières)	30 000 € par sinistre

#### AXA France IARD SA

Société anonyme au capital de 214 799 030 Euros  
Siège social : 313, Terrasses de l'Arche - 92727 Nanterre Cedex 722 057 460 R.C.S. Nanterre  
Entreprise régie par le Code des assurances - TVA intracommunautaire n° FR 14 722 057 460  
Opérations d'assurances exonérées de TVA - art. 261-C CGI - sauf pour les garanties portées par AXA Assistance

2/2

QUALITAT Expertises	Amiante état de conservation 19324 - 1
Immeuble de bureaux – Crèche Necker 8/10, place du bataillon Pacifique 75012 PARIS	15/16

## ATTESTATION SUR L'HONNEUR

Je soussigné LOURENCO Victor, exerçant la profession d'opérateur en diagnostic immobilier, conformément à l'application de l'article L 271-6 du Code de la Construction et de l'Habitation, atteste sur l'honneur que :

- La présente prestation est réalisée en totale indépendance et impartialité.

- Je dispose des compétences requises pour effectuer le (ou les) diagnostic(s) convenu(s) ainsi qu'en atteste(nt) ma (ou mes) certification(s) de compétences, ainsi que de l'organisation et des moyens appropriés requis par les textes légaux et réglementaires.

- Certificat QUALIXPERT
- N° de certificat C0738
- Certificats délivrés jusqu'au :


1. Amiante : 21/01/2018
2. Plomb : 19/02/2018

- Je suis couvert par une assurance couvrant les éventuelles conséquences qui pourraient résulter de mon intervention.

- J'ai conscience que toute fausse déclaration ainsi que toute intervention effectuée en violation des contraintes légales est passible de sanctions pénales d'un montant de 1 500 € par infraction constatée, le double en cas de récidive.

Fait à CLICHY  
Le 09/01/2017  
Signature






**Certificat N° C0738**

**Monsieur Victor LOURENCO**

Certié dans le cadre du processus de certification PR04 consultable sur [www.qualixpert.com](http://www.qualixpert.com) conformément à l'ordonnance 2005-655 titre III du 8 juin 2005 et au décret 2006-1114 du 05 septembre 2006.

dans le(s) domaine(s) suivant(s) :



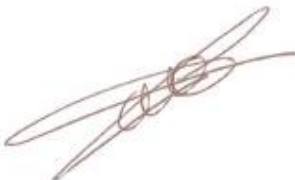
**cofrac**  
CERTIFICATION  
DE PERSONNES  
ACCREDITATION  
N° 4-0554  
PORTEE  
DISPONIBLE SUR  
[WWW.COFRAC.FR](http://WWW.COFRAC.FR)

Amiante sans mention	<b>Certificat valable</b> Du 22/01/2013 au 16/08/2017	Arrêté du 25 juillet 2016 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérages, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Amiante avec mention	<b>Certificat valable</b> Du 17/08/2017 au 21/01/2018	Arrêté du 25 juillet 2016 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérages, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Constat de risque d'exposition au plomb	<b>Certificat valable</b> Du 20/02/2013 au 19/02/2018	Arrêté du 21 novembre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs des constats de risque d'exposition au plomb, des diagnostics du risque d'intoxication par le plomb des peintures ou des contrôles après travaux en présence de plomb, et les critères d'accréditation des organismes de

Date d'établissement le jeudi 17 août 2017

**Marjorie ALBERT**  
Directrice Administrative

Plo



LCC 17 rue Barni - 81100 CASTRES  
F09 Certification de compétence version K 140415  
Tél : 05 63 78 06 15 - Fax : 05 63 78 32 87 - [www.qualixpert.com](http://www.qualixpert.com)  
Société au capital de 8000 euros - APE 7120B - RCS Castres SIRET 493 037 832 00018

## RAPPORT DE MISSION DE REPERAGE DES MATERIAUX ET PRODUITS DES LISTES A ET B CONTENANT DE L'AMIANTE

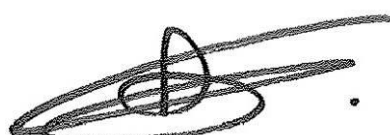
Référence rapport	19324-1	BON DE COMMANDE : 1508126744
Références client	Immeuble : Crèche Necker	Lot gestion : -
Adresse du site	8/10, place du bataillon Pacifique 75012 PARIS	
Type	Immeuble de bureaux	
Etendue de la mission	Ensemble des éléments extérieurs	
Locaux annexes	Néant	
Date de construction / Date de permis de construire	Décennie 1980	

Propriétaire	Bureau SEP2B 139, rue de Bercy 75012 PARIS
Donneur d'ordre	Bureau SEP2B 139, rue de Bercy 75012 PARIS
Accompagnateur	MR JEAN-PIERRE LOUZE
Laboratoire d'analyse	EUROFINS 117, Quai de Valmy 75010 PARIS
Opérateur de repérage	Le présent rapport est établi par une personne, LOURENCO Victor, dont les compétences sont certifiées par QUALIXPERT - 17 rue Borrel - 81100 CASTRES - Certification n° C0738 Date de validité : 21/01/2018
Date(s) de repérage	26/07/2017
Date d'édition du rapport	28/08/2017

**Rédacteur (Technicien) :**  
LOURENCO Victor



**Vérificateur (Coordonnateur projets) :** AMAURY  
Hadrien



Historique des mises à jour du rapport		
Date	Objet	Modifications
28/08/2017	Création rapport	Pas de modification

## Sommaire

<b>A. Conclusions .....</b>	<b>3</b>
<b>B. Conditions de réalisation du repérage .....</b>	<b>4</b>
1. Objet de la mission .....	4
2. Références réglementaires .....	5
3. Limite de la mission .....	5
4. Validité du rapport .....	5
5. Documents fournis par le donneur d'ordre .....	5
6. Mesures préconisées par l'opérateur lors de l'identification de matériaux et produits contenant de l'amiante selon la liste A de l'annexe 13-9 .....	6
7. Mesures préconisées par l'opérateur lors de l'identification de matériaux et produits contenant de l'amiante selon la liste B de l'annexe 13-9 .....	7
<b>C. Résultats détaillés du repérage .....</b>	<b>8</b>
1. Liste des locaux visités .....	8
2. Matériaux et produits recensés .....	8
3. Eléments de construction pouvant occulter des MCA.....	8
<b>D. Annexe : Fiches d'identification et de cotation .....</b>	<b>9</b>
<b>E. Annexe : Schéma de repérage .....</b>	<b>11</b>
<b>F. Annexe : Procès-verbaux d'analyse .....</b>	<b>13</b>
<b>G. Annexe : Recommandations générales de sécurité.....</b>	<b>14</b>
<b>H. Attestations d'assurance, de compétence, d'impartialité.....</b>	<b>16</b>

## A. Conclusions

### Il a été repéré des matériaux et produits contenant de l'amiante

Avertir de la présence d'amiante toute personne pouvant intervenir sur ou à proximité des matériaux et produits concernés ou de ceux les recouvrant ou les protégeant

#### Matériaux de la liste A :

N°	Type matériau	Localisation	Conclusion fondée sur	Etat de conservation + Obligations du propriétaire (*)	Liste matériau
NEANT					

#### Matériaux de la liste B :

N°	Type matériau	Localisation	Conclusion fondée sur	Etat de conservation + Recommandations de gestion (*)	Liste matériau
1	Accessoires fibres-ciment plaques fibreuses grises en garnissage intérieur de bacs à fleurs métalliques	<b>ÉLÉMENTS EXTERIEURS :</b> TERRASSE 2 R+1	Analyse laboratoire	Protection physique non étanche ou absence de protection physique - Matériau non dégradé  EP - Evaluation périodique	Liste B

\*Pour le détail des recommandations de gestion, se reporter au paragraphe B.6

#### Précisions sur les matériaux et produits contenant de l'amiante

Sans objet

#### Autres matériaux :

N°	Type matériau	Localisation	Conclusion fondée sur	Etat de conservation	Liste matériau
NEANT					

#### Locaux non visités

#### Justification

NEANT

#### Liste des investigations approfondies à mettre en place pour mener la mission à son terme

NEANT

#### Observations

NEANT

## B. Conditions de réalisation du repérage

### 1. Objet de la mission

La Société QUALITAT Expertises a été sollicitée afin d'effectuer un repérage sur les éléments définis en annexe du Décret n° 2011-629 du 3 juin 2011 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis en vue d'identifier et de localiser les matériaux ou produits contenant de l'amiante incorporés dans l'immeuble et susceptibles de libérer des fibres d'amiante en cas d'agression mécanique résultant de l'usage des locaux (chocs et frottements) ou générés à l'occasion d'opération d'entretien ou de maintenance. La commande a été passée le 04/07/2017

Liste des éléments concernés par le repérage :

#### Liste A mentionnée à l'article R. 1334-20

##### COMPOSANT À SONDER OU À VÉRIFIER

Flocages  
Calorifugeages  
Faux plafonds

#### Liste B mentionnée à l'article R. 1334-21

COMPOSANT DE LA CONSTRUCTION	PARTIE DU COMPOSANT À VÉRIFIER OU À SONDER
<b>1. Parois verticales intérieures</b>	
Murs et cloisons « en dur » et poteaux (périphériques et intérieurs).	Enduits projetés, revêtements durs (plaques menuiserie, amiante-ciment) et entourages de poteaux (carton, amiante-ciment, matériau sandwich, carton + plâtre), coffrage perdu.
Cloisons (légères et préfabriquées), gaines et coffres.	Enduits projetés, panneaux de cloisons.
<b>2. Planchers et plafonds</b>	
Plafonds, poutres et charpentes, gaines et coffres.	Enduits projetés, panneaux collés ou vissés.
Planchers.	Dalles de sol.
<b>3. Conduits, canalisations et équipements intérieurs</b>	
Conduits de fluides (air, eau, autres fluides...).	Conduits, enveloppes de calorifuges.
Clapets/ volets coupe-feu.	Clapets, volets, rebouchage.
Portes coupe-feu.	Joints (tresses, bandes).
Vide-ordures.	Conduits.
<b>4. Éléments extérieurs</b>	
Toitures.	Plaques, ardoises, accessoires de couverture (composites, fibres-ciment), bardeaux bitumineux.
Bardages et façades légères.	Plaques, ardoises, panneaux (composites, fibres-ciment).
Conduits en toiture et façade.	Conduits en amiante-ciment : eaux pluviales, eaux usées, conduits de fumée.

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérigènes avérées pour l'homme. L'inhalation de fibres d'amiante est à l'origine de cancers (mésothéliomes, cancers broncho-pulmonaires) et d'autres pathologies non cancéreuses (épanchements pleuraux, plaques pleurales).

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à l'amiante. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans l'immeuble. L'information des occupants présents temporairement ou de façon permanente est un préalable essentiel à la prévention du risque d'exposition à l'amiante.

Il convient donc de veiller au maintien du bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante afin de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation.

Il conviendra de limiter autant que possible les interventions sur les matériaux et produits contenant de l'amiante qui ont été repérés et de faire appel aux professionnels qualifiés, notamment dans le cas de retrait ou de confinement de ce type de matériau ou produit.

Enfin, les déchets contenant de l'amiante doivent être éliminés dans des conditions strictes. Renseignez-vous auprès de votre mairie ou de votre préfecture. Pour connaître les centres d'élimination près de chez vous, consultez la base de données « déchets » gérée par l'ADEME, directement accessible sur le site internet [www.sinoe.org](http://www.sinoe.org).

## 2. Références réglementaires

Le présent rapport établit un diagnostic sur les risques inhérents à la présence d'amiante en application :

- Du code de la santé publique (partie réglementaire : R1334-14 à 29 ; partie législative L1334-13).
- Décret n° 2011-629 du 3 juin 2011 modifié le 01/02/2012 – Protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis.
- Arrêté du 12 Décembre 2012 modifié le 01/01/2013 – Evaluation état de conservation liste A
- Arrêté du 12 Décembre 2012 modifié le 01/01/2013 – Evaluation état de conservation liste B
- Arrêté du 21 Décembre 2012 modifié le 01/01/2013 – Contenu de la fiche récapitulative.
- Arrêté du 26 juin 2013 modifiant les arrêtés du 12 décembre 2012

Quelques rappels de certaines obligations du propriétaire :

- Pour se dégager complètement de ses obligations réglementaires prévues aux articles R.1334-15 à R. 1334-18 du code de la santé publique, le propriétaire devra organiser et donner l'accès aux locaux non visités identifiés dans ce rapport. Ceci permettra la réalisation des repérages complémentaires nécessaires.
- Selon les articles 6 des 2 arrêtés du 12 décembre 2012, le propriétaire devra communiquer ce rapport à toute personne pouvant intervenir sur ou à proximité des matériaux et produits concernés ou de ceux les recouvrant ou les protégeant.

## 3. Limite de la mission

La mission est limitée aux parties de l'immeuble bâti pour lesquelles une mission a été confiée à l'opérateur de repérage et aux éléments rendus accessibles lors de l'intervention de l'opérateur de repérage.

Dans le cas d'un bien soumis au statut de copropriété, le constat des parties communes est décrit dans la fiche récapitulative du DTA (Dossier Technique « Amiante ») détenue par le syndic (s'il a été effectué).

## 4. Validité du rapport

- Seule l'intégralité du rapport original peut engager la responsabilité de la Société QUALITAT Expertises.
- Lors d'opérations de réhabilitation, rénovation, réaménagement, les obligations de protection des travailleurs selon le décret n° 2006-761 devront conduire à la réalisation d'une recherche d'amiante dans les matériaux et produits concernés par les travaux. En cas de démolition, un repérage de l'amiante est à effectuer dans le cadre de l'arrêté du 26/06/2013.

## 5. Documents fournis par le donneur d'ordre

Les documents ci-dessous ont été fournis par le donneur d'ordre ou son représentant :

### Rapports de repérage

Date rapport	Type rapport	Référence rapport	Nom du technicien	Société	Type de repérage	Conclusions
15/01/2010	Rapport de repérage	027.AMIA.001	Mr JACOB	APAVE	Liste A et B	Présence d'amiante

### Autres documents

Date document	Type document	Référence document	Nom du technicien	Société
Aucun document fourni				

## 6. Mesures préconisées par l'opérateur lors de l'identification de matériaux et produits contenant de l'amiante selon la liste A de l'annexe 13-9

Le propriétaire met en œuvre les préconisations mentionnées à l'article R. 1334-20 selon les modalités suivantes :

- **Score 1 :** Faire réaliser une évaluation périodique de l'état de conservation du matériau

**L'évaluation périodique** de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante est effectuée dans un délai maximal de trois ans à compter de la date de remise au propriétaire du rapport de repérage ou des résultats de la dernière évaluation de l'état de conservation ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage ou de son usage. La personne ayant réalisé cette évaluation en remet les résultats au propriétaire contre accusé de réception ;

- **Score 2 :** Faire réaliser une surveillance du niveau d'empoussièrément

**La mesure d'empoussièrément** dans l'air est effectuée dans les conditions définies à l'article R. 1334-25, dans un délai de trois mois à compter de la date de remise au propriétaire du rapport de repérage ou des résultats de la dernière évaluation de l'état de conservation. L'organisme qui réalise les prélèvements d'air remet les résultats des mesures d'empoussièrément au propriétaire contre accusé de réception ;

3° Les travaux de confinement ou de retrait de l'amiante sont mis en œuvre selon les modalités prévues à l'article R. 1334-29.

Si le niveau d'empoussièrément mesuré dans l'air en application de l'article [R. 1334-27](#) est inférieur ou égal à la valeur de cinq fibres par litre, le propriétaire fait procéder à l'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante prévue à l'article [R. 1334-20](#), dans un délai maximal de trois ans à compter de la date de remise des résultats des mesures d'empoussièrément ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage ou de son usage.

Si le niveau d'empoussièrément mesuré dans l'air en application de l'article R. 1334-27 est supérieur à cinq fibres par litre, le propriétaire fait procéder à des travaux de confinement ou de retrait de l'amiante selon les modalités prévues à l'article [R. 1334-29](#).

- **Score 3 :** Faire réaliser des travaux de retrait ou de confinement du matériau

**Les travaux de retrait ou de confinement** mentionnés à la présente sous-section sont achevés dans un délai de trente-six mois à compter de la date à laquelle sont remis au propriétaire le rapport de repérage ou les résultats des mesures d'empoussièrément ou de la dernière évaluation de l'état de conservation.

Pendant la période précédant les travaux, des mesures conservatoires appropriées sont mises en œuvre afin de réduire l'exposition des occupants et de la maintenir au niveau le plus bas possible, et, dans tous les cas, à un niveau d'empoussièrément inférieur à cinq fibres par litre. Les mesures conservatoires ne doivent conduire à aucune sollicitation des matériaux et produits concernés par les travaux.

Le propriétaire informe le préfet du département du lieu d'implantation de l'immeuble concerné, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle sont remis le rapport de repérage ou les résultats des mesures d'empoussièrément ou de la dernière évaluation de l'état de conservation, des mesures conservatoires mises en œuvre, et, dans un délai de douze mois, des travaux à réaliser et de l'échéancier proposé.

## 7. Mesures préconisées par l'opérateur lors de l'identification de matériaux et produits contenant de l'amiante selon la liste B de l'annexe 13-9

Recommandations détaillées en fonction des évaluations des matériaux et produits contenant de l'amiante de la liste B :

- **L'évaluation périodique :**

Lorsque le type de matériau ou produit concerné contenant de l'amiante, la nature et l'étendue des dégradations qu'il présente et l'évaluation du risque de dégradation ne conduisent pas à conclure à la nécessité d'une action de protection immédiate sur le matériau ou produit. Dans ce cas, l'opérateur de repérage indique au propriétaire que cette évaluation périodique consiste à :

- a) Contrôler périodiquement que l'état de dégradation des matériaux et produits concernés ne s'aggrave pas et, le cas échéant, que leur protection demeure en bon état de conservation ;
- b) Rechercher, le cas échéant, les causes de dégradation et prendre les mesures appropriées pour les supprimer.

- **L'action corrective de premier niveau :**

Lorsque le type de matériau ou produit concerné contenant de l'amiante, la nature et l'étendue des dégradations et l'évaluation du risque de dégradation conduisent à conclure à la nécessité d'une action de remise en état limitée au remplacement, au recouvrement ou à la protection des seuls éléments dégradés. A cette recommandation est associé, le cas échéant, un rappel de l'obligation de faire appel à une entreprise certifiée pour le retrait ou le confinement. Dans ce cas, l'opérateur de repérage indique au propriétaire que cette action corrective de premier niveau consiste à :

- a) Rechercher les causes de la dégradation et définir les mesures correctives appropriées pour les supprimer ;
- b) Procéder à la mise en œuvre de ces mesures correctives afin d'éviter toute nouvelle dégradation et, dans l'attente, prendre les mesures de protection appropriées afin de limiter le risque de dispersion des fibres d'amiante ;
- c) Veiller à ce que les modifications apportées ne soient pas de nature à aggraver l'état des autres matériaux et produits contenant de l'amiante restant accessibles dans la même zone ;
- d) Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles ainsi que, le cas échéant, leur protection demeurent en bon état de conservation.

- **L'action corrective de second niveau :**

Elle concerne l'ensemble d'une zone, de telle sorte que le matériau ou produit ne soit plus soumis à aucune agression ni dégradation. Dans ce cas, l'opérateur de repérage indique au propriétaire que cette action corrective de second niveau consiste à :

- a) Prendre, tant que les mesures mentionnées au c n'ont pas été mises en place, les mesures conservatoires appropriées pour limiter le risque de dégradation et la dispersion des fibres d'amiante. Cela peut consister à adapter, voire condamner l'usage des locaux concernés afin d'éviter toute exposition et toute dégradation du matériau ou produit contenant de l'amiante. Durant les mesures conservatoires, et afin de vérifier que celles-ci sont adaptées, une mesure d'empoussièrement est réalisée, conformément aux dispositions du code de la santé publique ;
- b) Procéder à une analyse de risque complémentaire, afin de définir les mesures de protection ou de retrait les plus adaptées, prenant en compte l'intégralité des matériaux et produits contenant de l'amiante dans la zone concernée ;
- c) Mettre en œuvre les mesures de protection ou de retrait définies par l'analyse de risque ;
- d) Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles, ainsi que leur protection, demeurent en bon état de conservation.

L'opérateur de repérage peut apporter des compléments et précisions à ces recommandations en fonction des situations particulières rencontrées lors de l'évaluation de l'état de conservation.

## C. Résultats détaillés du repérage

### 1. Liste des locaux visités

#### ÉLÉMENTS EXTERIEURS :

ABORDS EXTERIEURS

FAÇADES

TERRASSE 1 R+1

TERRASSE 2 R+1

### 2. Matériaux et produits recensés

N°	type matériau	Localisation	état conservation	Commentaires	Nb Prel	Conclusion
1	Accessoires fibres-ciment-plaques fibreuses grises en garnissage intérieur de bacs à fleurs métalliques	<u>ÉLÉMENTS EXTERIEURS :</u> TERRASSE 2 R+1	Protection physique non étanche ou absence de protection physique - Matériau non dégradé	Prélèvement : Procès-verbal du résultat d'analyse joint au présent rapport.	1	PRESENCE
2	Bardeaux Bitumineux toiture abri de jardin récent	<u>ÉLÉMENTS EXTERIEURS :</u> TERRASSE 1 R+1	Sans objet	Date de fabrication du matériau postérieure à la date d'interdiction de l'amiante dans le matériau concerné.	0	ABSENCE

### 3. Éléments de construction pouvant occulter des MCA


(MCA = Matériaux contenant de l'amiante)

**Cette liste non exhaustive est établie à titre informatif**

NEANT

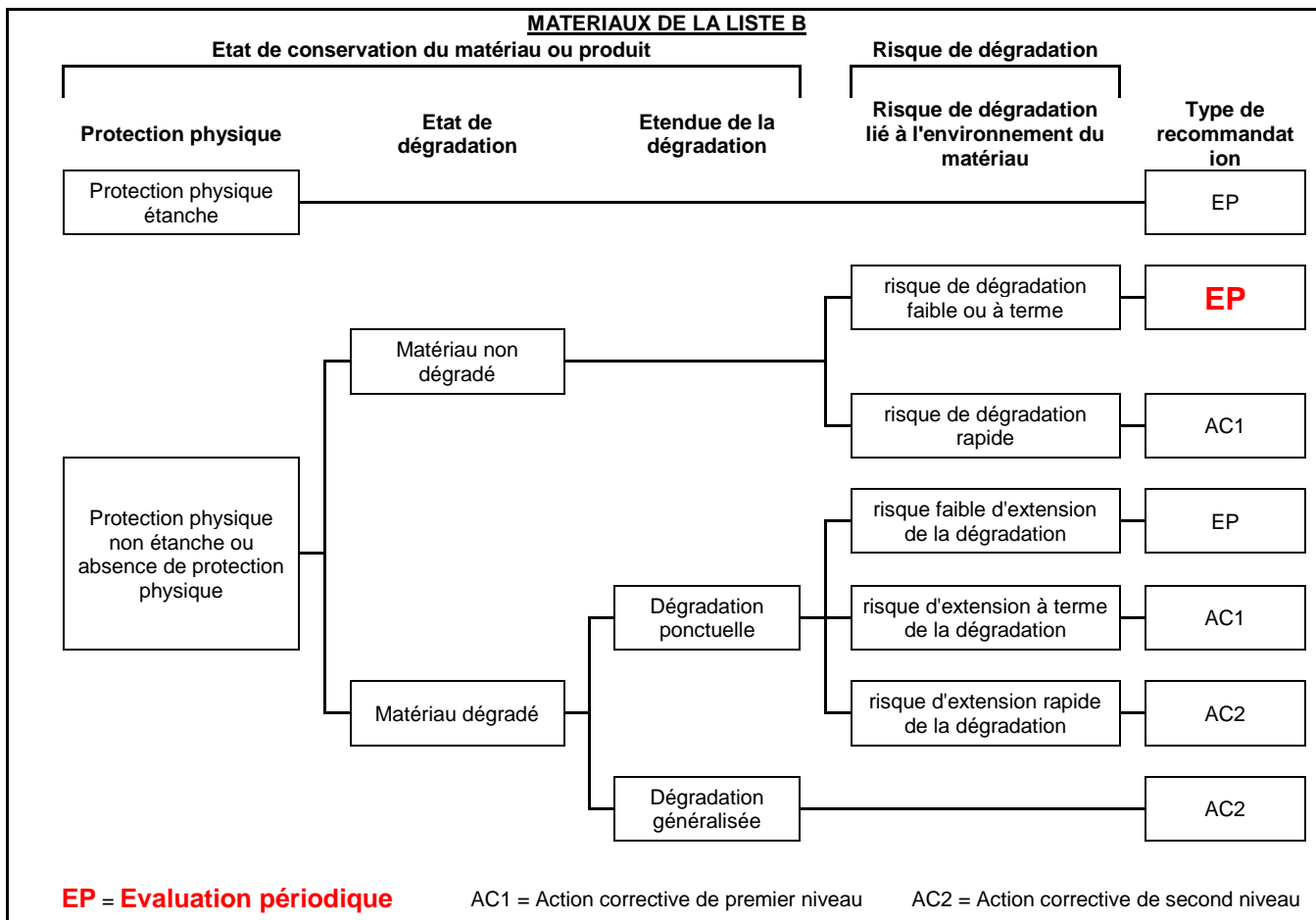
## D. Annexe : Fiches d'identification et de cotation

### Matériau N°1 : Accessoires fibres-ciment

Absence/Présence d'amiante	<b>Matériau contenant de l'amiante</b>	
Composant de la construction	Accessoires fibres-ciment-plaques fibreuses grises en garnissage intérieur de bacs à fleurs métalliques	
Observations	Prélèvement : Procès-verbal du résultat d'analyse joint au présent rapport.	


Localisation	Etat conservation	Conclusions réglementaires	Mesures conservatoires
<b>ÉLÉMENTS EXTERIEURS :</b> TERRASSE 2 R+1	Protection physique non étanche ou absence de protection physique - Matériau non dégradé	EP - Evaluation périodique	NEANT

ANALYSE				
Réf pré.	Emplacement pré.	Date	Couche / type produit	Résultat
AFC1-1	<b>ÉLÉMENTS EXTERIEURS :</b> TERRASSE 2 R+1	26/07/2017	Matériau dur fibreux de type fibres-ciment (gris)	<b>PRESENCE</b>



QUALITAT Expertises	Rapport Amiante 19324 - 1
Immeuble Crèche Necker 8/10, place du bataillon Pacifique 75012 PARIS	10/19

## Matériau N°2 : Bardeaux Bitumineux

Absence/Présence d'amiante	Matériau ne contenant pas d'amiante	
Composant de la construction	Bardeaux Bitumineux-toiture abri de jardin récent	
Observations	Date de fabrication du matériau postérieure à la date d'interdiction de l'amiante dans le matériau concerné.	

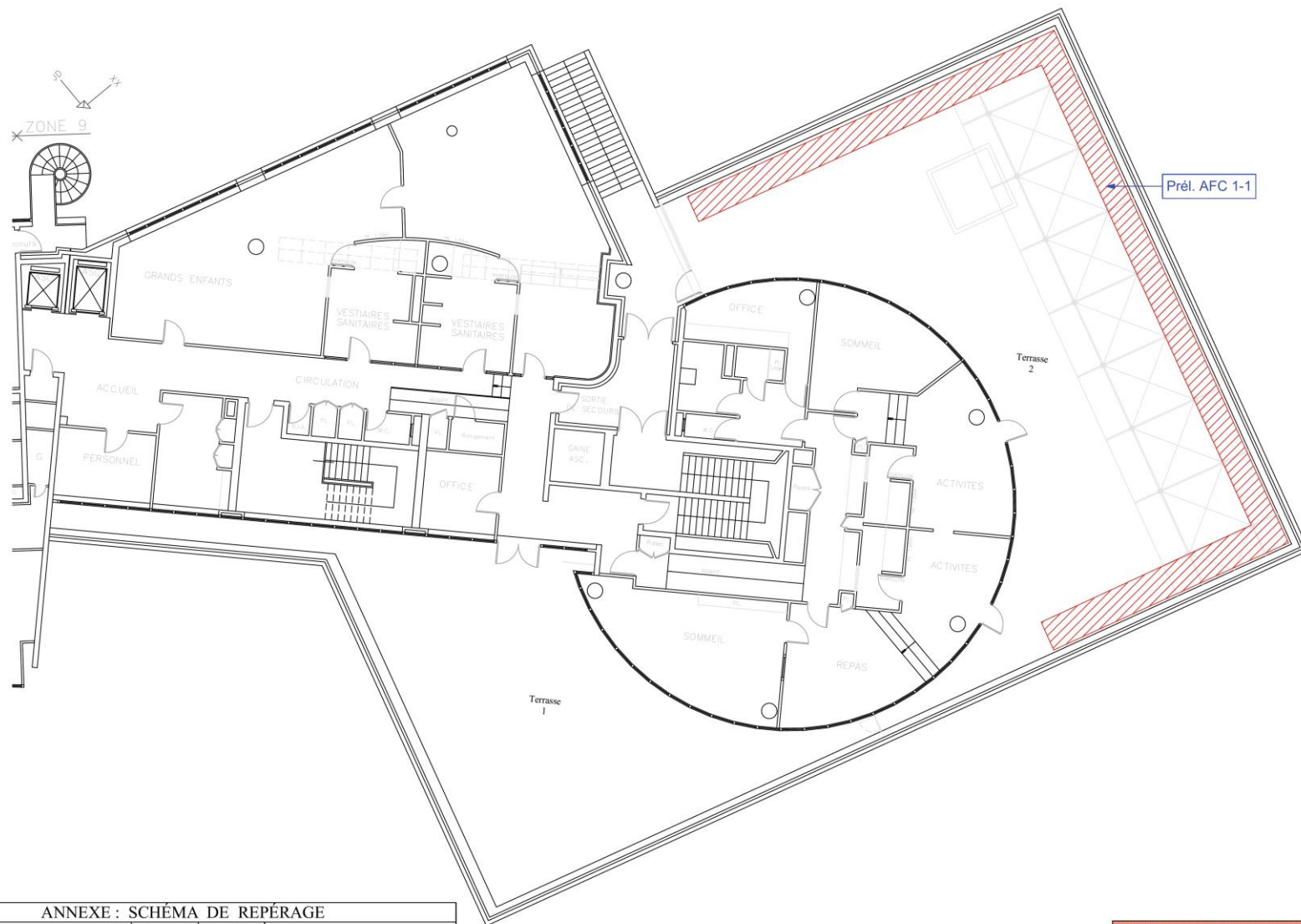
Localisation	Etat conservation	Conclusions réglementaires	Mesures conservatoires
<b><u>ÉLÉMENTS EXTERIEURS :</u></b> TERRASSE 1 R+1	Sans objet	NEANT	NEANT

QUALITAT Expertises	Rapport Amiante 19324 - 1
Immeuble Crèche Necker 8/10, place du bataillon Pacifique 75012 PARIS	11/19

## E. Annexe : Schéma de repérage

## R+1 / Eléments extérieurs

LÉGENDE	
Point de prélèvement	Prél. XXX-X-X



### ANNEXE : SCHÉMA DE REPÉRAGE

**QUALITAT**  
 EXPERTISES  
 92/98, Bd Victor Hugo 92110 CLICHY  
 01 41 27 93 47 courriel@qualitat.fr

Dossier	19324-1
Date	08/2017
Format	A3

86-92 allée deBercy  
 75012 PARIS

MATÉRIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE			
N°	Type matériau	Descriptif	Légende
1	Accessoires fibres-ciment	plaques grises en garnissage intérieur de bacs à fleurs métalliques (EP)	

## F. Annexe : Procès-verbaux d'analyse



**Eurofins Analyses pour le Bâtiment Ile de France SAS**

**AGENCE QUALITAT EXPERTISES**

**Monsieur Victor LOURENCO**

92/98 bd victor hugo

92115 CLICHY

### RAPPORT D'ANALYSE D'AMIANTE DANS LES MATERIAUX

N° de rapport d'analyse : AR-17-LH-079443-01  
Dossier N° : 17H027285  
Référence Dossier : 19324-1 place du bataillon Pacifique

Version du : 02/08/2017 15:01  
Date de réception : 28/07/2017

Page 1/1  
Date d'analyse : 02/08/2017

N° éch.	Référence client	Description visuelle de la couche	Technique utilisée	Préparation		Résultats
				Nb	Type	
001	Accessoires fibres-ciment-plaques fibreuses grises en garnissage intérieur de bacs à fleurs métalliques-AFC1-1-ELEMENTS EXTERIEURS: Terrasse 2 R+1 -001	Matériau dur fibreux de type fibres-ciment (gris)	MOLP *	2	-	Fibres d'amiante de type chrysotile

#### Méthode d'analyse employée pour la recherche qualitative des fibres d'amiante dans les matériaux :

Microscopie Optique à Lumière Polarisée (MOLP) réalisée selon la norme HSG 248 - Appendice 2

NB 1 : Sauf information contraire sur ce rapport, le laboratoire effectue une analyse couche par couche de l'échantillon transmis par le demandeur. Des composants décrits simultanément dans une même couche n'ont pas pu faire l'objet de prises d'essai séparées pour l'analyse.

NB 2 : Le laboratoire a validé sa limite de détection. Il garantit de donner un résultat positif pour les fibres recherchées si leur teneur dans l'échantillon est supérieure ou égale à 0.1% en masse.

Loubna Bamoulib  
Responsable Dptmt Laboratoire

Tous les éléments de traçabilité sont disponibles sur demande. La reproduction de ce document n'est autorisée que sous sa forme intégrale. Il comporte 1 page(s). Le présent rapport ne concerne que les objets soumis à l'essai. Seules certaines prestations rapportées dans ce document sont couvertes par l'accréditation. Elles sont identifiées par le symbole \*.

**Eurofins Analyses pour le Bâtiment Ile de France SAS**

117, Quai de Valmy, CS 5004  
F-75484 Paris Cedex 10, FRANCE  
Tél: +33 1 40 37 03 03 - Fax: +33 3 88 91 65 31 - Site Web: www.eurofins.fr/hdb  
S.A.S. au capital de 3 944 055 € RCS Paris SIRET 529 293 912 00034 TVA FR90 529 293 912 APE 7120B

ACCREDITATION  
N° 1- 1592  
Portée disponible sur  
www.cofrac.fr



## G. Annexe : Recommandations générales de sécurité

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à la présence d'amiante dans un bâtiment. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans le bâtiment et des personnes appelées à intervenir sur les matériaux ou produits contenant de l'amiante.

Ces mesures sont inscrites dans le dossier technique amiante et dans sa fiche récapitulative que le propriétaire constitue et tient à jour en application des dispositions de l'article R. 1334-29-5 du code de la santé publique.

La mise à jour régulière et la communication du dossier technique amiante ont vocation à assurer l'information des occupants et des différents intervenants dans le bâtiment sur la présence des matériaux et produits contenant de l'amiante, afin de permettre la mise en œuvre des mesures visant à prévenir les expositions.

Les recommandations générales de sécurité définies ci-après rappellent les règles de base destinées à prévenir les expositions. Le propriétaire (ou, à défaut, l'exploitant) de l'immeuble concerné adapte ces recommandations aux particularités de chaque bâtiment et de ses conditions d'occupation ainsi qu'aux situations particulières rencontrées.

Ces recommandations générales de sécurité ne se substituent en aucun cas aux obligations réglementaires existantes en matière de prévention des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs, inscrites dans le code du travail.

### 1. Informations générales

#### a) Dangerosité de l'amiante

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérogènes avérées pour l'homme. Elles sont à l'origine de cancers qui peuvent atteindre soit la plèvre qui entoure les poumons (mésothéliomes), soit les bronches et/ou les poumons (cancers broncho-pulmonaires). Ces lésions surviennent longtemps (souvent entre 20 à 40 ans) après le début de l'exposition à l'amiante. Le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) a également établi récemment un lien entre exposition à l'amiante et cancers du larynx et des ovaires. D'autres pathologies, non cancéreuses, peuvent également survenir en lien avec une exposition à l'amiante. Il s'agit exceptionnellement d'épanchements pleuraux (liquide dans la plèvre) qui peuvent être récidivants ou de plaques pleurales (qui épaississent la plèvre). Dans le cas d'empoussièrisme important, habituellement d'origine professionnelle, l'amiante peut provoquer une sclérose (asbestose) qui réduira la capacité respiratoire et peut dans les cas les plus graves produire une insuffisance respiratoire parfois mortelle. Le risque de cancer du poumon peut être majoré par l'exposition à d'autres agents cancérogènes, comme la fumée du tabac.

b) Présence d'amiante dans des matériaux et produits en bon état de conservation L'amiante a été intégré dans la composition de nombreux matériaux utilisés notamment pour la construction. En raison de son caractère cancérogène, ses usages ont été restreints progressivement à partir de 1977, pour aboutir à une interdiction totale en 1997. En fonction de leur caractéristique, les matériaux et produits contenant de l'amiante peuvent libérer des fibres d'amiante en cas d'usure ou lors d'interventions mettant en cause l'intégrité du matériau ou produit (par exemple perçage, ponçage, découpe, friction...). Ces situations peuvent alors conduire à des expositions importantes si des mesures de protection renforcées ne sont pas prises. Pour rappel, les matériaux et produits répertoriés aux listes A et B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique font l'objet d'une évaluation de l'état de conservation dont les modalités sont définies par arrêté. Il convient de suivre les recommandations émises par les opérateurs de repérage dits « diagnostiqueurs » pour la gestion des matériaux ou produits repérés. De façon générale, il est important de veiller au maintien en bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante et de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation de ceux-ci.

### 2. Intervention de professionnels soumis aux dispositions du code du travail.

Il est recommandé aux particuliers d'éviter dans la mesure du possible toute intervention directe sur des matériaux et produits contenant de l'amiante et de faire appel à des professionnels compétents dans de telles situations. Les entreprises réalisant des opérations sur matériaux et produits contenant de l'amiante sont soumises aux dispositions des articles R. 4412-94 à R. 4412-148 du code du travail. Les entreprises qui réalisent des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits contenant de l'amiante doivent en particulier être certifiées dans les conditions prévues à l'article R. 4412-129. Cette certification est obligatoire à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2013 pour les entreprises effectuant des travaux de retrait sur l'enveloppe extérieure des immeubles bâtis et à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2014 pour les entreprises de génie civil. Des documents d'information et des conseils pratiques de prévention adaptés sont disponibles sur le site Travailler-mieux (<http://www.travailler-mieux.gouv.fr>) et sur le site de l'Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles (<http://www.inrs.fr>).

### 3. Recommandations générales de sécurité

Il convient d'éviter au maximum l'émission de poussières notamment lors d'interventions ponctuelles non répétées, par exemple :

- perçage d'un mur pour accrocher un tableau ;
- remplacement de joints sur des matériaux contenant de l'amiante ;
- travaux réalisés à proximité d'un matériau contenant de l'amiante en bon état, par exemple des interventions légères dans des boîtiers électriques, sur des gaines ou des circuits situés sous un flocage sans action directe sur celui-ci, de remplacement d'une vanne sur une canalisation calorifugée à l'amiante. L'émission de poussières peut être limitée par humidification locale des matériaux contenant de l'amiante en prenant les mesures nécessaires pour éviter tout risque électrique et/ou en utilisant de préférence des outils manuels ou des outils à vitesse lente. Le port d'équipements adaptés de protection respiratoire est recommandé. Le port d'une combinaison jetable permet d'éviter la propagation de fibres d'amiante en dehors de la zone de travail. Les combinaisons doivent être jetées après chaque utilisation. Des informations sur le choix des équipements de protection sont disponibles sur le site internet amiante de l'INRS à l'adresse suivante : [www.amiante.inrs.fr](http://www.amiante.inrs.fr). De plus, il convient de disposer d'un sac à déchets à proximité immédiate de la zone de travail et d'une éponge ou d'un chiffon humide de nettoyage.

QUALITAT Expertises	Rapport Amiante 19324 - 1
Immeuble Crèche Necker 8/10, place du bataillon Pacifique 75012 PARIS	15/19

#### 4. Gestion des déchets contenant de l'amiante

Les déchets de toute nature contenant de l'amiante sont des déchets dangereux. A ce titre, un certain nombre de dispositions réglementaires, dont les principales sont rappelées ci-après, encadrent leur élimination. Lors de travaux conduisant à un désamiantage de tout ou partie de l'immeuble, la personne pour laquelle les travaux sont réalisés, c'est-à-dire les maîtres d'ouvrage, en règle générale les propriétaires, ont la responsabilité de la bonne gestion des déchets produits, conformément aux dispositions de l'article L. 541-2 du code de l'environnement. Ce sont les producteurs des déchets au sens du code de l'environnement.

Les déchets liés au fonctionnement d'un chantier (équipements de protection, matériel, filtres, bâches, etc.) sont de la responsabilité de l'entreprise qui réalise les travaux.

##### a. Conditionnement des déchets

Les déchets de toute nature susceptibles de libérer des fibres d'amiante sont conditionnés et traités de manière à ne pas provoquer d'émission de poussières. Ils sont ramassés au fur et à mesure de leur production et conditionnés dans des emballages appropriés et fermés, avec apposition de l'étiquetage prévu par le décret no 88-466 du 28 avril 1988 relatif aux produits contenant de l'amiante et par le code de l'environnement notamment ses articles R. 551-1 à R. 551-13 relatifs aux dispositions générales relatives à tous les ouvrages d'infrastructures en matière de stationnement, chargement ou déchargement de matières dangereuses. Les professionnels soumis aux dispositions du code du travail doivent procéder à l'évacuation des déchets, hors du chantier, aussitôt que possible, dès que le volume le justifie après décontamination de leurs emballages.

##### b. Apport en déchèterie

Environ 10 % des déchèteries acceptent les déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité provenant de ménages, voire d'artisans. Tout autre déchet contenant de l'amiante est interdit en déchèterie. A partir du 1er janvier 2013, les exploitants de déchèterie ont l'obligation de fournir aux usagers les emballages et l'étiquetage appropriés aux déchets d'amiante.

##### c. Filières d'élimination des déchets

Les matériaux contenant de l'amiante ainsi que les équipements de protection (combinaison, masque, gants...) et les déchets issus du nettoyage (chiffon...) sont des déchets dangereux. En fonction de leur nature, plusieurs filières d'élimination peuvent être envisagées. Les déchets contenant de l'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité peuvent être éliminés dans des installations de stockage de déchets non dangereux si ces installations disposent d'un casier de stockage dédié à ce type de déchets. Tout autre déchet amianté doit être éliminé dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés. En particulier, les déchets liés au fonctionnement du chantier, lorsqu'ils sont susceptibles d'être contaminés par de l'amiante, doivent être éliminés dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés.

##### d. Information sur les déchèteries et les installations d'élimination des déchets d'amiante

Les informations relatives aux déchèteries acceptant des déchets d'amiante lié et aux installations d'élimination des déchets d'amiante peuvent être obtenues auprès :

- de la préfecture ou de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie en Ile-de-France) ou de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- du conseil général (ou conseil régional en Ile-de-France) au regard de ses compétences de planification sur les déchets dangereux ;
- de la mairie ;
- ou sur la base de données « déchets » gérée par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, directement accessible sur internet à l'adresse suivante : [www.sinoe.org](http://www.sinoe.org).

##### e. Traçabilité

Le producteur des déchets remplit un bordereau de suivi des déchets d'amiante (BSDA, CERFA no 11861). Le formulaire CERFA est téléchargeable sur le site du ministère chargé de l'environnement. Le propriétaire recevra l'original du bordereau rempli par les autres intervenants (entreprise de travaux, transporteur, exploitant de l'installation de stockage ou du site de vitrification). Dans tous les cas, le producteur des déchets devra avoir préalablement obtenu un certificat d'acceptation préalable lui garantissant l'effectivité d'une filière d'élimination des déchets. Par exception, le bordereau de suivi des déchets d'amiante n'est pas imposé aux particuliers voire aux artisans qui se rendent dans une déchèterie pour y déposer des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité. Ils ne doivent pas remplir un bordereau de suivi de déchets d'amiante, ce dernier étant élaboré par la déchèterie.

## H. Attestations d'assurance, de compétence, d'impartialité.

Votre Assurance

► RCE PRESTATAIRES



ATTESTATION

SAS AGENCE QUALITAT EXPERTISE  
0092 BD VICTOR HUGO  
92 A 98  
92110 CLICHY FR

COURTIER

CARENE ASSCES PACT OFFICE  
9 PLACE BENOIT CREPU  
BP 5004  
69245 LYON CEDEX 05  
Tél : 04 72 41 96 96  
Fax : 04 72 40 99 96  
Portefeuille : 0201351084

Vos références :

Contrat n° 4981163004  
Client n° 0404788720

AXA France IARD, atteste que :

SAS AGENCE QUALITAT EXPERTISE  
0092 BD VICTOR HUGO  
92 A 98  
92110 CLICHY

Est titulaire d'un contrat d'assurance N° 4981163004 garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant lui incomber du fait de l'exercice des activités suivantes

ACTIVITE 1 :

- Contrôle périodique amiante
- Diagnostic amiante avant travaux/avant démolition
- Diagnostic amiante avant vente
- Dossier technique amiante
- contrôle visuel amiante après travaux, conformément à la norme NFX 46 021
- Diagnostic gaz
- Diagnostic termites
- Etat parasitaire
- Exposition au plomb (CREP)
- Recherche de plomb avant travaux
- Diagnostic d'intoxication au plomb peinture (DRIP)
- Loi Carrez
- Mesurage surface utile
- Mesurage SHON (Surface Hors Œuvre Nette) et SHOB (Surface Hors Œuvre Brute)
- Mesurage surface de plancher
- Etat des risques naturels, miniers et technologiques
- Diagnostic de performance énergétique
- Etat de l'installation intérieure de l'électricité
- Diagnostic légionellose
- Prêt conventionné et prêts à taux zéro (normes d'habitabilité)
- Calcul des tantièmes et millièmes de copropriétés
- Diagnostic technique SRU - Diagnostic technique d'immeuble
- Diagnostic accessibilité des personnes à mobilité réduite
- Diagnostic portant sur la gestion des déchets issus de la démolition de bâtiments conformément au Décret n° 2011-610 du 31 mai 2011
- Recherche de plomb dans l'eau

A L'EXCLUSION DE TOUTE MISSION D'ARCHITECTE, DE BUREAU D'ETUDES TECHNIQUES ET DE TOUTE IMMIXTION EN MAITRISE D'OEUVRE OU PRECONISATION TECHNIQUE PORTANT SUR DES OUVRAGES VISES PAR LES ARTICLES 1792 A 1792-6 DU CODE CIVIL

- Audit Energétique avec préconisation de mesures visant à réaliser des économies d'énergie
- Etude Capacitaire
- Mesurage d'empoussièrement en fibres d'amiante

A L'EXCLUSION DE TOUTE MISSION D'ARCHITECTE, DE BUREAU D'ETUDES TECHNIQUES ET DE TOUTE IMMIXTION EN MAITRISE D'OEUVRE OU PRECONISATION TECHNIQUE PORTANT SUR DES OUVRAGES VISES PAR LES ARTICLES 1792 A 1792-6 DU CODE CIVIL

AXA France IARD SA

Société anonyme au capital de 214 799 030 Euros  
Siège social : 313, Terrasses de l'Arche - 92727 Nanterre Cedex 722 057 460 R.C.S. Nanterre  
Entreprise régie par le Code des assurances - TVA intracommunautaire n° FR 14 722 057 460  
Opérations d'assurances exonérées de TVA - art. 261-C CGI - sauf pour les garanties portées par AXA Assistance

1/2

A L'EXCLUSION DE TOUTE PRESTATION DE REALISATION DE DEVIS OU CHIFFRAGE DE TRAVAUX.

- Formation aux diagnostics immobiliers SANS DELIVRANCE DE CERTIFICAT DE COMPETENCE

#### ACTIVITE 2

Prestations de relevé et modélisation 3D (B.I.M. : Building Information Modeling), pour le compte de maitres d'ouvrages, maitres d'œuvre et de bureaux d'études, relatives à tous types de bâtiments existants dans le cadre de projet de rénovation/réhabilitation ou de maintenance/exploitation A L'EXCLUSION DE TOUTE MISSION D'ARCHITECTE, DE BUREAU D'ETUDES TECHNIQUES ET DE TOUTE IMMIXTION EN MAITRISE D'OEUVRE OU PRECONISATION TECHNIQUE PORTANT SUR DES OUVRAGES VISES PAR LES ARTICLES 1792 A 1792-6 DU CODE CIVIL

La présente attestation ne peut engager l'Assureur au-delà des limites et conditions du contrat auquel elle se réfère.

La présente attestation est valable pour la période du 01/01/2017 au 01/01/2018 sous réserve des possibilités de suspension ou de résiliation en cours d'année d'assurance pour les cas prévus par le Code des Assurances ou le contrat.

Fait à PARIS  
le 28 décembre 2016  
Pour la société :

#### Montant des garanties

(« Lorsqu'un même sinistre met en jeu simultanément différentes garanties, l'engagement maximum de l'assureur n'excède pas, pour l'ensemble des dommages, le plus élevé des montants prévus pour ces garanties » ainsi qu'il est précisé à l'article 6.3 des conditions générales. )

NATURE DES GARANTIES	LIMITES DES GARANTIES
Tous dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs confondus (autres que ceux visés au paragraphe « Autres garanties » ci-après)	9 000 000 € par année d'assurance
Dont :	
• Dommages corporels	9 000 000 € par année d'assurance
• Dommages matériels et immatériels consécutifs confondus	3 000 000 € par année d'assurance
Autres garanties :	
Atteinte accidentelle à l'environnement (tous dommages confondus) (article 3.1 des conditions générales)	750 000 € par année d'assurance
Dommages immatériels non consécutifs (selon extension aux conditions particulières y compris la Responsabilité Civile Professionnelle obligatoire)	3 000 000 € par année d'assurance
Dommages aux biens confiés (selon extension aux conditions particulières)	150 000 € par sinistre
Reconstitution de documents/ médias confiés (selon extension aux conditions particulières)	30 000 € par sinistre

#### AXA France IARD SA

Société anonyme au capital de 214 799 030 Euros  
Siège social : 313, Terrasses de l'Arche - 92727 Nanterre Cedex 722 057 460 R.C.S. Nanterre  
Entreprise régie par le Code des assurances - TVA intracommunautaire n° FR 14 722 057 460  
Opérations d'assurances exonérées de TVA - art. 261-C CGI - sauf pour les garanties portées par AXA Assistance

2/2

## ATTESTATION SUR L'HONNEUR

Je soussigné LOURENCO Victor, exerçant la profession d'opérateur en diagnostic immobilier, conformément à l'application de l'article L 271-6 du Code de la Construction et de l'Habitation, atteste sur l'honneur que :

- La présente prestation est réalisée en totale indépendance et impartialité.

- Je dispose des compétences requises pour effectuer le (ou les) diagnostic(s) convenu(s) ainsi qu'en atteste(nt) ma (ou mes) certification(s) de compétences, ainsi que de l'organisation et des moyens appropriés requis par les textes légaux et réglementaires.

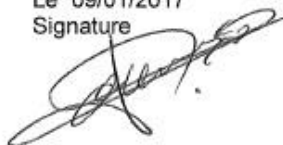
- Certificat QUALIXPERT
- N° de certificat C0738
- Certificats délivrés jusqu'au :


1. Amiante : 21/01/2018
2. Plomb : 19/02/2018

- Je suis couvert par une assurance couvrant les éventuelles conséquences qui pourraient résulter de mon intervention.

- J'ai conscience que toute fausse déclaration ainsi que toute intervention effectuée en violation des contraintes légales est passible de sanctions pénales d'un montant de 1 500 € par infraction constatée, le double en cas de récidive.

Fait à CLICHY  
Le 09/01/2017  
Signature






**Certificat N° C0738**

**Monsieur Victor LOURENCO**

Certié dans le cadre du processus de certification PR04 consultable sur [www.qualixpert.com](http://www.qualixpert.com) conformément à l'ordonnance 2005-655 titre III du 8 juin 2005 et au décret 2006-1114 du 05 septembre 2006.

dans le(s) domaine(s) suivant(s) :




ACCREDITATION  
N° 4-0094  
PORTEE  
DISPONIBLE SUR  
[WWW.COFRAC.FR](http://WWW.COFRAC.FR)

<b>Amiante sans mention</b>	<b>Certificat valable</b> Du 22/01/2013 au 16/08/2017	Arrêté du 25 juillet 2016 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérages, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification.
<b>Amiante avec mention</b>	<b>Certificat valable</b> Du 17/08/2017 au 21/01/2018	Arrêté du 25 juillet 2016 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérages, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification.
<b>Constat de risque d'exposition au plomb</b>	<b>Certificat valable</b> Du 20/02/2013 au 19/02/2018	Arrêté du 21 novembre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs des constats de risque d'exposition au plomb, des diagnostics du risque d'intoxication par le plomb des peintures ou des contrôles après travaux en présence de plomb, et les critères d'accréditation des organismes de

Date d'établissement le jeudi 17 août 2017

**Marjorie ALBERT**  
Directrice Administrative

P10



100 17 rue Berni - 91100 CASTRES  
 F09 Certification de compétence version K 140415  
 Tel : 02 13 73 00 12 Fax : 02 13 73 32 87 - [www.qualixpert.com](http://www.qualixpert.com)  
 srl au capital de 8000 euros - APE 7120B - RCS Castres SIRET 493 037 832 00018

**Ministère de l'Economie, des Finances et  
de l'Emploi**

DPAEP - Bureau 5B - TELEDON 731  
139 Rue de Bercy  
75572 PARIS CEDEX 12

A l'attention de Madame RIVIERE

D I A G N O S T I C  
A S S I S T A N C E  
T E C H N I Q U E



**ETAT MENTIONNANT LA PRESENCE OU  
L'ABSENCE DE MATERIAUX ET  
PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE**

Code prestation : k161

**LIEU D'INTERVENTION :**  
Crèche dans bâtiment NECKER  
120 Rue de Bercy  
75012 PARIS

DATE : 22.12.2009

AFFAIRE N° : 09.880.803.03835.00.H

RAPPORT N° : 027.AMIA.001



**Agence Expert Grands Complexes**  
13-17 Rue Salneuve  
75854 PARIS CEDEX 17  
Tel. 01.40.54.59.26 - Fax. 01.40.54.57.47

**Agence Export Grands Comptes**  
13-17 Rue Salneuve  
75854 PARIS CEDEX 17  
Tel. 01.40.54.59.26 - Fax. 01.40.54.57.47

Lieu d'intervention :  
Crèche dans bâtiment NECKER  
120 Rue de Bercy  
75012 PARIS

Date : 22.12.2009

**ETAT MENTIONNANT LA PRESENCE OU L'ABSENCE DE MATERIAUX ET PRODUITS  
CONTENANT DE L'AMIANTE**

Code prestation : K161

**Adresse d'expédition :** **Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Emploi**  
DPAEP - Bureau 5B - TELEDON 731  
139 Rue de Bercy  
75572 PARIS CEDEX 12

**A l'attention de :** Madame RIVIERE

**Intervenant :**  
Monsieur JACOB

**Accompagné par :**  
Monsieur LOUZE

**Signature :**

## SOMMAIRE

<b>1. SYNTHESE DES RESULTATS</b>	<b>3</b>
1.1. Obligations réglementaires	3
1.2. Préconisations	4
<b>2. GENERALITES</b>	<b>5</b>
2.1. Objectif de la prestation	5
2.2. Références réglementaires	5
2.3. Compétence et assurance	5
2.4. Commentaires relatifs au déroulement de la prestation	5
2.5. Rapport(s) précédent(s)	5
<b>3. DESCRIPTION DU OU DES BATIMENTS</b>	<b>6</b>
3.1. Propriétaire du ou des bâtiments	6
3.2. Périmètre de la prestation	6
3.3. Locaux non visités	6
<b>4. RESULTATS ET AVIS</b>	<b>7</b>
<b>5. SCHEMA</b>	<b>8</b>
<b>6. BULLETIN D'ANALYSE DES MATERIAUX</b>	<b>12</b>
<b>7. FICHES D'EXAMENS VISUELS</b>	<b>19</b>

## 1. SYNTHESE DES RESULTATS

### 1.1. Obligations réglementaires

Nous avons recensé des matériaux et produits contenant de l'amiante selon le programme de repérage défini dans l'annexe 13.9 de l'article R 1334-24 du code de la santé publique. Les conclusions conduisent aux obligations réglementaires récapitulées ci dessous.

#### Locaux ou zone homogène nécessitant des travaux sous 36 mois (notation 3)

BATIMENT	LOCALISATION	MATERIAUX ET PRODUITS
Néant		

#### Locaux ou zone homogène nécessitant une mesure d'empoussièrement (notation 2)

LOCALISATION	MATERIAUX ET PRODUITS
Néant	

#### Locaux ou zone homogène nécessitant un contrôle périodique tous les 3 ans (notation 1)

LOCALISATION	MATERIAUX ET PRODUITS
Néant	

#### Locaux ou zone homogène avec matériaux ou produits contenant de l'amiante en état dégradé (notation D)

LOCALISATION	MATERIAUX ET PRODUITS
Néant	

Locaux ou zone homogène avec matériaux ou produits contenant de l'amiante en bon état (notation B)

LOCALISATION	MATERIAUX ET PRODUITS
Niveau RO, couloir côté sortie de secours	Joints (tresses) visibles coupe-feu au droit de passage des murs ou planchers
Niveau RO, local côté sortie de secours	
Niveau rez-de-dalle, placard technique côté WC femmes	Joints (tresses) visible coupe-feu au droit de passages des murs ou planchers.
Niveau rez-de-dalle local RIA	
Niveau rez-de-dalle, local technique face au vidoir	
Niveau rez-de-dalle, RIA côté dortoir 1217	
Niveau rez-de-dalle, placard technique côté RIA face à local 1217	
2 <sup>ème</sup> étage, local RIA côté circulation	Joints (tresses) visibles coupe-feu au droit de passages des planchers ou murs
2 <sup>ème</sup> étage, local RIA face à ascenseur	
Placard technique côté salles activités au 2 <sup>ème</sup> étage	
Niveau RO, couloir principal	Enveloppe bitume de calorifugeage (réseau eau glacée)
Niveau RO, local poussette	
Niveau RO, local technique 2240 (CTA)	
Niveau RO, local côté sortie de secours	
Niveau rez-de-dalle, placard technique côté WC	
Niveau rez-de-dalle, office 1837	

## 1.2. Préconisations

Le présent document constitue un élément important du dossier technique amiante.

Concernant les matériaux contenant de l'amiante, il conviendra d'éviter toute action pouvant libérer

D'autres matériaux, comme par exemple les clapets et volets coupe-feu peuvent contenir de l'amiante. Ces matériaux, étant dans des réseaux **en service** et en bon état, nous n'avons pas fait de prélèvement.

En cas de travaux à venir, vous avez l'obligation réglementaire de faire un rapport de recherche de matériaux amiantifères **avant travaux**.

Nous vous rappelons que des dispositions spécifiques de protection des travailleurs intervenant sur les matériaux et produits contenant de l'amiante sont stipulées dans le cadre du code du travail.

Nous vous conseillons de faire appel à un maître d'œuvre spécialisé pour concevoir le projet de traitement ou de suppression de l'amiante et à une entreprise spécialisée pour réaliser ces travaux conformément aux recommandations de la CRAM et aux guides de l'INRS.

Nous avons repéré des joints (tresses) coupe feu contenant de l'amiante au droit de passages dans les fourreaux des planchers ou des voiles.

Ces matériaux ne font pas parties de la liste établie selon l'annexe 13.9 de l'article R 1334-24 du code de la Santé Publique.

Une surveillance interne doit être effectuée en cas de dégradation et de libération éventuelles de fibres d'amiante.

## 2. GENERALITES

### 2.1. Objectif de la prestation

La prestation a pour objectif de réaliser l'état mentionnant la présence ou l'absence de matériaux ou produits contenant de l'amiante dont le propriétaire doit disposer lors « de la mise en vente de son immeuble ou de l'établissement du dossier technique amiante ».

### 2.2. Références réglementaires

Loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004,  
Ordonnance n° 2005-655 du 8 juin 2005 (Article L 1334-13 du code de la santé publique),  
Article R 1334-24 du code de la santé publique,  
Arrêté du 22 Août 2002 relatif aux modalités d'établissement du repérage,  
Arrêté du 07 février 1996 relatif aux modalités d'évaluation de l'état de conservation des flocages et des calorifugeages contenant de l'amiante et aux mesures d'empoussièrement dans les immeubles bâtis,  
Arrêté du 15 janvier 1998 relatif aux modalités d'évaluation de l'état de conservation des faux-plafonds contenant de l'amiante et aux mesures d'empoussièrement dans les immeubles bâtis,  
Arrêté du 21 novembre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérage et de diagnostic amiante dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification.

Notre inventaire porte spécifiquement sur les matériaux et produits définis dans le PROGRAMME DE REPERAGE DE L'AMIANTE selon l'annexe 13-9 de l'article R 1334-24 du code de la santé publique.

### 2.3. Compétence et assurance

La certification de la compétence de l'intervenant a été délivrée par : SQI le 06/04/07-DTI/0704-004  
N° de police et Compagnie d'assurance : 0067686 – QBE France  
N° SIRET : 775 690 639-00015  
Nom et Adresse du laboratoire : 97-103, boulevard Victor Hugo 93400 SAINT OUEEN

### 2.4. Commentaires relatifs au déroulement de la prestation

Le présent document concerne des matériaux ou produits visibles et accessibles conformément au code de la santé publique. Il n'exclut pas la présence d'amiante dans d'autres parties d'ouvrage. En cas de travaux ou de démolition un repérage complémentaire doit être réalisé dans le cadre de la réglementation relative à la protection des travailleurs.

### 2.5. Rapport(s) précédent(s)

Les rapports précédents relatifs à l'amiante qui nous ont été remis avant la visite sont :

NOM DU RAPPORT	ORGANISME EMETTEUR	DATE
97.860.803.05718.00.L (96-97)	APAVE	06.06.1997
Prélèvements	APAVE	18.11.1997

Lors de notre visite, il nous a été remis les plans suivants : plans fournis

Lors de notre visite, il nous a été remis les bulletins de caractérisation des matériaux et produits suivants : absence d'amiante dans les matériaux friables.

### 3. DESCRIPTION DU OU DES BATIMENTS

#### 3.1. Propriétaire du ou des bâtiments

Nom ou raison sociale : Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Emploi – DPAEP – Bureau 5B – TELEDON 731

Adresse : 139 Rue de Bercy  
Code Postal : 75572  
Ville : PARIS CEDEX 12

#### 3.2. Périmètre de la prestation

Dans le cadre de cette mission, l'intervenant Apave a examiné uniquement les locaux et les volumes auxquels il a pu accéder dans les conditions normales de sécurité.

#### 3.3. Locaux non visités

Les locaux qui n'ont pas pu être visités sont récapitulés avec les motifs dans le tableau ci-dessous :

LOCALISATION	LOCAUX	MOTIFS
Sans objet		

#### 4. RESULTATS ET AVIS

**Légende :**

- 1 - Contrôle périodique de l'état de conservation des matériaux et produits (tous les 3 ans)
- 2 - Surveillance du niveau d'empoussièrement avec prélèvements d'air
- 3 - Travaux dans un délai de 36 mois
- B - Bon état de conservation
- D - Etat dégradé

Le résultat de l'analyse des échantillons prélevés ou reconnaissance visuelle fait apparaître la présence d'amiante uniquement dans les locaux ou zones homogènes précisés dans le tableau ci-dessous :

LOCALISATION BATIMENT(S), ETAGE(S), LOCAUX OU ZONES HOMOGENES	MATERIAUX ET PRODUITS	VISUEL N° : Vxx ECHANTILLON N° : EXX	AVIS (NOTATION) 1-2-3-B-D
Niveau RO, couloir côté sortie de secours	Joint (tresses) visibles coupe feu au droit de passage de murs ou planchers	Prélèvement APAVE 1997	B
Niveau RO, local côté sortie de secours			B
Niveau rez-de-dalle, placard technique côté WC femmes			B
Niveau rez-de-dalle, local RIA			B
Niveau rez-de-dalle, local technique face au vidoir			B
Niveau rez-de-dalle, RIA côté dortoir 1217			B
Niveau rez-de-dalle, placard technique côté RIA face à local 1217			B
2 <sup>ème</sup> étage, local RIA côté circulation			B
2 <sup>ème</sup> étage, local RIA face à ascenseur			B
Placard technique côté salles d'activités au 2 <sup>ème</sup> étage			B
Niveau RO, couloir principal	Enveloppe bitume de calorifugeage (réseau eau glacée)	N1	B
Niveau RO, local poussette		N1	B
Niveau RO, local technique 2240 (CTA)		N1	B
Niveau RO, local côté sortie de secours		N1	B
Niveau rez-de-dalle placard technique côté WC		N1	B
Niveau rez-de-dalle, office 1837		N1	B

**5. SCHEMA**







**6. BULLETIN D'ANALYSE DES MATERIAUX**

Service : Laboratoire  
Ligne directe : 01-40-54-58-19  
Correspondant : G. BLIN  
N/Réf : sbe  
V/Réf :  
V/Lettre du :

Ministère de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi  
DPAEP Bureau 5B - 139 rue de Bercy  
75572 PARIS CEDEX 12

**Rapport d'essai N° 1060503-R01-Rév0**

**Date de réception : 23/12/2009**

**Désignation : échantillon N1 : enveloppe bitume de calorifuge : niveau R0, local CTA réseau eau glacée**

**Examen visuel : matériau fibreux suivant l'arrêté du 06 mars 2003**

**Description macroscopique : matériau non friable de type bitume sur treillis fibreux**

**Nombre de préparations : 2**

**Date de l'essai : 04/01/2010**

**N° Affaire: 09-880-803-03805-00-H**

Etablissement demandeur ..... Ministère de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi  
Etablissement concerné ..... Crèche du Bâtiment Necker  
Adresse du prélèvement ..... 120 rue de Bercy - 75012 PARIS  
Etablissement préleveur ..... APAVE EGC  
Nom du préleveur ..... Mr Jacob  
Méthode de prélèvement ..... échantillon massif  
Date du prélèvement ..... 22/12/2009  
Nature du matériau ..... bitume  
Année d'application ..... /

**EXAMEN DE MATERIAU POUR LA RECHERCHE DE FIBRES D'AMIANTE**

Méthodes d'examen mises en oeuvre :

1) " Procédure for the detection and identification of asbestos and others fibres in fibrons inorganic materials "

Ann..occup.Hyg.V.00.p 127-139-MONKMAN L.J., 1979

Norme MDHS N° 77 de juin 1994

Les examens sont basés sur les caractéristiques optiques et morphologiques spécifiques des fibres d'amiante

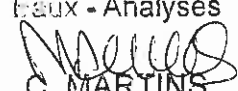
**Conclusion de l'examen : Présence de fibres d'amiante chrysotile**

Conservation de l'échantillon : 3 mois à compter de la date de ce courrier

**Saint-Ouen, le 07/01/2010**

**Le Responsable de l'Unité d'Exploitation Analyses**

**G. BLIN**

Suppléant de l'Unité Exploitation  
Eaux - Analyses  
  
C. MARTINS

Le rapport d'essai ne concerne que les objets soumis à l'essai.

La reproduction de ce rapport d'essai n'est autorisée que sous sa forme intégrale. Il comporte 1 page.

L'accréditation de la Section Essais du COFRAC atteste de la compétence des laboratoires pour les seuls essais couverts par l'accréditation.

3.L505.1.07/4

Service : Laboratoire  
Ligne directe : 01-40-54-58-19  
Correspondant : G. BLIN  
N/Réf :  
V/Réf :  
V/Lettre du :

Ministère de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi  
DPAEP Bureau 5B - 139 rue de Bercy  
75572 PARIS CEDEX 12

**Rapport d'essai N° 1060504-R01-Rév0**

**Date de réception : 23/12/2009**

**Désignation : échantillon N2 : enveloppe plâtre de calorifuge : niveau R0, local CTA réseau eau chaude**

**Examen visuel : matériau fibreux suivant l'arrêté du 06 mars 2003**

**Description macroscopique : matériau non friable de type plâtre sur fibres**

**Nombre de préparations : 2**

**Date de l'essai : 04/01/2010**

**N° Affaire: 09-880-803-03805-00-H**

Etablissement demandeur ..... Ministère de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi  
Etablissement concerné ..... Crèche du Bâtiment Necker  
Adresse du prélèvement ..... 120 rue de Bercy - 75012 PARIS  
Etablissement préleveur ..... APAVE EGC  
Nom du préleveur ..... Mr Jacob  
Méthode de prélèvement ..... échantillon massif  
Date du prélèvement ..... 22/12/2009  
Nature du matériau ..... plâtre  
Année d'application ..... /

## EXAMEN DE MATERIAU POUR LA RECHERCHE DE FIBRES D'AMIANTE

Méthodes d'examen mises en oeuvre :

1) " Procédure for the detection and identification of asbestos and others fibres in fibrons inorganic materials "

Ann.occup.Hyg V.00.p 127-139-MONKMAN L.J., 1979

Norme MDHS N° 77 de juin 1994

Les examens sont basés sur les caractéristiques optiques et morphologiques spécifiques des fibres d'amiante

**Conclusion de l'examen : Absence de fibres d'amiante**

Conservation de l'échantillon : 3 mois à compter de la date de ce courrier

**Saint-Ouen, le 07/01/2010**

***Le Responsable de l'Unité d'Exploitation Analyses***

**G. BLIN**

**Suppléant de l'Unité Exploitation.**

**Eaux - Analyses**

*C. MARTINS*  
**C. MARTINS**

Le rapport d'essai ne concerne que les objets soumis à l'essai.

La reproduction de ce rapport d'essai n'est autorisée que sous sa forme intégrale. Il comporte 1 page.

L'accréditation de la Section Essais du COFRAC atteste de la compétence des laboratoires pour les seuls essais couverts par l'accréditation.

3.L505.107/4

Service : Laboratoire  
Ligne directe : 01-40-54-58-19  
Correspondant : G. BLIN  
N/Réf :  
V/Réf :  
V/Lettre du :

Ministère de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi  
DPAEP Bureau 5B - 139 rue de Bercy  
75572 PARIS CEDEX 12

**Rapport d'essai N° 1060505-R01-Rév0**

**Date de réception : 23/12/2009**

**Désignation : échantillon N3 : coffret de clapet coupe feu : niveau rez de dalle local vidoir**

**Examen visuel : matériau fibreux suivant l'arrêté du 06 mars 2003**

**Description macroscopique : matériau non friable rosé de type plâtre avec papier aluminisé**

**Nombre de préparations : 2**

**Date de l'essai : 04/01/2010**

**N° Affaire: 09-880-803-03805-00-H**

Etablissement demandeur ..... Ministère de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi  
Etablissement concerné ..... Crèche du Bâtiment Necker  
Adresse du prélèvement ..... 120 rue de Bercy - 75012 PARIS  
Etablissement préleveur ..... APAVE EGC  
Nom du préleveur ..... Mr Jacob  
Méthode de prélèvement ..... grattage  
Date du prélèvement ..... 22/12/2009  
Nature du matériau ..... clapet  
Année d'application ..... /

**EXAMEN DE MATERIAU POUR LA RECHERCHE DE FIBRES D'AMIANTE**

Méthodes d'examen mises en oeuvre :

1) " Procédure for the detection and identification of asbestos and others fibres in fibrons inorganic materials "

Ann.occup.Hyg.V.00.p 127-139-MONKMAN L.J., 1979

Norme MDHS N° 77 de juin 1994

Les examens sont basés sur les caractéristiques optiques et morphologiques spécifiques des fibres d'amiante

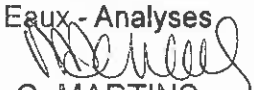
**Conclusion de l'examen : Absence de fibres d'amiante**

Conservation de l'échantillon : 3 mots à compter de la date de ce courrier

**Saint-Ouen, le 07/01/2010**

**Le Responsable de l'Unité d'Exploitation Analyses**

**G. BLIN**

Suppléant de l'Unité Exploitation  
Eaux - Analyses  
  
C. MARTINS

Le rapport d'essai ne concerne que les objets soumis à l'essai.

La reproduction de ce rapport d'essai n'est autorisée que sous sa forme intégrale. Il comporte 1 page.

L'accréditation de la Section Essais du COFRAC atteste de la compétence des laboratoires pour les seuls essais couverts par l'accréditation.

3.L505.1.07/4

Service : Laboratoire  
Ligne directe : 01-40-54-58-19  
Correspondant : G. BLIN  
N/Réf :  
V/Réf :  
V/Lettre du :

Ministère de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi  
DPAEP Bureau 5B - 139 rue de Bercy  
75572 PARIS CEDEX 12

**Rapport d'essai N° 1060506-R01-Rév0**

**Date de réception : 23/12/2009**

**Désignation : échantillon N4 : enveloppe plâtre de calorifuge : niveau rez de dalle, local technique face à local vidoir, réseau eau surpressée**

**Examen visuel : matériau fibreux suivant l'arrêté du 06 mars 2003**

**Description macroscopique : matériau non friable de type plâtre sur treillis fibreux + laine de verre**

**Nombre de préparations : 2**

**Date de l'essai : 04/01/2010**

**N° Affaire: 09-880-803-03805-00-H**

Etablissement demandeur ..... Ministère de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi  
Etablissement concerné ..... Crèche du Bâtiment Necker  
Adresse du prélèvement ..... 120 rue de Bercy - 75012 PARIS  
Etablissement préleveur ..... APAVE EGC  
Nom du préleveur ..... Mr Jacob  
Méthode de prélèvement ..... échantillon massif  
Date du prélèvement ..... 22/12/2009  
Nature du matériau ..... plâtre  
Année d'application ..... /

**EXAMEN DE MATERIAU POUR LA RECHERCHE DE FIBRES D'AMIANTE**

Méthodes d'examen mises en oeuvre :

1) " Procédure for the detection and identification of asbestos and others fibres in fibrous inorganic materials "

Ann.occup.Hyg.V.00.p 127-139-MONKMAN L.J., 1979

Norme MDHS N° 77 de juin 1994

Les examens sont basés sur les caractéristiques optiques et morphologiques spécifiques des fibres d'amiante

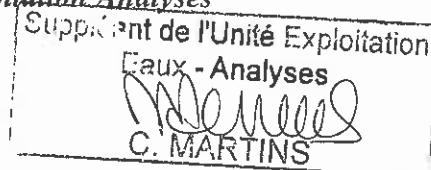
**Conclusion de l'examen : Absence de fibres d'amiante**

Conservation de l'échantillon : 3 mois à compter de la date de ce courrier

**Saint-Ouen, le 07/01/2010**

**Le Responsable de l'Unité d'Exploitation Analyses**

**G. BLIN**

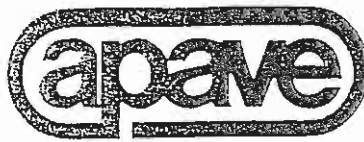


Le rapport d'essai ne concerne que les objets soumis à l'essai.

La reproduction de ce rapport d'essai n'est autorisée que sous sa forme intégrale. Il comporte 1 page.

L'accréditation de la Section Essais du COFRAC atteste de la compétence des laboratoires pour les seuls essais couverts par l'accréditation.

3.L505.1.07/4



30/10/1997

Association des Propriétaires d'Appareils à Vapeur et Électriques - Association sans but lucratif, fondée en 1874, reconnue d'utilité publique, agréée par arrêtés ministériels pour les centres réglementaires

13 à 17, rue Salneuve, 75854 PARIS CEDEX 17 - Tél. 01 40 54 58 00 - Tél. 651493 APPAVE - Fax 01 40 54 58 88

Laboratoires : 97 à 103, boulevard Victor-Hugo, 93400 SAINT-OUEN - Tél. 01 40 54 58 00 - Fax 01 40 54 59 50

Service Laboratoire  
01-40-54-58-19  
ligne directe JM MONTAGNON  
Correspondant JMM/SB  
N/Ré.  
//Ré.  
V/Lettre du

Ministère de l'Economie et des Finances

*Echantillon lab N° 1006405*

*Date de réception : 23/10/1997*

*Désignation : Echantillon 1901 : Isolant - BATIMENT NECKER 2ème S/Sol : centrale déchets*

*N° Affaire: 97-860-803-05718-00-L*

Etablissement demandeur ..... Ministère de l'Economie et des Finances  
Etablissement concerné..... Bercy  
Adresse du prélèvement..... 120 à 139 rue de Bercy  
Etablissement préleveur..... Appave CTC Amiante  
Nom du préleveur..... Mr Lapierre  
Méthode de prélèvement..... Grattage  
Date du prélèvement..... 17/10/1997  
Nature du matériau..... Isolant  
Année d'application..... /

## EXAMEN DE MATERIAU POUR LA RECHERCHE DE FIBRES D'AMIANTE

### Méthode d'examen

" Procédure for the detection and identification of asbestos and others fibres in fibrous inorganic materials "

Ann.occup.Hyg.V.00.p 127-139-MONKMAN L.J., 1979

Norme MDHS N° 77 de juin 1994

Les examens sont basés sur les caractéristiques optiques et morphologiques spécifiques des fibres d'amiante

**Conclusion de l'examen : Présence de fibres d'amiante chrysotile**

Conservation de l'échantillon: 3 mois à compter de la date de ce courrier

Saint-Ouen, le 30 octobre 1997

*Le chef du Service Laboratoire*

**G.PUECH**



30/10/1997  
Association Française des Propriétaires d'Appareils à Vapeur et Électriques - Association sans but lucratif, fondée en 1874, reconnue d'utilité publique, agréée par arrêtés ministériels pour les contrôles réglementaires

13 à 17, rue Solneuve, 75854 PARIS CEDEX 17 - Tél. 01 40 54 58 00 - Télex 651493 APPAVE - Fax 01 40 54 58 88

Laboratoires : 97 à 103, boulevard Victor-Hugo, 93400 SAINT-OUEN - Tél. 01 40 54 58 00 - Fax 01 40 54 59 50

Service Laboratoire  
ligne directe 01-40-54-58-19  
Correspondant JM MONTAGNON  
N/Réf. JMM/SB  
V/Réf.  
V/Lettre du

Ministère de l'Economie et des Finances

Echantillon lab N° 1006410

Date de réception : 23/10/1997

Désignation : Echantillon 1906 : Isolant - BATIMENT NECKER RIA 128 zone C8

N° Affaire: 97-860-803-05718-00-L

Etablissement demandeur ..... Ministère de l'Economie et des Finances  
Etablissement concerné..... Bercy  
Adresse du prélèvement..... 120 à 139 rue de Bercy  
Etablissement préleveur..... Appave CTC Amiante  
Nom du préleveur..... Mr Lapierre  
Méthode de prélèvement..... Grattage  
Date du prélèvement..... 17/10/1997  
Nature du matériau..... Isolant  
Année d'application..... /

## EXAMEN DE MATERIAU POUR LA RECHERCHE DE FIBRES D'AMIANTE

### Méthode d'examen

" Procédure for the detection and identification of asbestos and others fibres in fibrons inorganic materials "

Ann.occup.Hyg.V.00.p 127-139-MONKMAN L.J., 1979

Norme MDEHS N° 77 de juin 1994

Les examens sont basés sur les caractéristiques optiques et morphologiques spécifiques des fibres d'amiante

Conclusion de l'examen : Présence de fibres d'amiante chrysotile

Conservation de l'échantillon: 3 mois à compter de la date de ce courrier

Saint-Ouen, le 30 octobre 1997

Le chef du Service Laboratoire

G.PUECH

---

7. FICHES D'EXAMENS VISUELS





Site visité :		Famille de matériaux susceptibles de contenir de l'amiante	1. Parois verticales intérieures et enduits						2. Planchers, plafonds et faux-plafonds						3. Conduits, canalisations et équipements						Laboratoire		
Niveau	Localisation ou zone homogène		Murs : Placage, projections durs (plâtres, mortiers, enduits), revêtements (carreaux, mosaïques, etc.)	Placage : Placage, projections durs (plâtres, mortiers, enduits), revêtements (carreaux, mosaïques, etc.)	Placage : Placage, projections durs (plâtres, mortiers, enduits), revêtements (carreaux, mosaïques, etc.)	Placage : Placage, projections durs (plâtres, mortiers, enduits), revêtements (carreaux, mosaïques, etc.)	Placage : Placage, projections durs (plâtres, mortiers, enduits), revêtements (carreaux, mosaïques, etc.)	Placage : Placage, projections durs (plâtres, mortiers, enduits), revêtements (carreaux, mosaïques, etc.)	Placage : Placage, projections durs (plâtres, mortiers, enduits), revêtements (carreaux, mosaïques, etc.)	Placage : Placage, projections durs (plâtres, mortiers, enduits), revêtements (carreaux, mosaïques, etc.)	Placage : Placage, projections durs (plâtres, mortiers, enduits), revêtements (carreaux, mosaïques, etc.)	Placage : Placage, projections durs (plâtres, mortiers, enduits), revêtements (carreaux, mosaïques, etc.)	Placage : Placage, projections durs (plâtres, mortiers, enduits), revêtements (carreaux, mosaïques, etc.)	Placage : Placage, projections durs (plâtres, mortiers, enduits), revêtements (carreaux, mosaïques, etc.)	Placage : Placage, projections durs (plâtres, mortiers, enduits), revêtements (carreaux, mosaïques, etc.)	Placage : Placage, projections durs (plâtres, mortiers, enduits), revêtements (carreaux, mosaïques, etc.)	Placage : Placage, projections durs (plâtres, mortiers, enduits), revêtements (carreaux, mosaïques, etc.)	Placage : Placage, projections durs (plâtres, mortiers, enduits), revêtements (carreaux, mosaïques, etc.)	Placage : Placage, projections durs (plâtres, mortiers, enduits), revêtements (carreaux, mosaïques, etc.)	Placage : Placage, projections durs (plâtres, mortiers, enduits), revêtements (carreaux, mosaïques, etc.)	Placage : Placage, projections durs (plâtres, mortiers, enduits), revêtements (carreaux, mosaïques, etc.)	Placage : Placage, projections durs (plâtres, mortiers, enduits), revêtements (carreaux, mosaïques, etc.)	Placage : Placage, projections durs (plâtres, mortiers, enduits), revêtements (carreaux, mosaïques, etc.)
Grèche dans bist NECKER 120 rue de Bourg Désamiation du bâtiment : 75012 PARIS																							
* Niveau Rez de chaussée																							
Coulain																							
R0 / Ensemble escalier principal		X																					
Placard technique atterrage																							
Ensembles sanitaires																							
sanitaires / toilettes																							
bancs																							
coulain côté cuisine																							
Vidoin																							

Légende :

1<sup>er</sup> ligne : E\*\* : Identifiant alphanumérique de l'échantillon prélevé sur site ou V\*\* : Identifiant de la reconnaissance visuelle  
2<sup>e</sup> ligne : B : bon état ; D : dégradé ; 1 : contrôle périodique ; 2 : mesure d'empoussièrement ; 3 : travaux.



FICHE D'EXAMEN VISUEL • CONSTAT  
Repérage selon l'Annexe 13-9 de l'Article R 1334-24

N° Affaire :

Page : 316

Date : 22/12/09

Site visité :		Absence de matériaux susceptibles de contenir de l'amiante		1. Parois verticales intérieures et enduits						2. Planchers, plafonds et faux-plafonds				3. Conduits, canalisations et équipements				Laboratoire		
Niveau	Localisation ou zone homogène			Murs : Placage, projections et enduits, revêtements durs (plâtres, mortiers), enduits cimentés.	Placage : Placage, projections et enduits, revêtements durs (plâtres, mortiers), enduits cimentés.	Placage : Placage, projections et enduits, revêtements durs (plâtres, mortiers), enduits cimentés.	Placage : Placage, projections et enduits, revêtements durs (plâtres, mortiers), enduits cimentés.	Placage : Placage, projections et enduits, revêtements durs (plâtres, mortiers), enduits cimentés.	Placage : Placage, projections et enduits, revêtements durs (plâtres, mortiers), enduits cimentés.	Placage : Placage, projections et enduits, revêtements durs (plâtres, mortiers), enduits cimentés.	Placage : Placage, projections et enduits, revêtements durs (plâtres, mortiers), enduits cimentés.	Placage : Placage, projections et enduits, revêtements durs (plâtres, mortiers), enduits cimentés.	Placage : Placage, projections et enduits, revêtements durs (plâtres, mortiers), enduits cimentés.	Placage : Placage, projections et enduits, revêtements durs (plâtres, mortiers), enduits cimentés.	Placage : Placage, projections et enduits, revêtements durs (plâtres, mortiers), enduits cimentés.	Placage : Placage, projections et enduits, revêtements durs (plâtres, mortiers), enduits cimentés.	Placage : Placage, projections et enduits, revêtements durs (plâtres, mortiers), enduits cimentés.	Placage : Placage, projections et enduits, revêtements durs (plâtres, mortiers), enduits cimentés.		
Grèche Louis Bât NECKER																				
120 rue de Bourg																				
Designation du bâtiment :																				
75012 PARIS																				
Local technique																				
Faire au viton																				
Circulaire																				
Vestibule																				
Salle repas																				
buvanderie																				
office 1937																				
RIA cote d'acier 1917																				
Placard technique etc																				
RIA face à local 1917																				
+2 Escalier de secours																				
+1																				
+0 Portant escalier																				

Légende : 1<sup>ère</sup> ligne : E... : Identifiant alphanumérique de l'échantillon prélevé sur site ou V... : Identifiant de la reconnaissance visuelle  
2<sup>ème</sup> ligne : B : bon état ; D : dégradé ; 1 : contrôle périodique ; 2 : mesure d'empoussièrement ; 3 : travaux.





Association Professionnelle des Plâtriers et Peintres de l'Art de Paris et de la Région - Association sans but lucratif, fondée en 1874, reconnue d'utilité publique, agréée par arrêtés ministériels pour les contrôles réglementaires

EXPORT GRANDS COMPTES

13 à 17, rue Solneuve - 75854 PARIS CEDEX 17 - Tél. 01 40 54 59 26 - Fax 01 40 54 57 47

Activité **AMIANTE**  
Ligne directe **01.40.54.56.31**  
Correspondant **M. NOISELIET**  
Réceptionnaire **97.803.860.6027/CN/NJ**

**MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES**  
Direction du Personnel et de l'Administration  
Sous-Direction de l'Immobilier  
Bureau M3 - Télédéc 771  
120 rue de Bercy  
75572 PARIS CEDEX 2

A l'attention de Madame RIVIÈRE

Paris, le 18 novembre 1997

Objet : 120-139, rue de Bercy  
75012 PARIS

Madame,

Comme suite à votre demande, nous avons réalisé des prélèvements complémentaires pour étendre notre résultat d'analyse sur l'isolant au droit des pénétrations dans les maçonneries verticales ou horizontales, sur l'établissement cité en objet.

Ces résultats d'analyses sont bien rattachés au décret 96/98 et dont nous vous listons leur situation géographique :

**Bâtiment VAUBAN**

Echantillon 1900 : Isolat coupe-feu pénétration horizontale sprinkler.

**Bâtiment NECKER**

Echantillon 1901 : Isolat coupe-feu pénétration horizontale eaux usées.

Echantillon 1902 : Isolat coupe-feu pénétration verticale eaux usées.

Echantillon 1906 : Isolat coupe-feu pénétration verticale RIA.

~~Echantillon 1907 : Isolat coupe-feu pénétration verticale ventilation eaux usées.~~

Echantillon 1908 : Isolat coupe-feu pénétration verticale colonne sèche.

.../...

SIÈGE SOCIAL : 13 à 17, rue Solneuve, 75854 PARIS CEDEX 17 - Tél. 01 40 54 58 00 - Téléc 651493 APPAVE - Fax 01 40 54 58 88

Tél. 03 86 51 79 57 - BLOIS Tél. 02 54 78 16 69 - BOURGES Tél. 02 48 20 04 67 - CERGY PONTOISE Tél. 01 30 75 37 37 - CHARLEVILLE-MÉZIÈRES Tél. 03 24 33 29 50 - CHARTRES Tél. 02 37 21 04 22  
JROUX Tél. 02 54 34 12 40 - CRETEIL Tél. 01 45 17 21 00 - EVRY Tél. 01 60 91 86 86 - FORT-DE-FRANCE Tél. 0596 71 77 54 - ISSY-LES-MOULINEAUX Tél. 01 40 54 56 00 - MARNE-VA-VALLEE Tél. 01 60 37 55 37  
S Tél. 02 38 22 64 64 - POINTE-A-PITRE Tél. 0590 26 87 05 - REIMS Tél. 03 26 84 38 00 - SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES Tél. 01 30 14 14 30 - SAINT-QUEN Tél. 01 40 54 58 00 - TAVERNY Tél. 01 39 32 76 50  
TROYES Tél. 03 25 83 21 31

Conformément à ses statuts et règlement intérieur à disposition sur demande,  
l'APPAVE ne peut intervenir que pour ses Membres à jour de la "cotisation annuelle de base" leur permettant de faire appel à tous ses Services.

**Bâtiment COLBERT**

Echantillon 1903 : Isolant coupe-feu pénétration verticale dans gaine technique

**OBSERVATION** : Présence de fibres d'amiante chrysotile dans ces isolants (ci-joint bulletins d'examens de matériaux).

-----

**Bâtiment COLBERT**

Echantillon 1904 : Joint de dilation entre plancher et volée d'escaliers.

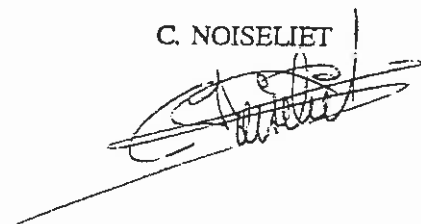
**OBSERVATION** : Absence de fibres d'amiante.

Vous souhaitant bonne réception de ces documents,

Nous vous prions d'agréer, Madame, l'expression de nos salutations distinguées.

Le Responsable "Cellule Amiante"

C. NOISELIET





30/10/1997

Association Française d'Appareils à Vapeur et Électriques - Association sans but lucratif, fondée en 1874, reconnue d'utilité publique, agréée par arrêtés ministériels pour les contrôles réglementaires  
13 à 17, rue Solneuve, 75854 PARIS CEDEX 17 - Tél. 01 40 54 58 00 - Tél. 651493 APPAVE - Fax 01 40 54 58 88  
Laboratoires : 97 à 103, boulevard Victor-Hugo, 93400 SAINT-OUEN - Tél. 01 40 54 58 00 - Fax 01 40 54 59 50

Service Laboratoire  
01-40-54-58-19  
Directeur JM MONTAGNON  
Correspondant JMM/SB

Ministère de l'Economie et des Finances

Echantillon lab N° 1006404

Date de réception : 23/10/1997

Désignation : Echantillon 1900 : Isolant - BATIMENT VAUBAN 2ème S/Sol : local sprinckler 5022

N° Affaire: 97-860-803-05718-00-L

Etablissement demandeur ..... Ministère de l'Economie et des Finances  
Etablissement concerné..... Bercy  
Adresse du prélèvement ..... 120 à 139 rue de Bercy  
Etablissement préleveur ..... Appave CTC Amiante  
Nom du preleveur..... Mr Lapierre  
Méthode de prélèvement ..... Grattage  
Date du prélèvement..... 17/10/1997  
Nature du matériau..... Isolant  
Année d'application..... /

## EXAMEN DE MATERIAU POUR LA RECHERCHE DE FIBRES D'AMIANTE

### Méthode d'examen

" Procédure for the detection and identification of asbestos and others fibres in fibrous inorganic materials "

Ann. occup. Hyg. V.00.p 127-139-MONKMAN L.J., 1979

Norme MDHS N° 77 de juin 1994

Les examens sont basés sur les caractéristiques optiques et morphologiques spécifiques des fibres d'amiante

Conclusion de l'examen : Présence de fibres d'amiante chrysotile

Conservation de l'échantillon: 3 mois à compter de la date de ce courrier

Saint-Ouen, le 30 octobre 1997

Le chef du Service Laboratoire

G.PUECH



30/10/1997

Association Française des Professionnels d'Appareils à Vapeur et Électriques - Association sans but lucratif, fondée en 1874, reconnue d'utilité publique, agréée par arrêtés ministériels pour les contrôles réglementaires

13 à 17, rue Salneuve, 75854 PARIS CEDEX 17 - Tél. 01 40 54 58 00 - Télex 651493 APPAVE - Fax 01 40 54 58 88

Laboratoires : 97 à 103, boulevard Victor-Hugo, 93400 SAINT-OUEN - Tél. 01 40 54 58 00 - Fax 01 40 54 59 50

Service Laboratoire  
01-40-54-58-19  
ligne directe JM MONTAGNON  
Correspondant JMM/SB  
N/Réf.  
//Réf.  
V/Lettre du

Ministère de l'Economie et des Finances

*Echantillon lab N° 1006405*

*Date de réception : 23/10/1997*

*Désignation : Echantillon 1901 : Isolant - BATIMENT NECKER 2ème S/Sol : centrale déchets*

*N° Affaire: 97-860-803-05718-00-L*

Etablissement demandeur ..... Ministère de l'Economie et des Finances  
Etablissement concerné..... Bercy  
Adresse du prélèvement..... 120 à 139 rue de Bercy  
Etablissement préleveur..... Appave CTC Amiante  
Nom du préleveur..... Mr Lapierre  
Méthode de prélèvement ..... Grattage  
Date du prélèvement..... 17/10/1997  
Nature du matériau..... Isolant  
Année d'application..... /

## EXAMEN DE MATERIAU POUR LA RECHERCHE DE FIBRES D'AMIANTE

### Méthode d'examen

" Procédure for the detection and identification of asbestos and others fibres in fibrous inorganic materials "

Ann. occup. Hyg. V.00.p 127-139-MONKMAN L.J., 1979

Norme MDHS N° 77 de juin 1994

Les examens sont basés sur les caractéristiques optiques et morphologiques spécifiques des fibres d'amiante

**Conclusion de l'examen : Présence de fibres d'amiante chrysotile**

Conservation de l'échantillon: 3 mois à compter de la date de ce courrier

Saint-Ouen, le 30 octobre 1997

*Le chef du Service Laboratoire*

**G.PUECH**



30/10/1997

Association Française des Professeurs d'Asbestose et de Silicose - Association sans but lucratif fondée en 1974, reconnue d'utilité publique, agréée par arrêtés ministériels pour les contrôles réglementaires  
13 à 17, rue Salneuve, 75854 PARIS CEDEX 17 - Tél. 01 40 54 58 00 - Télex 651493 APPAVE - Fax 01 40 54 58 88  
Laboratoires : 97 à 103, boulevard Victor-Hugo, 93400 SAINT-OUEN - Tél. 01 40 54 58 00 - Fax 01 40 54 59 50

Serv. : Laboratoire  
Tél. : 01-40-54-58-19  
Responsable : JM MONTAGNON  
Correspondant : JMM/SB  
Fax :  
E-mail :

Ministère de l'Economie et des Finances

*Echantillon lab N° 1006406*

*Date de réception : 23/10/1997*

*Désignation : Echantillon 1902 : Isolant - BATIMENT NECKER 2ème S/Sol : garage Fenwick*

*N° Affaire: 97-860-803-05718-00-L*

Etablissement demandeur ..... Ministère de l'Economie et des Finances  
Etablissement concerné..... Bercy  
Adresse du prélèvement ..... 120 à 139 rue de Bercy  
Etablissement préleveur ..... Appave CTC Amiante  
Nom du préleveur..... Mr Lapierre  
Méthode de prélèvement ..... Grattage  
Date du prélèvement..... 17/10/1997  
Nature du matériau..... Isolant  
Année d'application..... /

## EXAMEN DE MATERIAU POUR LA RECHERCHE DE FIBRES D'AMIANTE

### Méthode d'examen

" Procédure for the detection and identification of asbestos and others fibres in fibrous inorganic materials "

Ann.occup.Hyg.V.00.p 127-139-MONKMAN L.J., 1979

Norme MDHS N° 77 de juin 1994

Les examens sont basés sur les caractéristiques optiques et morphologiques spécifiques des fibres d'amiante

**Conclusion de l'examen : Présence de fibres d'amiante chrysotile**

Conservation de l'échantillon: 3 mois à compter de la date de ce courrier

Saint-Ouen, le 30 octobre 1997

*Le chef du Service Laboratoire*

**G.PUECH**



30/10/1997

Association des Professionnels d'Appareils à Vapeur et Électriques - Association sans but lucratif, fondée en 1874, reconnue d'utilité publique, agréée par arrêtés ministériels pour les contrôles réglementaires  
13 à 17, rue Salneuve, 75854 PARIS CEDEX 17 - Tél. 01 40 54 58 00 - Télex 651493 APPAVE - Fax 01 40 54 58 88  
Laboratoires : 97 à 103, boulevard Victor-Hugo, 93400 SAINT-OUEN - Tél. 01 40 54 58 00 - Fax 01 40 54 59 50

Service Laboratoire  
ligne directe 01-40-54-58-19  
Correspondant JM MONTAGNON  
N/Réf. JMM/SB  
V/Réf.  
//lettre du

Ministère de l'Economie et des Finances

Echantillon lab N° 1006407

Date de réception : 23/10/1997

Désignation : Echantillon 1903 : Isolant - BATIMENT COLBERT 4ème étage : gaine technique ascenseur 81/84

N° Affaire: 97-860-803-05718-00-L

Etablissement demandeur ..... Ministère de l'Economie et des Finances  
Etablissement concerné..... Bercy  
Adresse du prélèvement..... 120 à 139 rue de Bercy  
Etablissement préleveur..... Appave CTC Amiante  
Nom du préleveur..... Mr Lapierre  
Méthode de prélèvement..... Grattage  
Date du prélèvement..... 17/10/1997  
Nature du matériau..... Isolant  
Année d'application..... /

## EXAMEN DE MATERIAU POUR LA RECHERCHE DE FIBRES D'AMIANTE

### Méthode d'examen

" Procédure for the detection and identification of asbestos and others fibres in fibrous inorganic materials "

Ann.occup.Hyg.V.00.p 127-139-MONKMAN L.J., 1979

Norme MDHS N° 77 de juin 1994

Les examens sont basés sur les caractéristiques optiques et morphologiques spécifiques des fibres d'amiante

Conclusion de l'examen : Présence de fibres d'amiante chrysotile

Conservation de l'échantillon: 3 mois à compter de la date de ce courrier

Saint-Ouen, le 30 octobre 1997

Le chef du Service Laboratoire

G.PUECH



30/10/1997

Association Parisienne des Propriétaires d'Appareils à Vapeur et Électriques - Association sans but lucratif, fondée en 1874, reconnue d'utilité publique, agréée par arrêtés ministériels pour les contrôles réglementaires

13 à 17, rue Salneuve, 75854 PARIS CEDEX 17 - Tél. 01 40 54 58 00 - Télex 651493 APPAVE - Fax 01 40 54 58 88  
Laboratoires: 97 à 103, boulevard Victor-Hugo, 93400 SAINT-OUEN - Tél. 01 40 54 58 00 - Fax 01 40 54 59 50

Service Laboratoire  
ligne directe 01-40-54-58-19  
Correspondant JM MONTAGNON  
N/Réf. JMM/SB  
V/Réf.  
V/Lettre du

Ministère de l'Economie et des Finances

Echantillon lab N° 1006408

Date de réception : 23/10/1997

Désignation : Echantillon 1904 : Joint dilatation - BATIMENT COLBERT : escalier zone A 52  
3ème étage

N° Affaire: 97-860-803-05718-00-L

Etablissement demandeur ..... Ministère de l'Economie et des Finances  
Etablissement concerné..... Bercy  
Adresse du prélèvement ..... 120 à 139 rue de Bercy  
Etablissement préleveur ..... Appave CTC Amiante  
Nom du préleveur..... Mr Lapierre  
Méthode de prélèvement ..... Grattage  
Date du prélèvement ..... 17/10/1997  
Nature du matériau..... Joint dilatation  
Année d'application..... /

## EXAMEN DE MATERIAU POUR LA RECHERCHE DE FIBRES D'AMIANTE

### Méthode d'examen

" Procédure for the detection and identification of asbestos and others fibres in fibrons inorganic materials "

Ann. occup. Hyg. V.00.p 127-139-MONEMAN L.J., 1979

Norme MDHS N° 77 de juin 1994

Les examens sont basés sur les caractéristiques optiques et morphologiques spécifiques des fibres d'amiante

Conclusion de l'examen : Absence de fibres d'amiante

Conservation de l'échantillon: 3 mois à compter de la date de ce courrier

Saint-Ouen, le 30 octobre 1997

Le chef du Service Laboratoire

G.PUECH



30/10/1997

Association Française des Propriétaires d'Appareils à Vapeur et Électriques - Association sans but lucratif, fondée en 1874, reconnue d'utilité publique, agréée par arrêtés ministériels pour les contrôles réglementaires  
13 à 17, rue Saineuve, 75854 PARIS CEDEX 17 - Tél. 01 40 54 58 00 - Télex 651493 APPAVE - Fax 01 40 54 58 88  
Laboratoires : 97 à 103, boulevard Victor-Hugo, 93400 SAINT-OUEN - Tél. 01 40 54 58 00 - Fax 01 40 54 59 50

Service Laboratoire  
Ligne directe 01-40-54-58-19  
Correspondant JM MONTAGNON  
N/Ré. JMM/SB  
V/Ré.  
V/Lettre du

Ministère de l'Economie et des Finances

Echantillon lab N° 1006409

Date de réception : 23/10/1997

Désignation : Echantillon 1905 : Isolant - BATIMENT COLBERT 6ème étage : RIA 87

N° Affaire: 97-860-803-05718-00-L

Etablissement demandeur ..... Ministère de l'Economie et des Finances  
Etablissement concerné..... Bercy  
Adresse du prélèvement..... 120 à 139 rue de Bercy  
Etablissement préleveur..... Appave CTC Amiante  
Nom du préleveur..... Mr Lapierre  
Méthode de prélèvement..... Grattage  
Date du prélèvement..... 17/10/1997  
Nature du matériau..... Isolant  
Année d'application..... /

## EXAMEN DE MATERIAU POUR LA RECHERCHE DE FIBRES D'AMIANTE

### Méthode d'examen

" Procédure for the detection and identification of asbestos and others fibres in fibrons inorganic materials "  
Ann.occup.Hyg.V.00.p 127-139-MONKMAN L.J., 1979

Norme MDES N° 77 de juin 1994

Les examens sont basés sur les caractéristiques optiques et morphologiques spécifiques des fibres d'amiante

Conclusion de l'examen : Présence de fibres d'amiante chrysotile

Conservation de l'échantillon: 3 mois à compter de la date de ce courrier

Saint-Ouen, le 30 octobre 1997

Le chef du Service Laboratoire

G.PUECH



30/10/1997

Association Parisienne des Préparateurs d'Appareils à Vapeur et Électriques - Association sans but lucratif, fondée en 1874, reconnue d'utilité publique, agréée par arrêtés ministériels pour les contrôles réglementaires

13 à 17, rue Solneuve, 75854 PARIS CEDEX 17 - Tél. 01 40 54 58 00 - Télex 651493 APPAVE - Fax 01 40 54 58 88

Laboratoires : 97 à 103, boulevard Victor-Hugo, 93400 SAINT-OUEN - Tél. 01 40 54 58 00 - Fax 01 40 54 59 50

Service Laboratoire  
01-40-54-58-19  
ligne directe JM MONTAGNON  
Correspondant JMM/SB  
N/Réf.  
V/Réf.  
V/Lettre du

Ministère de l'Economie et des Finances

*Echantillon lab N° 1006410*

*Date de réception : 23/10/1997*

*Désignation : Echantillon 1906 : Isolant - BATIMENT NECKER RLA 128 zone C8*

*N° Affaire: 97-860-803-05718-00-L*

Etablissement demandeur ..... Ministère de l'Economie et des Finances  
Etablissement concerné..... Bercy  
Adresse du prélèvement..... 120 à 139 rue de Bercy  
Etablissement préleveur..... Appave CTC Amiante  
Nom du préleveur..... Mr Lapierre  
Méthode de prélèvement..... Grattage  
Date du prélèvement..... 17/10/1997  
Nature du matériau..... Isolant  
Année d'application..... /

## EXAMEN DE MATERIAU POUR LA RECHERCHE DE FIBRES D'AMIANTE

### Méthode d'examen

" Procédure for the detection and identification of asbestos and others fibres in fibrons inorganic materials "

Ann.occup.Hyg.V.00.p 127-139-MONKMAN L.J., 1979

Norme MDHS N° 77 de juin 1994

Les examens sont basés sur les caractéristiques optiques et morphologiques spécifiques des fibres d'amiante

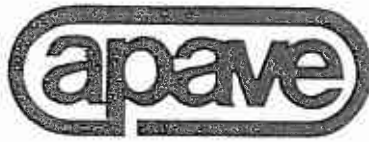
**Conclusion de l'examen : Présence de fibres d'amiante chrysotile**

Conservation de l'échantillon: 3 mois à compter de la date de ce courrier

Saint-Ouen, le 30 octobre 1997

*Le chef du Service Laboratoire*

**G.PUECH**



30/10/1997

Association Parisienne de Propriétaires d'Appareils à Vapeur et Électriques - Association sans but lucratif, fondée en 1874, reconnue d'utilité publique, agréée par arrêtés ministériels pour les contrôles réglementaires

13 à 17, rue Solneuve, 75854 PARIS CEDEX 17 - Tél. 01 40 54 58 00 - Télex 651493 APPAVE - Fax 01 40 54 58 88

Laboratoires : 97 à 103, boulevard Victor-Hugo, 93400 SAINT-OUEN - Tél. 01 40 54 58 00 - Fax 01 40 54 59 50

Service Laboratoire  
01-40-54-58-19  
Ligne directe JM MONTAGNON  
Correspondant JMM/SB  
N/Ré.  
V/Ré.  
V/Lettre du

Ministère de l'Economie et des Finances

*Echantillon lab N° 1006411*

*Date de réception : 23/10/1997*

*Désignation : Echantillon 1908 : Isolant - BATIMENT NECKER 7ème étage : zone C9*

*N° Affaire: 97-860-803-05718-00-L*

Etablissement demandeur ..... Ministère de l'Economie et des Finances  
Etablissement concerné..... Bercy  
Adresse du prélèvement..... 120 à 139 rue de Bercy  
Etablissement préleveur..... Appave CTC Amiante  
Nom du préleveur..... Mr Lapierre  
Méthode de prélèvement ..... Grattage  
Date du prélèvement..... 17/10/1997  
Nature du matériau..... Isolant  
Année d'application..... /

## EXAMEN DE MATERIAU POUR LA RECHERCHE DE FIBRES D'AMIANTE

### Méthode d'examen

" Procédure for the detection and identification of asbestos and others fibres in fibrous inorganic materials "

Ann.occup.Hyg.V.00.p 127-139-MONKMAN L.J., 1979

Norme MDHS N° 77 de juin 1994

Les examens sont basés sur les caractéristiques optiques et morphologiques spécifiques des fibres d'amiante

**Conclusion de l'examen : Présence de fibres d'amiante chrysotile**

Conservation de l'échantillon: 3 mois à compter de la date de ce courrier

Saint-Ouen, le 30 octobre 1997

*Le chef du Service Laboratoire*

*G.PUECH*



Association Parisienne de Propriétaires d'Appareils à Vapeur et Électriques - Association sans but lucratif, fondée en 1874, reconnue d'utilité publique, agréée par arrêtés ministériels pour les contrôles réglementaires  
13 à 17, rue Salneuve, 75854 PARIS CEDEX 17 - Tél. 01 40 54 58 00 - Télex 651493 APPAVE - Fax 01 40 54 58 88  
Laboratoires : 97 à 103, boulevard Victor-Hugo, 93400 SAINT-OUEN - Tél. 01 40 54 58 00 - Fax 01 40 54 59 50

Service AMIANTE  
Ligne directe 01.40.54.56.31  
Correspondant M. NOISELIET  
N/Réf. 97.803.860.1549/CN/AL  
V/Réf.  
V/Lettre du

MINISTÈRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES  
Direction du Personnel et de l'Administration  
Sous-Direction de l'Immobilier  
Bureau M3 - Télédéc 771  
120, rue de Bercy  
75572 PARIS CEDEX 2

A l'attention de Madame RIVIERE

Paris, le 6 juin 1997

N° CLIENT : 007923-07  
N° AFFAIRE : 97.860.803.05718.00.L

**CONFIDENTIEL**

## R A P P O R T

DIAGNOSTIC PRÉVU PAR LE DÉCRET 96-97  
RELATIF A LA PROTECTION DE LA POPULATION  
CONTRE LES RISQUES SANITAIRES  
LIÉS A UNE EXPOSITION A L'AMIANTE  
DANS LES CONSTRUCTIONS

IMMEUBLE CONCERNÉ : 120-139, rue de Bercy  
75012 PARIS  
  
DATE D'INTERVENTION : 15 avril 1997  
  
INTERVENANT APAVE : M. NOISELIET  
  
ACCOMPAGNATEUR : M. GUILLOT

DIFFUSION : 4 exemplaires, à l'attention de Mme RIVIERE

## **S O M M A I R E**

**1. DÉFINITION ET LIMITE DE LA MISSION**

**2. DÉROULEMENT DE LA VISITE**

**3. LOCAUX EXAMINÉS**

**4. SYNTHÈSE**

---

**ANNEXE 1 - FICHE D'EXAMEN VISUEL**  
**ANNEXE 2 - RAPPORT D'ANALYSE D'ÉCHANTILLON**

# DIAGNOSTIC

## 1. DÉFINITION ET LIMITE DE NOTRE MISSION

Notre intervention définie par notre Marché SM/PS/007923.07 en date du 10.02.97, comprend, à l'exclusion de toute autre prestation :

- L'établissement d'un repérage des flocages et calorifugeages présents dans les bâtiments (Décret 96-97),
- Le prélèvement d'échantillons représentatifs des matériaux douteux, afin de déterminer la présence d'amiante,
- L'évaluation de l'état de conservation des matériaux de flocages, calorifugeages, contenant l'amiante en fonction de la grille figurant dans le Décret 96-97 du 7 Février 1996 et Arrêtés s'y rattachant,
- L'analyse des prélèvements par un Laboratoire agréé,
- L'établissement d'un rapport de diagnostic concluant à des recommandations sur des actions à entreprendre en application de la réglementation en vigueur.

Nous rappelons que, si à la suite de ce Diagnostic, des travaux sont envisagés, il conviendra de faire réaliser un cahier des charges par un Maître d'Oeuvre.

Dans le cadre de cette mission, le technicien de l'Apave a examiné uniquement les locaux et les volumes normalement accessibles comme certains plénums ou gaines techniques, dont il aura eu connaissance, soit par les plans, soit par la personne accompagnatrice et auxquels il aura pu accéder dans des conditions normales de sécurité. Il ne rend de conclusions que pour les volumes examinés dont la liste figure dans ce rapport.

Pour notre Diagnostic, les produits concernés sont ceux répondant aux descriptions suivantes :

- |                      |   |   |
|----------------------|---|---|
| <b>FLOCAGE</b>       | : | "Application sur un support quelconque, de fibres éventuellement accompagnées d'un liant, pour constituer un revêtement qui présente un aspect superficiel fibreux, velouté ou duveteux". |
| <b>CALORIFUGEAGE</b> | : | "Mise en place de matériau isolant thermique utilisé pour éviter les déperditions calorifiques des canalisations et gaines".  |

## 2. DÉROULEMENT DE LA VISITE

**IMMEUBLE CONCERNÉ :** 120-139, rue de Bercy  
75012 PARIS

**DATE D'INTERVENTION :** 15 avril 1997

**INTERVENANT APAVE :** M. NOISELIET

**ACCOMPAGNATEUR :** M. GUILLOT

\* LORS DE LA VISITE, IL NOUS A ÉTÉ REMIS LES PLANS SUIVANTS :

- Néant.

\* LORS DE LA VISITE, IL NOUS A ÉTÉ REMIS LES BULLETINS DE CARACTÉRISATION DES MATÉRIAUX SUIVANTS :

- Néant.

### 3. LOCAUX EXAMINÉS

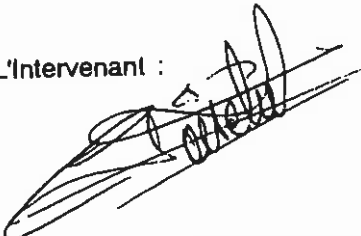
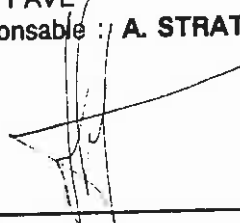
Les bâtiments et locaux examinés sont récapitulés sur la ou les Fiche(s) d'examen visuel ci-jointe(s) en Annexe 1.

### 4. SYNTHÈSE

NOUS AVONS RECENSÉ DES FLOCAGES ET DES CALORIFUGEAGES DANS VOS LOCAUX, DONT VOUS TROUVEREZ LA LISTE SUR LES FICHES D'EXAMEN VISUEL EN ANNEXE 1.

DES PRÉLÈVEMENTS EN VUE D'ANALYSE QUALITATIVE DE PRÉSENCE D'AMIANTE ONT ÉTÉ EFFECTUÉS SUR CERTAINS PRODUITS DOUTEUX, RECENSÉS DANS CETTE MÊME LISTE DE L'ANNEXE 1.

LE RÉSULTAT DE L'ANALYSE DES ÉCHANTILLONS PRÉLEVÉS (VOIR ANNEXE 2) FAIT APPARAÎTRE L'ABSENCE D'AMIANTE.

<p>L'intervenant :</p> 	<p>Pour l'APPAVE Le Responsable : A. STRAT</p> 
--	---

***ANNEXE 1***

***FICHE D'EXAMEN VISUEL***



Ministère, Eco et  
les Finances  
120 rue de Bercy  
75012 PARIS

Affaire n° :

97.860.803.0571800 L

ANNEXE 1

FICHE D'EXAMEN VISUEL

SITE : C3, C7, C8, C9

BATIMENT : BAT NECKER

DATE : 15.04.97

NIVEAU	ZONE OU LOCALISATION	FLOCCAGES				CALORIFUGAGES				COMMENTAIRES
		O	N	PRELEVEMENTS	REMARQUES	O	N	PRELEVEMENTS	REMARQUES	
NIV+7	C3 Haute charge		X				X			et (C8 Nbr:2)
NIV+9	C4 MACH ASCEN		X				X			et C8
NIV+9	C6 Montedoborg		X				X			
NIV+9	C6 MACH ASCEN		X				X			
NIV+9	C7 local d'entretien	X			sur dalle 103	X			L. de Verre.	
NIV+9	C8 centrale d'air	X			sur dalle 103	X			mousse de polyuréthane	
NIV+9	C8 centrale d'air	X			sur dalle 103	X			ditto mousse	
NIV+1	C8 crèche N°1	X			sur dalle 103	X			armstrong	
NIV+2	C8 crèche N°2	X			sur dalle 103	X			ditto armstrong	
NIV Rdc	C8 150W		X				X			
NIV Rdc	C8 local poussette	X			sur dalle 103	X			L. de Verre.	
NIV Rdc	C9 CEDEF		X				X			
NIV NEZARDINE	CEDEF C9	X			sur dalle 103	X			armstrong + L. de Verre	
NIV Rdc	C9 CEDEF	X			ditto 103	X			armstrong, L. de Verre	Centre d'air
NIV+2	Passeage Tren	X			ditto 103	X			mousse, Armstrong, L. de Verre	Bibliothèque Historique
NIV+2	Exhibit. Histori.		X			X			armstrong	

NOM ET SIGNATURE DE L'ACCOMPAGNATEUR :

Mr. Guillot

Mr. Naisseliet

ADP

Ministère ECO et  
des Finances  
120 rue de Bercy  
75012 PARIS

Affaire n° :

97.860.803.05718 00 L

ANNEXE 1

FICHE D'EXAMEN VISUEL

SITE : C5, C3 BATIMENT : BAT NECKER DATE : 15.04.97

NIVEAU	ZONE OU LOCALISATION	FLOCAGES			CALORIFUGES			COMMENTAIRES	
		O	N	PRELEVEMENTS	REMARQUES	O	N		PRELEVEMENTS
NIV - 2	C5 3112		X			X		mousse polyuréthane, Armstrong, L. et Verre	
NIV - 2	C5 LOCAL CHARGEUR	X		101 sur les gaines			X		
NIV - 2	C5 LOCAL COMPTEUR		X			X		mousse polyuréthane	
NIV - 2	C5 désenfumage	X		éch: 103			X		
NIV - 2	C5 exterieur CHV	X		sur gaine			X		
NIV - 2	Couloir C3	X		éch: 103		X			
NIV - 2	C3 1721	X		éch: 103	+ sur gaines	X			
NIV - 2	C3 1728	X		éch: 103		X			
NIV - 1	C3 ardoises		X				X		
NIV R.d.c	HABIT-SERNAM	X		éch: 103					
NIV R.d.c	C3 MAGASIN	X		éch: 103	+ sur gaines + sur autres				
NIV 01	C3 1719		X				X		
	Pont de Rambouillet		X				X	mousse de polyuréthane.	
NIV +3	+4+5+6 (822)		X				X		
NIV +7	C3 CENTRALE d'air	X			sur gaines	X		mousse de "	
NIV +7	C3 Mach. ASSEM		X				X		

NOM ET SIGNATURE DE L'ACCOMPAGNATEUR :

M. Guillot

M. Noiseliot

apave

Ministère ECO et  
des Finances  
120 rue de Bercy.

75012 PARIS

Affaire n° :

97.860.803 05718 00 L

ANNEXE 1

FICHE D'EXAMEN VISUEL

SITE: C7.C8.C6.C5

BATIMENT: PONT NECKER.

DATE: 14.04.97

NIVEAU	ZONE OU LOCALISATION	FLOCCAGES			CALORIFUGAGES			COMMENTAIRES	
		O	N	PRELEVEMENTS	REMARQUES	O	N		PRELEVEMENTS
NIV-2	SANITAIRES		X				X		
NIV-2	CF CENTRALE ENERGIE		X				X		
NIV-1	CB PES/edes	X		éch: 101			X		
NIV-1	CB BT 0929	X		éch: 101			X		
NIV-1	CB 926	X		éch: 101					
NIV-1	CB S14503	X		éch: 101		X			mousse polyuréthane, L. de Verre.
NIV-1	CB Coillebotte	X		éch: 101		X			mousse " , L. de Verre.
NIV-1	CB 4133		X				X		
NIV-1	CB 3830		X				X		
NIV-1	CB PTC3933		X				X		
NIV-1	CB 3830		X				X		
NIV-2	CB 3817	X		101: sur gâches			X		
NIV-2	CB 3017	X		éch: 101		X			mousse de polyuréthane + L. de Verre
NIV-2	CB CENTRALE dechet	X		éch: 101			X		
NIV-2	CB pompes deau	X		" 101		X			L. d. Verre.
NIV-2	CB 2512	X		" 101			X		

NOM ET SIGNATURE DE L'ACCOMPAGNATEUR :

N<sup>v</sup> Guillot

M<sup>r</sup> Noiret

NOM ET SIGNATURE DE L'ACCOMPAGNATEUR :

M<sup>r</sup> Guillot

M<sup>r</sup> Noiret

apave

MIV STERE ECO 21  
des finances  
120 rue de Bercy  
Paris

Affaire n° :

37.860.803.05718 00 L

ANNEXE 1

FICHE D'EXAMEN VISUEL

SITE : C8-CF NIV-2 BATIMENT : BAT NECKER. C8-C3-C7 DATE : 14.04.97

NIVEAU	ZONE OU LOCALISATION	FLOCCAGES				CALORIFUGAGES				COMMENTAIRES
		O	N	PRELEVEMENTS	REMARQUES	O	N	PRELEVEMENTS	REMARQUES	
NIV-2	C8 PTC 02J	X		éch : 101				X		
NIV-2	C8 0915	X		" : 101	sur tuyauteries	X			L.d. Verre.	
NIV-2	C8 0904	X		" : 101	sur Plafond	X			L.d. Verre,	mousse de polyuréthane
NIV-2	C8 PL1		X				X			
NIV-2	C8 PDG 02J		X				X			
NIV-2	C8 PDG 01		X				X			
NIV-2	C8 A127		X				X			
NIV-2	C8 STOCK 2912	X		éch : 101			X			
NIV-1	C8 infum 2315	X		" : 101			X			
NIV-2	C8 2032J		X				X			
NIV-2	C8 0832J	X		" : 101		X			L.d. Verre ,	mousse.
NIV-2	C8 0343	X		" : 101		X			L.d. Verre.	
NIV-2	C8 0251	X		" : 101		X			mousse de polyuréthane.	
NIV-2	C8 RIA 1053	X		" : 101			X			
NIV-2	C8 NDC 257	X		" : 101			X			
NIV-2	C8 EAV 262J	X		" : 101		X			L. de Verre	

NOM ET SIGNATURE DE L'ACCOMPAGNATEUR :

M. Guillot

M. NOISELLET



***ANNEXE 2***

***RESULTATS  
DU  
LABORATOIRE***



Association Française de Propriétaires d'Appareils à Vapeur et Électriques : Association sans but lucratif, fondée en 1874, reconnue d'utilité publique, agréée par arrêtés ministériels pour les concours régionaux.  
13 à 17, rue Salneuve, 75854 PARIS CEDEX 17 - Tél. 01 40 54 58 00 - Télex 651493 APPAVE - Fax 01 40 54 58 88  
Laboratoires : 97 à 103, boulevard Victor-Hugo, 93400 SAINT-OUEN - Tél. 01 40 54 58 00 - Fax 01 40 54 59 50

Service  
ligne directe **Laboratoire**  
Correspondant **01.40.54.58.19**  
N/Réf **J M MONTAGNON**  
V/Réf **JMM/SB**  
V/Lettre du

Ministère de l'Economie et des Finances

**Echantillon lab N° 32157**  
**Date de réception : 16/04/97**  
**Désignation : Echantillon n°101 : Flochage - Niveau -2 - PTC 02**

**N° Affaire: 97-860-803-05718-00-L**

Etablissement demandeur ..... Ministère de l'Economie et des Finances  
Etablissement concerné ..... BAT NECKER  
Adresse du prélèvement ..... 120 rue de Bercy - Paris 12è  
Etablissement préleveur ..... APPAVE CTC Amiante  
Nom du préleveur ..... M. Noiseliot  
Méthode de prélèvement ..... Carottage  
Date du prélèvement ..... 15/04/97  
Nature du matériau ..... Flochage  
Année d'application ..... /

### EXAMEN DE MATERIAU POUR LA RECHERCHE DE FIBRES D'AMIANTE

#### Méthode d'examen

" Procédure for the detection and identification of asbestos and others fibres in fibrons inorganic materials "

Ann...occup.Hyg.V.00.p 127-139-MONKMAN L.J., 1979

Norme MDHS N° 77 de juin 1994

Les examens sont basés sur les caractéristiques optiques et morphologiques spécifiques des fibres d'amiante

#### Conclusion de l'examen : Absence de fibres d'amiante

Conservation de l'échantillon: 3 mois à compter de la date de ce courrier

Saint-Ouen, le 29 mai 1997

Le chef du service Laboratoire

G.PUECH



Association Française des Propriétaires d'Appareils à Vapeur et Électriques - Association sans but lucratif, fondée en 1874, reconnue d'utilité publique, agréée par arrêté ministériel sous les contrôles réglementaires

13 à 17, rue Salneuve, 75854 PARIS CEDEX 17 - Tél. 01 40 54 58 00 - Tél. 651493 APPAVE - Fax 01 40 54 58 88  
Laboratoires : 97 à 103, boulevard Victor-Hugo, 93400 SAINT-OUEN - Tél. 01 40 54 58 00 - Fax 01 40 54 59 50

Service

Ligne directe

Correspondant

N/Réf

V/Réf.

V/Lettre du

Laboratoire

01.40.54.58.19

J M MONTAGNON

JMM/SB

Ministère de l'Economie et des Finances

Echantillon lab N° 32159

Date de réception : 16/04/97

Désignation : Echantillon n°103 : Floccage - Niveau -2 - C5 Désenfumage

N° Affaire: 97-860-803-05718-00-L

Etablissement demandeur ..... Ministère de l'Economie et des Finances  
Etablissement concerné ..... BAT NECKER  
Adresse du prélèvement ..... 120 rue de Bercy - Paris 12è  
Etablissement préleveur ..... APPAVE CTC Amiante  
Nom du préleveur ..... M. Noisellet  
Méthode de prélèvement ..... Carottage  
Date du prélèvement ..... 15/04/97  
Nature du matériau ..... Floccage  
Année d'application ..... /

## EXAMEN DE MATERIAU POUR LA RECHERCHE DE FIBRES D'AMIANTE

Méthode d'examen

" Procédure for the detection and identification of asbestos and others fibres in fibrous inorganic materials "

Ann.occup.Hyg.V.00.p 127-139-MONKMAN L.J., 1979

Norme MDHS N° 77 de juin 1994

Les examens sont basés sur les caractéristiques optiques et morphologiques spécifiques des fibres d'amiante

**Conclusion de l'examen : Absence de fibres d'amiante**

Conservation de l'échantillon: 3 mois à compter de la date de ce courrier

Saint-Ouen, le 29 mai 1997

Le chef du service Laboratoire

G.PUECH



Association Française des Propriétaires d'Appareils à Vapeur et Électriques. Association sans but lucratif, fondée en 1874, reconnue d'utilité publique, agréée par arrêté ministériel en 1987.

13 à 17, rue Saligne, 75854 PARIS CEDEX 17 - Tél. 01 40 54 58 00 - Télex 651493 APPAVE - Fax 01 40 54 58 88  
Laboratoires : 97 à 103, boulevard Victor-Hugo, 93400 SAINT-OUEN - Tél. 01 40 54 58 00 - Fax 01 40 54 59 50

Service

Ligne directe

Correspondant

N/Réf.

V/Réf.

V/Lettre du

Laboratoire

01.40.54.58.19

J M MONTAGNON

JMM/SB

Ministère de l'Economie et des Finances

Echantillon lab N° 32161

Date de réception : 16/04/97

Désignation : Echantillon n°105 : Flocage - RDC - Salle de restaurant

N° Affaire : 97-860-803-05718-00-L

Etablissement demandeur .....	Ministère de l'Economie et des Finances
Etablissement concerné.....	BAT NECKER
Adresse du prélèvement.....	120 rue de Bercy - Paris 12è
Etablissement préleveur.....	APPAVE CTC Amiante
Nom du préleveur .....	M. Noiseliet
Méthode de prélèvement.....	Carottage
Date du prélèvement .....	15/04/97
Nature du matériau.....	Flocage
Année d'application.....	/

## EXAMEN DE MATERIAU POUR LA RECHERCHE DE FIBRES D'AMIANTE

Méthode d'examen

" Procédure for the detection and identification of asbestos and others fibres in fibrons inorganic materials "

Ann..occup.Hyg.V.00.p 127-139-MONKMAN L.J., 1979

Norme MDHS N° 77 de juin 1994

Les examens sont basés sur les caractéristiques optiques et morphologiques spécifiques des fibres d'amiante

**Conclusion de l'examen : Absence de fibres d'amiante**

Conservation de l'échantillon: 3 mois à compter de la date de ce courrier

Saint-Ouen, le 29 mai 1997

Le chef du service Laboratoire

G.PUECH

AUXERRE Tél. 03 86 51 79 57 - BLOIS Tél. 02 54 78 16 69 - BOURGES Tél. 02 48 20 04 67 - CERGY PONTOISE Tél. 01 30 75 37 37 - CHARLEVILLE-MÉZIÈRES Tél. 03 24 33 29 50 - CHARTRES Tél. 02 37 21 04 22  
CHATEAUX-ROUX Tél. 02 54 34 12 40 - CRÉTEIL Tél. 01 45 17 21 00 - ÉVRY Tél. 01 60 91 86 86 - FORT-DE-FRANCE Tél. 0596 71 77 54 - ISSY-LES-MOULINEAUX Tél. 01 40 54 56 00 - MARNE-LA-VALLÉE Tél. 01 60 37 55 37  
ORLÉANS Tél. 02 38 22 64 64 - POINTE-A-PITRE Tél. 0590 26 87 05 - REIMS Tél. 03 26 84 38 00 - SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES Tél. 01 30 14 14 30 - TAVERNY Tél. 01 39 32 76 50 - TROYES Tél. 03 25 83 21 31

Conformément à ses statuts et règlement intérieur à disposition sur demande,  
l'APPAVE ne peut intervenir que pour ses Membres à jour de la "cotisation annuelle de base" leur permettant de faire appel à tous ses Services



## DOCUMENTS ANNEXES

Date document	Type document	Référence document	Nom du rédacteur	Société
Aucun document fourni				